

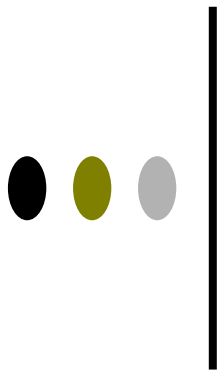


L'Indicateur FCCQ

Édition 2008

**Fédération des chambres de
commerce du Québec (FCCQ)**





Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Forte de son vaste réseau de 162 chambres de commerce, la FCCQ représente plus de 40 000 entreprises et 100 000 gens d'affaires exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises au Québec, la FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.



Table des matières

Message de la présidente-directrice générale	2
Le Québec dans son ensemble	
Sommaire exécutif pour l'économie du Québec.....	4
Avancement du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ.....	6
1. <i>Cultiver l'entrepreneuriat</i>	7
2. <i>Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse</i>	8
3. <i>Agir sur les facteurs directs de productivité</i>	9
4. <i>Favoriser le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, disponible et mieux adaptée aux besoins</i>	10
5. <i>Appuyer l'exploitation énergétique comme levier économique et améliorer notre efficacité énergétique</i>	11
6. <i>Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental</i>	12
7. <i>Dynamiser notre potentiel d'innovation</i>	13
8. <i>Attirer les investissements étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques</i>	14
Les régions administratives du Québec	
Avancement des régions administratives du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ.....	15
<i>Abitibi-Témiscamingue</i>	16
<i>Bas-Saint-Laurent</i>	19
<i>Capitale-Nationale</i>	22
<i>Centre-du-Québec</i>	25
<i>Chaudière-Appalaches</i>	28
<i>Côte-Nord</i>	31
<i>Estrie</i>	34
<i>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</i>	37
<i>Lanaudière</i>	40
<i>Laurentides</i>	43
<i>Laval</i>	46
<i>Mauricie</i>	49
<i>Montréal</i>	52
<i>Montréal</i>	55
<i>Nord-du-Québec</i>	58
<i>Outaouais</i>	61
<i>Saguenay-Lac-Saint-Jean</i>	64
Autres considérations.....	67



Message de la présidente-directrice générale

En février 2006, après une année de consultation auprès de ses membres, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) publiait sa vision économique : *Pour un Québec gagnant*. D'abord et avant tout, un Québec compétitif et innovateur qui exploite l'ensemble des possibilités de l'internationalisation : voilà notre vision !

Deux fois par année, la FCCQ évalue le progrès que réalise le Québec par rapport à sa vision économique. Une première fois, dans l'*Indicateur FCCQ*, elle présente une analyse macroéconomique de l'ensemble de la province et de chacune des régions administratives. Une deuxième fois, dans l'*Indicateur sectoriel FCCQ*, elle dévoile une analyse sectorielle de l'économie québécoise.

À la lumière des résultats obtenus dans ses indicateurs et sur la base de sa vision économique, la FCCQ oriente ses actions auprès des gouvernements et de ses partenaires. Car, pour la FCCQ, le dynamisme économique du Québec passe, bien sûr, par celui des entreprises, mais également par des politiques gouvernementales structurantes qui assurent la compétitivité de nos entreprises et un régime fiscal compétitif qui favorise la création de richesse.

Pendant que les économistes tentent d'évaluer les répercussions de la crise financière américaine sur l'économie du Québec, nos entreprises constatent avec inquiétude que la confiance des consommateurs américains est en chute libre et que des milliards de dollars d'actifs financiers se sont volatilisés au cours des dernières semaines. À vrai dire, il y a longtemps que l'économie américaine ne nous a pas paru aussi fragile.

L'*Indicateur FCCQ - Édition 2008*, nous rappelle, cependant, que l'économie québécoise a connu en 2007 une année exceptionnelle et qu'elle a évolué sur plusieurs des axes d'intervention de la FCCQ. Autrement dit, elle est mieux préparée qu'elle ne l'était pour affronter les répercussions de la crise financière et, fort probablement, une longue période de faible croissance économique.

La FCCQ se trouve là où des actions gouvernementales peuvent aider les entreprises à relever leurs défis. Nous défendons les intérêts de nos membres au chapitre des politiques publiques et accompagnons les entreprises du Québec sur le sentier de la croissance. Selon nous, le moyen le plus efficace de prémunir l'économie québécoise des soubresauts de l'économie américaine est encore de miser sur la compétitivité de nos entreprises.

Bonne lecture de l'édition 2008 de l'*Indicateur FCCQ* !

La présidente-directrice générale,



Françoise Bertrand

Fédération des chambres de commerce du Québec



Le Québec dans son ensemble

Sommaire exécutif pour le Québec

Après plusieurs années de croissance économique soutenue, le Québec entre dans une période de ralentissement. Bien qu'il soit impossible d'évaluer avec précision quelle sera l'ampleur des répercussions de la crise financière américaine sur l'économie du Québec, une chose est certaine, la consommation des Américains va diminuer. Non seulement la contraction du marché immobilier aux États-Unis a-t-elle réduit les actifs et, donc, le pouvoir d'emprunt des Américains, mais la débâcle sur les marchés boursiers vient de faire disparaître une partie importante de leurs épargnes. Les exportateurs manufacturiers du Québec et leurs fournisseurs connaîtront une autre année difficile. Qui plus est, le resserrement par les institutions financières des conditions de crédit va vraisemblablement freiner les investissements des entreprises.

Heureusement, l'économie du Québec en 2007 a progressé sur plusieurs des **huit axes d'intervention de la FCCQ** :

L'**entrepreneuriat** s'est développé en 2007. La taille des petites entreprises et le nombre d'entrepreneurs ont crû fortement, malgré une augmentation des faillites commerciales et une très faible hausse du nombre d'entreprises. Par ailleurs, l'investissement en capital de risque et la quantité d'entreprises qui en ont bénéficié ont également augmenté. Notons, toutefois, que la relève entrepreneuriale et le manque de capital de risque d'amorçage et de démarrage sont deux enjeux importants au Québec et pour la FCCQ.

La **structure industrielle** s'est peu améliorée en 2007. En général, la structure industrielle du Québec ne semble toujours pas s'orienter vers les activités à plus forte valeur ajoutée, vers les activités les plus productives. Un constat qui s'explique par

les difficultés du secteur manufacturier, la croissance du secteur des services et la baisse relative du niveau technologique des exportations du Québec. Afin d'améliorer cette situation, la FCCQ tente par ses interventions de répondre aux enjeux québécois que sont la faiblesse des investissements privés et la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée.

La **productivité** a crû fortement au Québec en 2007, ce qui a permis de réduire l'écart de productivité du Québec par rapport à l'Ontario et au Canada. Toutefois, l'investissement en machines et matériel, qui est le principal levier de la productivité, reste faible au Québec, malgré les efforts du gouvernement. Ce fait s'observe particulièrement dans le secteur manufacturier, où nous assistons à une désindustrialisation. La FCCQ va poursuivre ses interventions auprès du gouvernement afin d'obtenir davantage de crédits d'impôt remboursables à l'investissement pour ce secteur névralgique de l'économie du Québec.

La **main-d'œuvre qualifiée** s'est faite rare en 2007, et plusieurs entreprises affrontent une situation de pénurie. Avec un taux de chômage historiquement bas, un rétrécissement des écarts de taux d'emploi avec l'Ontario et le Canada, un niveau de scolarisation en hausse et un prolongement de la vie active de plusieurs Québécois, le marché de l'emploi a connu une année exceptionnelle au Québec. Pour palier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la FCCQ recommande d'accroître le financement à l'éducation professionnelle et postsecondaire, d'augmenter le nombre d'immigrants qualifiés et de favoriser fiscalement le prolongement de la vie active des Québécois et des Québécoises.

Sommaire exécutif pour le Québec

Les **ressources énergétiques** du Québec ont été pleinement exploitées en 2007. Pendant que la hausse des exportations d'électricité enrichissait le Québec, la poursuite du développement de la filière éolienne et les nouveaux mégaprojets hydroélectriques venaient assurer une croissance à long terme de la production d'énergie au Québec tout en consolidant le statut du Québec comme chef de file de l'énergie renouvelable. La FCCQ surveille le bon déroulement des processus d'autorisation de ces mégaprojets, la coordination de la main-d'œuvre nécessaire à ces projets dans le nord du Québec et la concrétisation du cadre réglementaire sur les polluants atmosphériques.

La **situation financière du gouvernement** du Québec s'est quelque peu améliorée en 2007. Les recettes du gouvernement ont crû davantage que les dépenses au cours de l'exercice financier 2007-2008. Exprimées en pourcentage du PIB, les dépenses étaient pour une première fois en sept ans inférieures aux revenus. La proportion des investissements publics par rapport aux investissements privés reste, toutefois, très élevée. Il n'y a qu'une seule solution viable aux pressions du vieillissement de la population sur l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec : la productivité. L'ensemble des efforts de la FCCQ y sont, ultimement, consacrés.

L'**innovation** est bien présente au Québec. Toute proportion gardée, le Québec investit davantage en recherche et développement (R&D) que le Canada, l'OCDE et les États-Unis. Les entreprises québécoises ont investi 4,6 G\$ en R&D en 2006, une augmentation de 9,5 % par rapport à l'année précédente. Cependant, après deux années de forte croissance, la production dans les industries de haute technologie n'a

augmenté que de 0,6 % en 2007. Selon la FCCQ, pour bénéficier pleinement des retombées de la R&D effectuée au Québec, il faut améliorer la commercialisation des découvertes qui y sont faites et solidifier les mesures protégeant la propriété intellectuelle.

L'**investissement direct étranger** (IDE) au Canada et les exportations du Québec ont crû en 2007. Au cours des dernières années, les entreprises manufacturières étrangères ont investi davantage au Québec que les entreprises manufacturières québécoises et canadiennes. D'ailleurs, l'IDE a bondi de 14,4 % au Canada pour atteindre 501 G\$ en 2007. Par ailleurs, le Québec est en train de réduire sa dépendance au marché américain. La part des exportations à destination de l'Union européenne sur le total des exportations internationales augmente au détriment des États-Unis. Notons, toutefois, que le déficit de la balance commerciale internationale du Québec a atteint le record de 20,6 G\$ en 2007. Alors que les importations augmentaient de 7,2 %, les exportations n'ont crû que de 0,9 %. La FCCQ espère que la négociation des accords commerciaux entre le Québec et l'Ontario, et le Québec et la France iront bon train et que le gouvernement du Canada suivra le leadership du Québec en négociant un accord commercial avec l'Europe.

Le Québec progresse

Somme toute, l'économie du Québec a progressé en 2007, mais il reste beaucoup de chemin à faire pour rejoindre la compétitivité des économies et les niveaux de vie des citoyens des autres provinces canadiennes et des États américains. La FCCQ juge que l'économie du Québec est mieux préparée qu'elle ne l'était pour affronter la crise financière et le ralentissement économique anticipé.



Avancement du
Québec par rapport
aux axes d'intervention
de la FCCQ

Axe 1. Cultiver l'entrepreneuriat

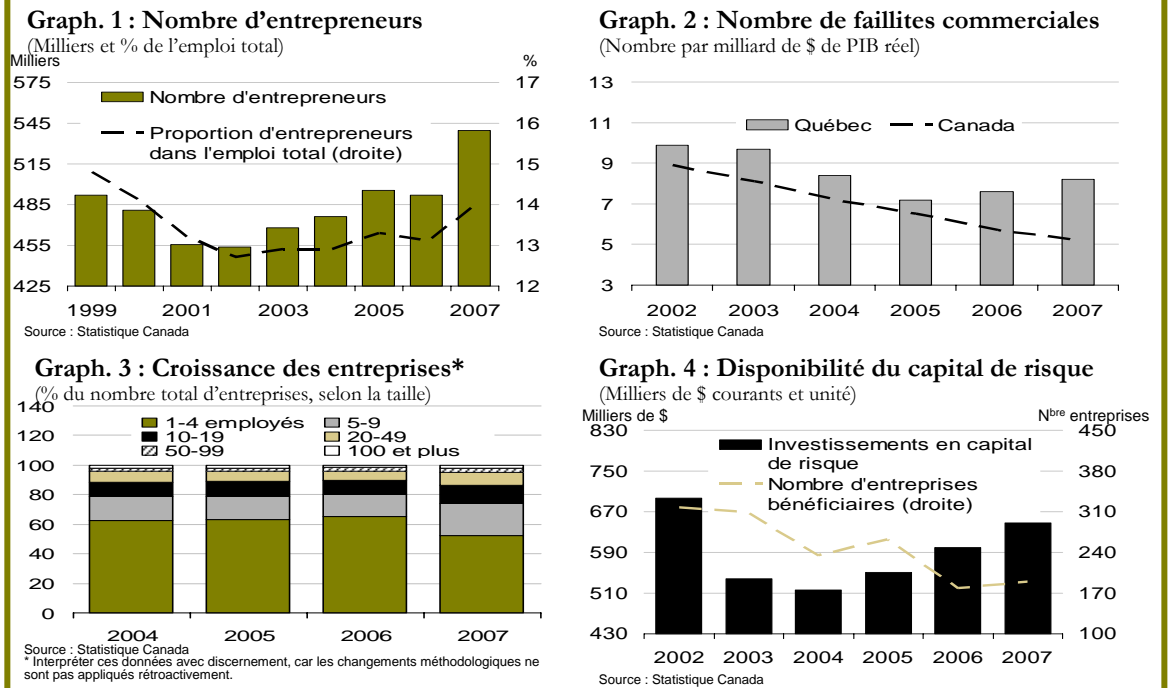


Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Favoriser la création et la croissance des entreprises
- ✓ Contribuer à la mise en place de modes permettant l'intégration des PME manufacturières aux secteurs de pointe
- ✓ Participer aux efforts de transferts intergénérationnels dans les PME
- ✓ Promouvoir l'augmentation des compétences des gestionnaires

Enjeux

- ✓ Relève entrepreneuriale
- ✓ Capital de risque d'amorçage et de démarrage
- ✓ Coupures dans les subventions fédérales versées aux OSBL dévoués au développement économique des régions du Québec



Bilan

L'entrepreneuriat a progressé en 2007. Malgré une augmentation des faillites commerciales et une très faible hausse du nombre d'entreprises, le nombre d'entrepreneurs et la taille des entreprises ont crû fortement. Par ailleurs, les investissements en capital de risque et le nombre d'entreprises bénéficiaires ont aussi augmenté.

La croissance du nombre d'entrepreneurs – c.-à-d. le nombre de propriétaires d'entreprises et de travailleurs autonomes avec aide rémunérée – a été exceptionnelle en 2007 (+ 9,7 %). Avec près de 48 000 nouveaux entrepreneurs, le Québec a connu sa plus belle performance en 20 ans. Entre 2002 et 2007, la proportion des entrepreneurs québécois par rapport à l'emploi total a progressé de 1,3 point de pourcentage, pour revenir à son niveau de 2001, qui marquait la fin du boom des technologies.

Malgré la forte progression du nombre d'entrepreneurs, le Québec a créé au net peu d'entreprises en 2007 : moins de 500 entreprises pour une croissance de 0,2 %. Cette molle performance, qui fait suite à une diminution de 300 entreprises en 2006, s'explique en partie par une seconde augmentation annuelle du nombre de faillites commerciales. Le nombre de faillites est passé de 1837 en 2006 à 2037 en 2007.

À défaut de se multiplier, les entreprises québécoises grossissent. En effet, entre 2004 et 2007, la part des microentreprises (4 employés et -) dans l'ensemble

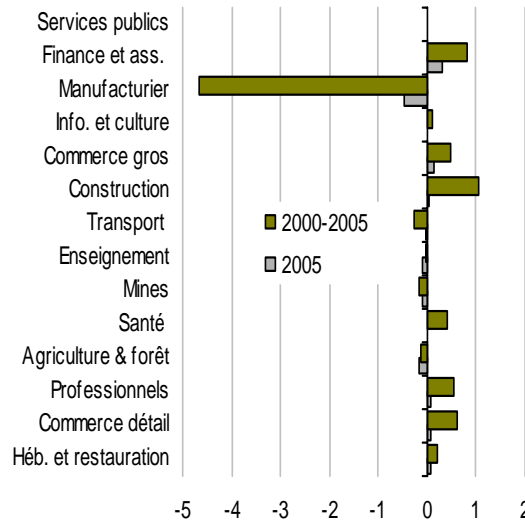
des entreprises québécoises est passée de 62,4 % à 52,0 %, alors que celle des petites entreprises (5 à 99 employés) est passée de 35,6 % à 45,9 %. La part des entreprises moyennes (100 à 499) a augmenté de 1,7 % à 1,8 % et celle des grandes entreprises est restée inchangée à 0,3 %. La productivité augmentant avec la taille des entreprises, cette progression est une excellente nouvelle.

Sans capital de risque, l'entrepreneuriat pourrait difficilement s'épanouir. Heureusement, l'activité transactionnelle liée au capital de risque a crû au Québec en 2007 pour une troisième année consécutive et a atteint son niveau le plus élevé en cinq ans. Cependant, les deux tiers des investissements en capital de risque en 2007 ont été versés aux entreprises en voie de développement avancé; peu d'argent a été consacré aux entreprises en prédémarrage ou en démarrage. En fait, les activités de capital de risque sont à leur plus bas niveau depuis le milieu des années 1990. Souhaitons que le nouveau réseau québécois d'investisseurs-mentors en capital de risque, le Réseau Anges Québec, renversera cette tendance.

Axe 2. Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de valeur

Graph. 1 : Orientation de la structure industrielle

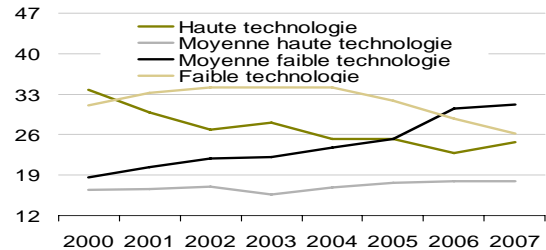
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources : ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ
 Note : Les secteurs économiques du graphique 1 sont ordonnés par ordre décroissant de création de richesse, soit de valeur ajoutée par heure travaillée. Ils sont ainsi placés du secteur le plus productif (services publics) au secteur le moins productif (héb. et restauration).

Graph. 2 : Exportations par niveau technologique

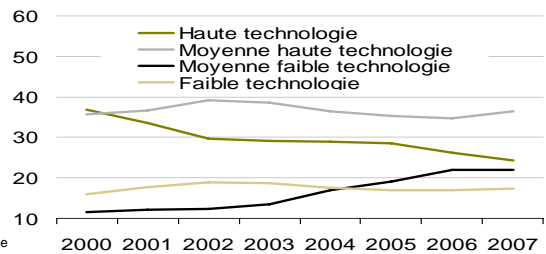
(Part des exportations manufacturières, %)



Source : Statistique Canada

Graph. 3 : Importations par niveau technologique

(Part des importations manufacturières, %)



Source : Statistique Canada

Bilan

La structure industrielle du Québec s'est peu améliorée en 2007. En général, elle ne s'oriente pas vers les activités à plus forte valeur ajoutée. Un constat qui s'explique par les difficultés du secteur manufacturier, la croissance du secteur des services et la baisse relative du niveau technologique de nos exportations.

Le Québec n'a pas échappé à la vague de désindustrialisation qui a frappé les secteurs manufacturiers des pays développés. Avec l'intensification de la concurrence étrangère et l'internationalisation croissante de la production, les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre sont rendues non rentables dans les pays où les salaires sont élevés. La spécialisation dans les activités manufacturières traditionnelles – où la compétitivité se base surtout sur les coûts – n'est plus une solution viable pour ces pays. Afin de rester compétitif dans le concert économique mondial, le Québec doit recourir davantage aux technologies, au savoir et à la création. C'est ainsi qu'il parviendra à faire évoluer son économie le long de la chaîne de valeur.

La structure industrielle du Québec s'oriente de plus en plus vers les services, souvent à plus faible valeur ajoutée. La taille du secteur des services dans l'ensemble de l'économie est passée de 65,1 % en 2000 à 69,0 % en 2005, alors que celle du secteur manufacturier est passée de 23,6 % à 19,0 %. L'augmentation de la production dans le secteur des

services s'est effectuée à la fois dans des industries à faible valeur ajoutée (ex., le commerce de détail et les services professionnels) et dans celles à forte valeur ajoutée (ex., la finance, les assurances et l'immobilier, et le commerce de gros). Du côté du secteur manufacturier, la diminution de la production s'est surtout produite dans des industries à moins forte valeur ajoutée (ex., les pâtes et papiers, la première transformation des métaux et les vêtements).

La part des exportations de haute technologie dans l'ensemble des exportations du Québec est passée de 28,1 % en 2003 à 24,7 % en 2007, alors que celles des exportations de moyenne haute et moyenne faible technologie sont passées de 15,6 à 17,9 % et de 22,1 à 31,2 %, respectivement. Alors que le Québec est fortement spécialisé dans les exportations de haute technologie par rapport au Canada, il semble que cette spécialisation s'est amenuisée au bénéfice des exportations de moins haute technologie. Du côté des importations, la part de celles à haute et moyenne haute technologie a fondu de 4,9 et 2,1 points de pourcentage, respectivement.

Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Développement des filières industrielles porteuses de compétitivité
- ✓ Adoption de modèles de gestion modernes
- ✓ Encourager le développement des services aux entreprises

Enjeux

- ✓ Faiblesse des investissements privés
- ✓ Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée
- ✓ Politique de concurrence et recours au protectionnisme

Axe 3. Agir sur les facteurs directs de productivité



Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Augmenter le taux d'activité et le taux d'emploi
- ✓ Augmenter les rendements des processus de production, autant dans celui des biens que des services
- ✓ Augmenter l'intensité en capital
- ✓ Réviser les aspects réglementaires et administratifs pénalisant la compétitivité des entreprises
- ✓ Encourager le recours aux TIC dans toutes les régions et dans toutes les industries

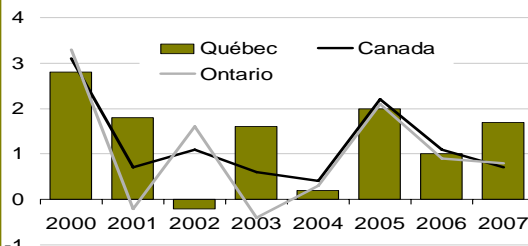
Enjeux

- ✓ Allègement fiscal et réglementaire
- ✓ Modernisation des infrastructures
- ✓ Faiblesse des investissements du secteur privé en machines et matériel



Graph. 1 : Croissance de la productivité

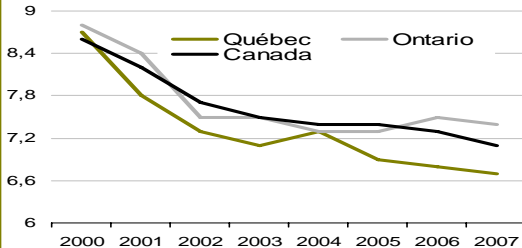
(PIB réel sur heures travaillées, variation en %)



Source : Statistique Canada

Graph. 3 : Invest. en machines et matériel

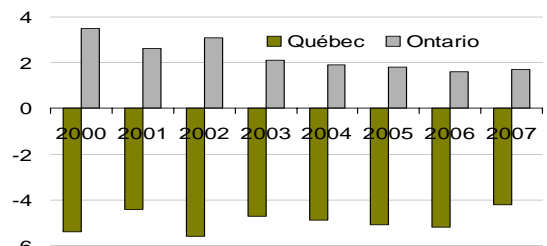
(Formation brute de capital en machines et matériel, % du PIB)



Source : Statistique Canada

Graph. 2 : Écart de productivité

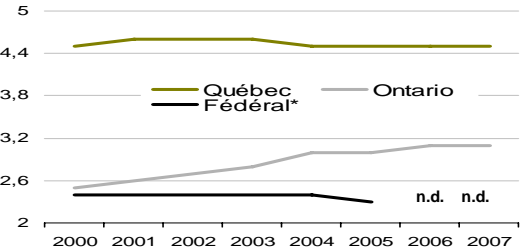
(PIB réel sur heures travaillées, écart par rapport au Canada en %)



Source : Statistique Canada

Graph. 4 : Investissements en éducation

(Dépenses en éducation, % du PIB)



* Transferts fédéraux aux universités et commissions scolaires du Québec

Sources : ISQ et Statistique Canada

Bilan

La croissance de la productivité a été forte en 2007 au Québec, ce qui a permis de réduire l'écart de productivité du Québec par rapport à l'Ontario et au Canada. Toutefois, l'investissement en machines et matériel, qui est le principal levier de la productivité, reste faible au Québec.

La productivité mesure l'efficacité avec laquelle les facteurs de production sont combinés au sein d'un processus de production. Les moteurs de croissance de la productivité sont, essentiellement, le capital humain, le capital physique et l'innovation.

En 2007, la croissance de la productivité du travail au Québec (1,7 %), soit l'augmentation de la quantité de biens et services produite par heure travaillée, a été pour la première fois en quatre ans supérieure à celle du Canada (0,7 %) et pour une seconde année consécutive supérieure à celle de l'Ontario (0,8 %). La hausse de la productivité a été particulièrement forte dans le secteur manufacturier, où elle a atteint 3,6 %, soit le double du taux enregistré l'année précédente. Au cours des cinq dernières années, le taux de croissance annuel moyen de la productivité du travail a été de 1,1 % au Québec, de 1,0 % au Canada et de 0,7 % en Ontario. Notons, cependant, qu'il fut de 2,1 % aux États-Unis.

Ainsi, l'écart de la productivité du Québec par rapport à celle du Canada et de l'Ontario a diminué en 2007 pour atteindre son niveau le plus bas en dix ans. Il n'est plus que de -1,74 \$/h par

rapport au Canada et de -2,45\$/h par rapport à l'Ontario. Une des explications du retard de la productivité du Québec est que les entreprises québécoises investissent proportionnellement moins d'argent en machines et matériel que celles de l'Ontario et du Canada. Ce serait d'ailleurs le cas depuis au moins cinquante ans. Le Québec alloue une plus petite part de son PIB à ce type d'investissement : 6,7 % de son PIB, contre 7,1 % au Canada et 7,4 % en Ontario.

La productivité est aussi fortement influencée par le niveau d'éducation et de formation de la main-d'œuvre. À cet égard, notons que le gouvernement du Québec investit proportionnellement plus d'argent que l'Ontario et que le gouvernement fédéral en éducation. Le Québec a investi en 2007 4,5 % de son PIB en éducation contre 3,1 % en Ontario. Dix ans plus tôt cependant, le Québec investissait 5,0 % de son PIB en éducation contre 2,7 % pour l'Ontario. Malgré l'ampleur des sommes investies au Québec, la proportion des personnes de plus de 25 ans ayant complété des études secondaires est inférieure au Québec (68,8 %) par rapport à l'Ontario (73,2 %) et au Canada (71,0 %).

Axe 4. Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises



Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Réviser le financement des systèmes collégial et universitaire
- ✓ Systématiser les partenariats industrie-institutions postsecondaires
- ✓ Revitaliser l'apprentissage professionnel et la formation technique
- ✓ Favoriser l'inclusion des travailleurs immigrants
- ✓ Augmenter les formations sur l'entrepreneuriat
- ✓ Doter les « industries de l'avenir » d'une main-d'œuvre qualifiée

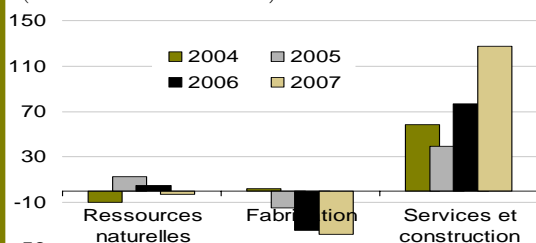
Enjeux

- ✓ Pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- ✓ Décrochage scolaire
- ✓ Niveau de littératie
- ✓ Prolongement de la vie active



Graph. 1 : Création d'emploi par secteur

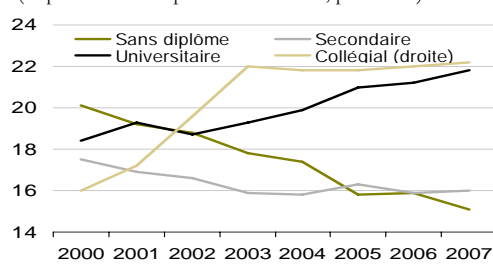
(Variation annuelle en milliers)



Source : Statistique Canada

Graph. 3 : Niveau de scolarisation

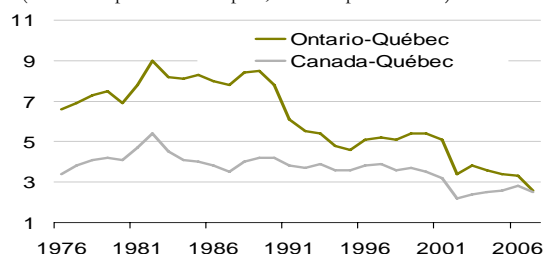
(Population active par niveau d'étude, part en %)



Source : ISQ

Graph. 2 : Écart de taux d'emploi

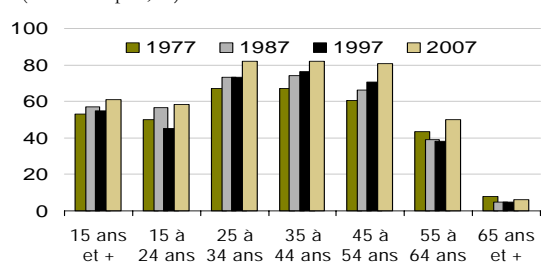
(Taux d'emploi 15 ans et plus, écart en points de %)



Source : ISQ

Graph. 4 : Taux d'emploi par groupe d'âge

(Taux d'emploi, %)



Source : ISQ

Bilan

Pénurie de main-d'œuvre, forte création d'emploi, taux de chômage historiquement bas, rétrécissement des écarts de taux d'emploi avec l'Ontario et le Canada, niveau de scolarisation en hausse et prolongement de la vie active font de la l'année 2007 un grand cru au Québec en ce qui a trait à la main-d'œuvre.

Le Québec a connu une performance exceptionnelle sur le plan de l'emploi en 2007. Avec la création de plus de 86 000 emplois (+2,3 %), la proportion de Québécois de 15 ans et plus au travail – c.-à-d. le taux d'emploi – a atteint 61,0 %, un record historique. De même, le taux de chômage a fondu de 0,8 point de pourcentage (pp) pour atteindre 7,2 %, son plus faible niveau depuis 1976. Relativisons, toutefois, nos propos : le Canada a aussi enregistré une croissance de l'emploi de 2,3 % et a vu son taux de chômage glisser à un creux historique (6,0 %). Le Québec continue également à afficher le taux de chômage le plus élevé après celui des provinces de l'Atlantique.

À l'image des précédentes années, la création d'emploi s'est concentrée dans les secteurs des services et de la construction alors que les pertes d'emploi se sont poursuivies dans le secteur de la fabrication, où plus de 38 000 emplois ont été perdus en 2007. Il faut remonter en 1991, lors de la dernière récession canadienne, pour voir une aussi forte perte d'emploi au Québec dans ce secteur.

Bien que le taux d'emploi au Québec demeure inférieur à celui des autres provinces, exception faite

des provinces de l'Atlantique, l'écart entre le taux d'emploi du Québec et ceux de l'Ontario et du Canada a diminué en 2007. Cet écart vis-à-vis du Canada est près de son plus bas niveau (2,5 pp) et vis-à-vis de l'Ontario aussi en 30 ans (2,6 pp).

Le niveau de scolarisation a continué d'augmenter en 2007 avec une hausse de 0,7 pp de la proportion de personnes détenant un niveau d'études collégiales ou universitaires. Entre 2000 et 2007, la part des personnes dans la population active détenant un diplôme d'études secondaires ou moins est passée de 37,6 % à 31,1 % alors que celle avec un diplôme collégial ou universitaire est passée de 62,4 % à 68,9 %. Notons, toutefois, que près de la moitié des Québécois de 16 à 65 ans n'auraient pas un niveau de littératie suffisamment élevé pour fonctionner adéquatement dans la nouvelle économie du savoir.

Ce sont les personnes de 55 à 64 ans qui ont connu la plus forte hausse du taux d'emploi en 2007 (1,7 pp). Entre 2000 et 2007, cette tranche d'âge a connu la plus forte augmentation de taux d'emploi : 9 pp comparativement à 3,2 pp pour l'ensemble des Québécois de 15 ans et plus.

Axe 5. Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique

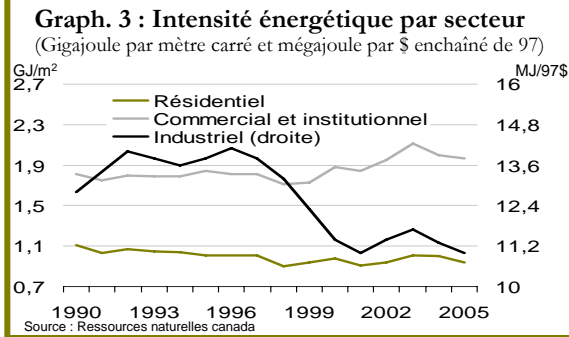
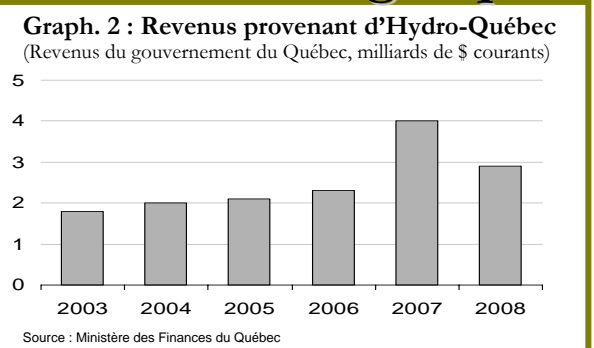
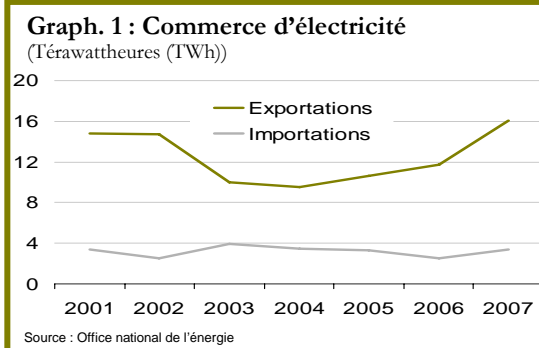


Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ L'électricité, un levier de croissance économique
- ✓ Diversifier le portefeuille énergétique
- ✓ Encourager l'efficacité énergétique et la croissance de sa filière

Enjeux

- ✓ Processus d'autorisation
- ✓ Cadre réglementaire sur les polluants atmosphériques
- ✓ Approvisionnement en gaz naturel



Tab. 1 : Développements énergétiques

Projets	Inv.	Prod./an
<i>Chute-Allard & Rapides-des-Cours</i>	0,68 G\$	0,9 TWh
<i>Eastmain-1</i>	n.d.	2,7 TWh
<i>Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert</i>	5 G\$	8,5 TWh
<i>Gentilly-2</i>	1,9 G\$	5,0 TWh
<i>Péribonka</i>	1,2 G\$	2,2 TWh
<i>Interconnexion avec l'Ontario</i>	0,68 G\$	-
<i>La Romaine</i>	6,5 G\$	8 TWh

Source : Hydro-Québec

Bilan

Pendant que les exportations d'électricité enrichissent le Québec, le développement de la filière éolienne et les nouveaux mégaprojets hydroélectriques assurent une croissance à long terme de la production québécoise d'énergie et positionnent le Québec comme chef de file de l'énergie renouvelable.

Les exportations et les importations d'électricité du Québec ont bondi en 2007. Les exportations ont augmenté de 4,4 TWh (+38 %) pour atteindre le niveau record de 16,1 TWh. Les importations ont aussi augmenté : une hausse de 0,8 TWh (+33 %). En 2007, la valeur des exportations d'électricité a atteint 1,2 G\$ alors que celle des importations fut de 0,2 G\$. Ainsi, le solde commercial du Québec en électricité a été en 2007 de 12,7 TWh ou de 1,05 G\$.

Au cours de l'exercice financier 2006-2007, les revenus du gouvernement du Québec générés grâce aux activités d'Hydro-Québec avaient fortement augmenté. Hydro-Québec avait alors réalisé des bénéfices exceptionnels de 944 M\$ sur la vente de participations dans diverses sociétés. En 2007-2008, les revenus en provenance d'Hydro-Québec ont conséquemment chuté de 4,04 G\$ à 2,93 G\$. De ces revenus, 364 M\$ en redevances hydrauliques ont été versés au Fonds des générations. Le gouvernement du Québec a annoncé dans son budget 2008 qu'il versera dorénavant la totalité des redevances hydrauliques à ce fonds, ce qui devrait correspondre à 625 M\$ en 2008-2009.

Les tarifs d'Hydro-Québec ont augmenté de 1,9 % entre avril 2006 et avril 2007. Malgré cette hausse, le prix de l'électricité au Québec est l'un des plus faibles d'Amérique. La faiblesse relative du prix de l'électricité réduit la qualité du signal de prix, diminuant les incitatifs à l'efficacité énergétique et les sources de revenus à l'exportation. Cette situation limite ainsi la capacité du Québec à réduire sa dette.

Des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel, c'est le secteur industriel qui a le plus amélioré sa performance énergétique au cours des 10 dernières années. Ce secteur a diminué sa dépendance énergétique d'un cinquième alors que le secteur résidentiel n'a diminué la sienne que marginalement et que les secteurs commercial et institutionnel l'augmentaient.

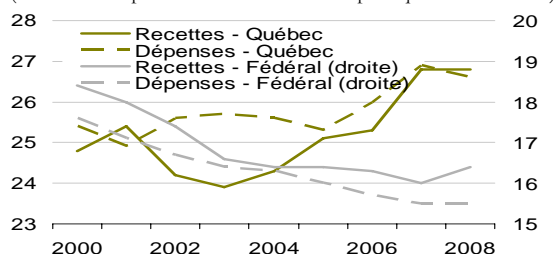
Le gouvernement a lancé plusieurs mégaprojets récemment. Avec sa stratégie de développement énergétique, ce sont 25 G\$ qu'il investira entre 2006 et 2015. Pendant que le projet La Romaine (6,5 G\$) est sous étude, ceux d'Eastmain-Rupert (5 G\$) et de Péribonka (1,2 G\$) sont en construction. Les projets Rabaska et Gros-Cacouna tentent de trouver des partenaires pour l'approvisionnement de gaz naturel.



Axe 6. Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur

Graph. 1 : Recettes et dépenses publiques

(Recettes et dépenses des administrations publiques en % du PIB)

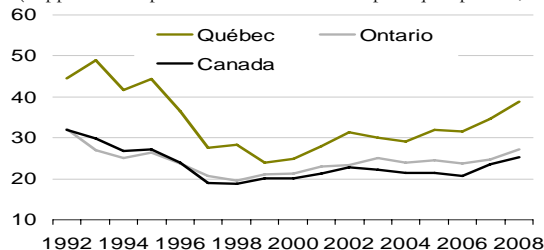


Source : Statistique Canada

Note : L'année financière se terminant le 31 mars, les ratios par rapport au PIB sont calculés sur l'année précédente : p. ex. les dépenses 2007-2008 par rapport au PIB 2007.

Graph. 3 : Investissements publics vs privés

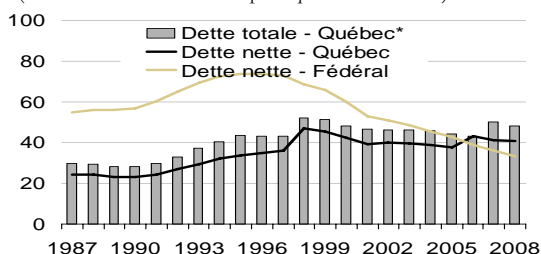
(Rapport des dépenses en immobilisations publiques-privées, %)



Source : Statistique Canada

Graph. 2 : Dettes publiques

(Dettes des administrations publiques en % du PIB)

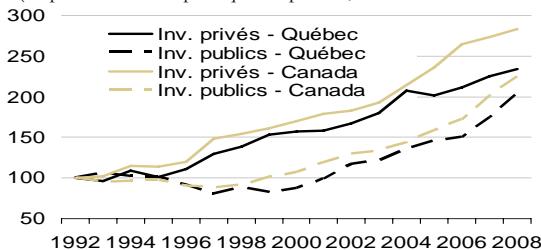


Sources : ISQ et ministère des Finances du Québec

* Selon la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations, la dette totale devrait s'établir à 25 % du PIB au 31 mars 2026.

Graph. 4 : Évolution des investissements

(Dépenses en imm. publiques et privées, indice base 100 = 1992)



Source : Statistique Canada

Bilan

Les recettes du gouvernement ont crû davantage que ses dépenses au cours de l'exercice financier 2007-2008. Exprimées en % du PIB, les dépenses étaient pour une première fois en sept ans inférieures aux revenus. La proportion des investissements publics par rapport aux investissements privés reste, toutefois, très élevée.

Au cours de l'exercice financier 2007-2008, les recettes totales du gouvernement du Québec ont crû de 5,4 %, soit au même rythme que l'économie québécoise en 2007. Ceci semble constituer un changement de tendance par rapport aux quatre années précédentes où les recettes avaient augmenté plus rapidement que le PIB. Ainsi, par rapport à la taille de l'économie québécoise, les recettes du gouvernement du Québec sont restées les mêmes à 28,6 % du PIB pour une seconde année d'affilée.

Quant aux dépenses totales du gouvernement du Québec, celles-ci ont augmenté à un rythme moindre que celle de l'économie (4,5 %) au cours de l'exercice financier 2007-2008. Une bonne nouvelle étant donné qu'elles avaient crû à un rythme bien supérieur à celui de l'économie au cours des deux exercices précédents. Les dépenses ont, par conséquent, légèrement diminué de 0,3 point de base à 26,6 % du PIB en 2007-2008. Fait à noter, c'était la première fois en sept ans que les dépenses étaient inférieures aux recettes exprimées en pourcentage du PIB.

L'équilibre budgétaire reste toutefois précaire et vulnérable à une mauvaise performance économique.

Rappelons que, pour atteindre l'équilibre budgétaire au cours des deux prochaines années, le gouvernement du Québec prévoit recourir à la réserve budgétaire pour combler un manque à gagner de 1,4 G\$ en 2008-2009 et de 0,5 G\$ en 2009-2010.

À la fin de l'exercice financier 2007-2008, la dette totale du gouvernement du Québec, compte tenu de la réforme de la comptabilité gouvernementale de l'année précédente, s'élevait à 145 G\$ et représentait 48,4 % du PIB. Selon la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*, la dette totale du gouvernement du Québec devra atteindre 38 % du PIB en 2013, 32 % en 2020 et 25 % en 2026.

La proportions des dépenses en immobilisations publiques par rapport aux privées est depuis longtemps au Québec (34,6 % en 2007) supérieure à celle de l'Ontario (24,6 %) et du Canada (23,5 %). Cet écart s'est élargi au cours des dernières années, mais surtout en 2007 alors que la croissance des investissements publics et privés fut, respectivement, de 16,5 % et 6,3 %. La forte croissance des dépenses publiques en immobilisations n'est pas étrangère au nouveau plan québécois des infrastructures de 30 G\$.

Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Recentrer davantage le rôle de l'État comme facilitateur plutôt que comme entrepreneur
- ✓ Inciter à une bonne distribution des services publics sur l'ensemble du territoire
- ✓ Réévaluer l'offre de services publics

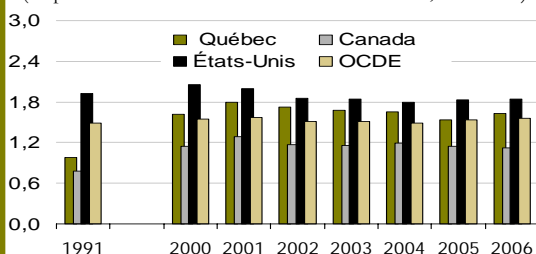
Enjeux

- ✓ Croissance des dépenses en santé
- ✓ Déclin de la population active
- ✓ Faiblesse de la productivité
- ✓ Compétitivité fiscale

Axe 7. Dynamiser notre potentiel d'innovation

Graph. 1 : Dépenses en R&D des entreprises

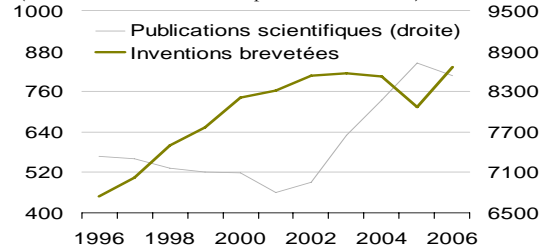
(Dépenses intérieures brutes en R&D industrielle, % du PIB)



Source : ISQ

Graph. 3 : Inventions et publications

(Nombre d'inventions et de publications*, unité)

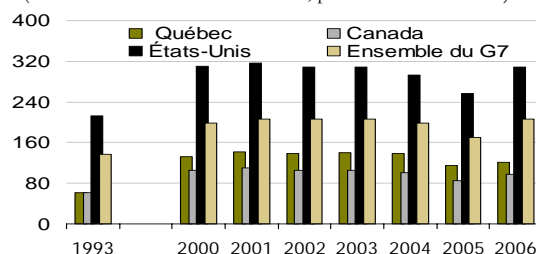


Source : ISQ

* Nombre d'inventions brevetées à l'USPTO et nombre de publications scientifiques en sciences naturelles et génie

Graph. 2 : Brevets d'invention détenus

(Brevets d'invention de l'USPTO*, par million d'habitants)



Source : ISQ

* United States Patent and Trademark Office

Graph. 4 : Croissance de la haute technologie

(PIB réel et emplois en haute technologie*, variation en %)



Source : Statistique Canada

* La haute technologie regroupe les industries de l'aérospatiale (SCIAN 3364), des sciences de la vie (3254 et 3391) et des techn. de l'info. et des télécom. (334, 3359, 517, 518 et 5415).

Bilan

Le Québec fait figure de leader en R&D au Canada. Toute proportion gardée, il investit également davantage en R&D que l'OCDE et les États-Unis. Les dépenses en R&D industrielle ont augmenté de 9,5 % en 2006, mais la production des industries de haute technologie n'a augmenté que faiblement en 2007 (0,6 %).

Par rapport à la taille de son économie, le Québec investit depuis 1996 davantage en recherche et développement (R&D) que l'Ontario et les autres provinces. Toute proportion gardée, il investit depuis 1998 également plus que l'OCDE. Les dépenses intramuros de R&D de l'ensemble des secteurs économiques (DIRD) ont atteint 7,3 G\$ au Québec en 2005, soit 2,7 % du PIB, par rapport à 2,0 % au Canada, 2,3 % dans l'OCDE et 2,6 % aux États-Unis. Bien qu'il soit un leader au Canada, le Québec est loin derrière les leaders mondiaux que sont la Suède (3,9 %) et la Finlande (3,5 %).

Les entreprises sont responsables de 58 % des dépenses en R&D effectuées au Québec, les institutions d'enseignement de 35 % et les gouvernements de 7 %. Les entreprises québécoises ont investi 4,6 G\$ en R&D en 2006, une augmentation de 9,5 % par rapport à 2005. Cette croissance des dépenses intramuros en R&D des entreprises (DIRDE) a été beaucoup plus faible au Canada (2,2 %) et en Ontario (-2,6 %). Depuis 2000, les DIRDE en % du PIB sont plus importantes au Québec que dans l'OCDE, bien que cet écart en

faveur du Québec se soit amoindri depuis 2001.

Après deux années de déclin, le nombre de brevets d'invention détenus au Québec a augmenté de 877 en 2005 à 887 en 2006. Le Québec détenait alors 121 brevets d'inventions de l'USPTO par million d'habitants, contre 98 au Canada. Cette performance est toutefois décevante à l'échelle mondiale : le G-7 en détenait 206 et les États-Unis, 309.

Le nombre d'inventions brevetées a augmenté de 714 en 2005 à 832 en 2006, la plus forte croissance en huit ans. Le nombre de publications scientifiques en sciences naturelles et génie a, toutefois, diminué de 8 716 à 8 540 de 2005 à 2006. Malgré ses nombreuses universités, le Québec se classe au sixième rang des provinces sur le plan des publications scientifiques par 100 000 habitants.

Après deux années de forte croissance, la production dans les industries de haute technologie n'a augmenté que de 0,6 % en 2007, principalement à cause d'une diminution de la production dans la pharmaceutique résultant de restructurations. L'emploi a chuté de 2,4 % en 2007 après avoir bondi de 8,2 % en 2006.

Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Consolider le système d'innovation québécois
- ✓ Encourager les partenariats entre les acteurs de l'innovation
- ✓ Ajuster la politique fiscale et la réglementation en faveur de l'innovation
- ✓ Améliorer les infrastructures de l'innovation

Enjeux

- ✓ Commercialisation
- ✓ Protection de la propriété intellectuelle
- ✓ Pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée



Axe 8. Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux stratégiques

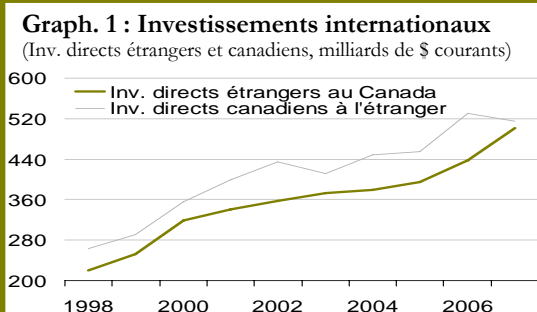


Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Attirer les investisseurs étrangers
- ✓ Augmenter les débouchés à la commercialisation et à l'exportation
- ✓ Soutenir la position des instances québécoises et canadiennes dans les relations commerciales avec les États-Unis

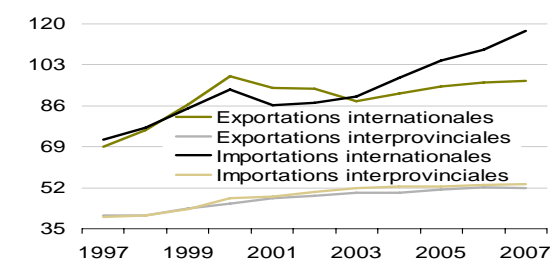
Enjeux

- ✓ Corridors de commerce
- ✓ Accords commerciaux internationaux et interprovinciaux
- ✓ Accentuation de la concurrence internationale
- ✓ Fluctuation du dollar canadien



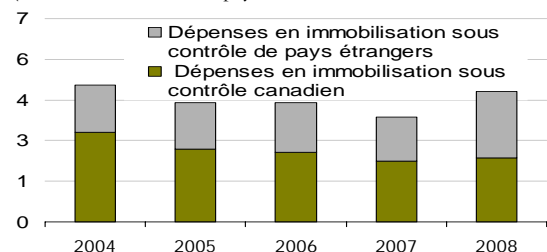
Source : Statistique Canada

Graph. 3 : Commerce de biens et services
(Commerce interprovincial et international, milliards de \$ réels)



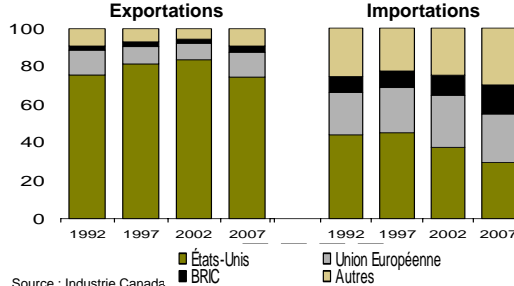
Source : Statistique Canada

Graph. 2 : Investissements manufacturiers
(Investissements selon le pays de contrôle, milliards de \$ courants)



Source : ISQ

Graph. 4 : Commerce international
(Part des exportations et importations par pays, %)



Source : Industrie Canada

Bilan

Une part de plus en plus importante des investissements dans le secteur manufacturier québécois provient des entreprises sous contrôle étranger. Du côté du commerce international, le Québec est en train de réduire sa dépendance au marché américain, mais a atteint un déficit commercial record en 2007.

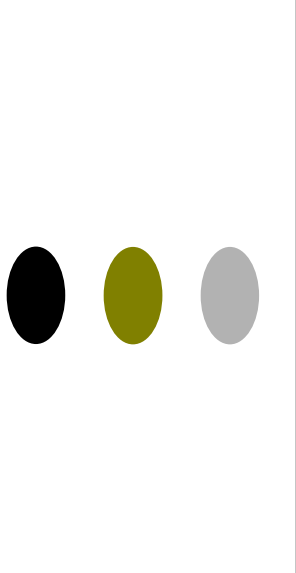
L'investissement direct étranger (IDE) a bondi de 14,4 % au Canada pour atteindre 501 G\$ en 2007. Inversement, l'investissement direct des Canadiens à l'étranger (IDCE) a diminué de 2,9 % pour atteindre 515 G\$. Bien que l'IDE ait toujours été plus faible au Canada que l'IDCE, l'écart entre l'IDE et l'IDCE s'est amoindri entre 2002 et 2007 : le taux de croissance annuel moyen (TCAM) est de 7,0 % pour l'IDE et de 3,4 % pour l'IDCE. La croissance plus forte des IDE au cours des dernières années s'explique par le renchérissement des matières premières, dont le Canada est fortement doté.

Il est intéressant d'analyser l'évolution au Québec des investissements des entreprises manufacturières sous contrôle étranger par rapport à celles sous contrôle canadien. En 2004, les investissements des entreprises sous contrôle étranger représentaient 33,6 % de l'ensemble des investissements dans le secteur manufacturier québécois. Ils comptaient pour 41,3 % en 2007 et devraient compter pour 51,2 % en 2008. En fait, les entreprises manufacturières québécoises sous contrôle étranger ont moins réduit leurs investissements que celles sous contrôle canadien : le TCAM entre 2004 et 2007

a été de -12,0 % chez les entreprises sous contrôle canadien contre -1,7 % chez les sociétés sous contrôle étranger.

Les exportations internationales du Québec ont crû de 0,9 % alors que les importations ont augmenté de 7,2 % en 2007. Le déficit de la balance commerciale internationale du Québec a ainsi atteint le record de 20,6 G\$. Entre 2002 et 2007, les importations internationales ont crû beaucoup plus rapidement (TCAM de 6,1 %) que les exportations (0,8 %), le dollar s'étant apprécié de près de 60 %. À titre de comparaison, les importations et les exportations interprovinciales ont crû au même rythme (1,3 %).

Le Québec est en train de réduire sa dépendance du marché américain. La part des exportations à destination des États-Unis sur le total des exportations internationales est passée de 82,9 % en 2003 à 74,7 % en 2007. Le Québec exporte de plus en plus vers l'Union européenne. De même, la part des importations en provenance des États-Unis et de l'Union européenne est passée de 62,5 % à 55,0 %. Le Québec s'approvisionne de plus en plus à partir des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).



Avancement des régions administratives du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ

Abitibi-Témiscamingue



Principales industries

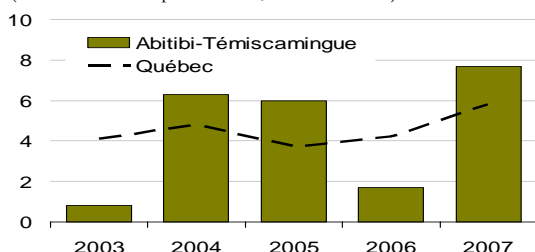
- Agroalimentaire
- Forestière
- Minière
- Tourisme

Principaux défis

- Pénurie de main-d'œuvre et déclin démographique
- Diversification économique
- Coordination des projets économiques d'envergure

Graph. 1 : Croissance économique

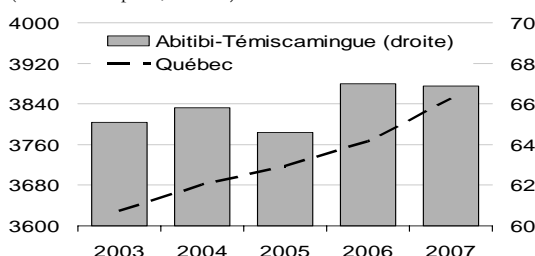
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

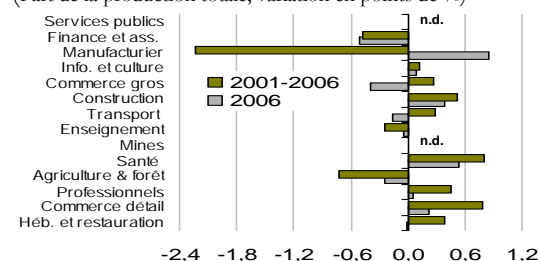
(Niveau d'emplois, milliers)



Source: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

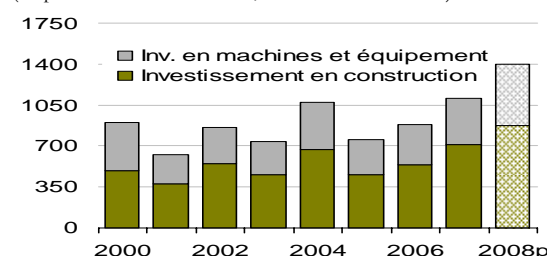
(Part de la production totale, variation en points de %)



Source: ISQ, Statistique Canada et calculs de la FCCQ

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Bilan

Poussée par une reprise des activités d'exploration minière, des investissements importants, un secteur de la construction fortement sollicité et une hausse marquée du revenu des ménages, la région de l'Abitibi-Témiscamingue poursuit sa lancée. Elle a enregistré en 2007 une sixième année consécutive de croissance économique avec une hausse impressionnante de son PIB de 7,7 %. La pénurie de main-d'œuvre est l'enjeu de l'heure dans cette région où la population décroît et où le solde migratoire est négatif.

Croissance économique

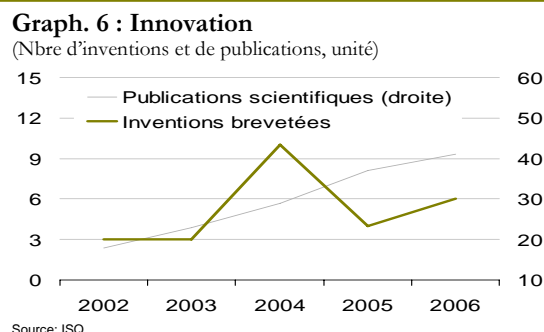
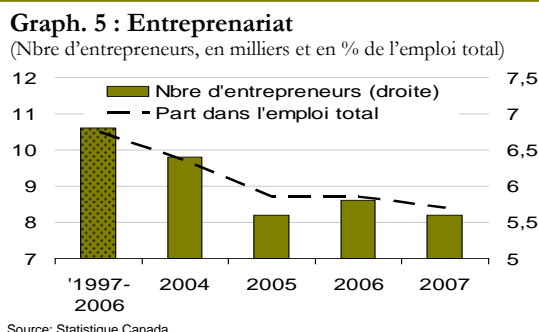
En 2007, pour une sixième année d'affilée, l'Abitibi-Témiscamingue a enregistré une hausse de sa production (7,7 %). La forte demande mondiale pour les métaux de base et les métaux précieux – et leurs prix historiquement élevés – entraînent présentement la reprise des activités d'exploration minière et le développement de nouveaux projets miniers dans la région. Outre le secteur minier, celui de la construction soutient également la croissance économique. Poussée par des taux d'inoccupation excessivement bas, notamment à Rouyn-Noranda (0,8 %) et à Val d'Or (0,2 %), incitée par des investissements importants dans le secteur minier et par de nombreux travaux hydroélectriques, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 48,0 % en 2007. Cette croissance soutenue s'est accompagnée d'une hausse significative du revenu des habitants de

l'Abitibi-Témiscamingue. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 5,7 % entre 2003 et 2007, soit la plus forte hausse annuelle moyenne de l'ensemble des régions du Québec. À titre de comparaison, le revenu personnel par habitant au Québec a augmenté de 3,9 % annuellement au cours de ces cinq années. Rappelons également qu'en 2002, lors de la signature de la Paix des Braves, les 17 000 Cris du Québec se sont vu remettre 3,5 G\$, dont une bonne partie est réinvestie dans l'économie de la région.

Orientation de la structure industrielle

L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue repose en grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles (forêts et mines). Les activités dans son secteur manufacturier se limitent, essentiellement, à

Abitibi-Témiscamingue



Principales chambres de commerce dans la région

- Abitibi-Ouest
- Amos-région
- Rouyn-Noranda

Créneaux d'excellence

- Systèmes de construction en bois
- Techno-mines souterraines
- Bœuf à l'herbe
- Valorisation des ressources hydriques

la première transformation (bois, papiers, métaux, aliments et boissons). On dénote, toutefois, une volonté à réorienter la production vers des produits à plus forte valeur ajoutée comme, par exemple, le bois d'ingénierie et les systèmes préfabriqués de maisons modulaires. La région tente également de diversifier son économie. De nouveaux créneaux émergent, notamment dans l'industrie de l'information et des communications, et plusieurs efforts sont déployés afin de faire de la région une destination touristique de choix. De même, l'industrie agroalimentaire se tourne vers des produits distinctifs tels le bœuf à l'herbe et l'eau d'eskers. Malgré les efforts, toutefois, force est de constater que plusieurs municipalités demeurent monoindustrielles. Notons, finalement, qu'entre 2000 et 2005, plusieurs gisements miniers arrivés à leur maturité ont dû fermer. Avec le développement de nouveaux projets miniers dans la région, la production dans ce secteur devrait augmenter au cours des prochaines années.

Main-d'œuvre

La main-d'œuvre manque en Abitibi-Témiscamingue à un point où cette pénurie freine le développement de certains projets. Après la création de 2400 emplois en 2006, 100 emplois ont été coupés en 2007. Le taux de chômage est demeuré à 9,2 %, son plus bas niveau depuis 1987. Attirer les travailleurs et les garder constitue l'un des principaux défis de la région. En 2007, 2836 personnes ont quitté la région contre 2673 qui y ont déménagé, une perte nette de 163 personnes. Le solde migratoire négatif est d'autant plus inquiétant que, selon l'ISQ, la population de l'Abitibi-Témiscamingue devrait décroître de 12,9 % entre 2001 et 2026. Plusieurs travailleurs ont perdu leur emploi dans le secteur forestier. Avec davantage de formation, certains d'entre eux pourraient se recycler dans le secteur

minier où les perspectives d'emploi sont meilleures actuellement.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont augmenté en Abitibi-Témiscamingue de 25,1 % en 2007, comparativement à 8,8 % pour l'ensemble de la province. Une belle performance qui a de bonnes chances de se répéter en 2008. Selon les intentions d'investissements, les dépenses en immobilisation devraient croître de 26,4 % en 2008. Les investissements en machines et équipement ont atteint 392 M\$ en 2007, une augmentation de 53 M\$ par rapport à 2006. Ceci est de bon augure pour la productivité future de la région, puisque ce type d'investissement est un levier important de la croissance de la productivité.

À 711 M\$, la valeur des investissements en construction a atteint un niveau record. Plusieurs projets d'investissement sont en cours ou en voie d'exécution dans le secteur minier. Notons, entre autres, le projet la Ronde II d'Agnico-Eagle à Preissac (210 M\$), le projet des mines Goldex d'Agnico-Eagle à Val-d'Or (180M\$), le projet Lapa d'Agnico-Eagle à Cadillac (90 M\$), le projet Westwood d'Imgold à Preissac (316 M\$) et le projet Osisko à Malartic (400 à 450 M\$). Outre le renchérissement des métaux précieux et de base, un autre facteur, qui a certainement contribué à la reprise des travaux d'exploration minière en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, est la fiscalité avantageuse du gouvernement du Québec à l'égard des compagnies minières. Enfin, près de 30% de la population de l'Abitibi-Témiscamingue n'auraient pas accès à Internet haute vitesse selon la Société d'aide au développement des collectivités de la région. Corriger cette situation permettrait certainement d'accroître la productivité.

Abitibi-Témiscamingue

Entrepreneuriat

Étant donné que l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue est surtout l'affaire des grandes entreprises, l'activité entrepreneuriale y a toujours été plus faible qu'ailleurs au Québec. La région détenait en 2007 la proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – i.e. la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – la plus faible des régions du Québec (8,4 %), exception faite de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine (6,0 %). De fait, l'Abitibi-Témiscamingue a perdu 886 entrepreneurs en 2007. Par ailleurs, la formation de coentreprises avec la communauté crie apparaît être une initiative prometteuse pour l'entrepreneuriat de la région et pour une meilleure prise en charge de l'économie par les autochtones.

Innovation

L'innovation s'est améliorée au cours des dernières années en Abitibi-Témiscamingue. La région produit beaucoup plus d'articles scientifiques et un peu plus d'inventions brevetées que par le passé. D'ailleurs, elle a développé une spécialisation en biologie et dans les sciences de la terre et de l'espace. La région possède également des centres de recherche sur les secteurs des mines, de la forêt, de l'agroalimentaire et des ressources hydriques. On dénote aussi certaines activités innovantes comme celles de la fonderie Xstrata à Rouyn-Noranda qui recycle les métaux des objets électroniques (ex. ordinateur, imprimante, téléphones, etc.) et celles du projet de production de traverses de chemins de fer à base de cellulose et de résine de Tembec à Témiscamingue. Toutefois, le niveau de scolarité est toujours relativement bas par rapport aux autres régions du Québec.

Intervention gouvernementale

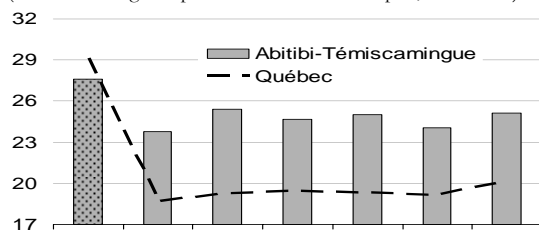
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a diminué quelque peu au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 27,62 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu, ils n'en percevaient plus que 25,12 \$ en 2005. À cet égard, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006, passant de 9,3 % à 8,1 %. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du gouvernement en Abitibi-Témiscamingue ont augmenté légèrement en 2007 (+0,7 %) après avoir chuté de 6,4 % en 2006. Somme toute, la région semble moins dépendante de l'intervention du gouvernement que par le passé.

Commerce international

La crise immobilière et financière et le ralentissement économique aux États-Unis ont eu un impact négatif sur les exportations et la production de produits de bois en Abitibi-Témiscamingue. À cela s'ajoutent la force du dollar et la concurrence des pays en émergence. Notons également que l'augmentation du prix des métaux a gonflé la valeur nominale des exportations de la région au cours des dernières années. L'Abitibi-Témiscamingue, par ailleurs, entretient de bonnes relations commerciales avec le nord-est ontarien, une relation qui devrait se consolider avec le futur accord de commerce élargi entre le Québec et l'Ontario ayant pour but d'éliminer les barrières au commerce entre les deux provinces.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

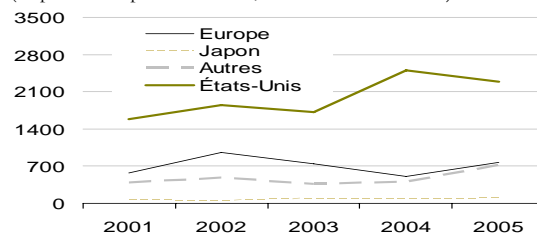
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international*

(Exportations par destination, millions de \$ courants)



* Données contenant les exportations de l'Abitibi-Témiscamingue, le Nord-du-Québec, la Côte-Nord et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Source: ISQ

Bas-Saint-Laurent



Principales industries

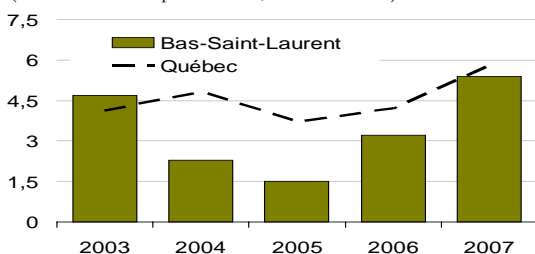
- Agriculture, élevage et agroalimentaire
- Valorisation de la tourbe
- Matériel de transport
- Transformation du bois

Principaux défis

- Décroissance démographique et vieillissement de la population
- Exodes des jeunes et des jeunes adultes
- Faiblesse des investissements privés
- Pénuries de main-d'œuvre qualifiée

Graph. 1 : Croissance économique

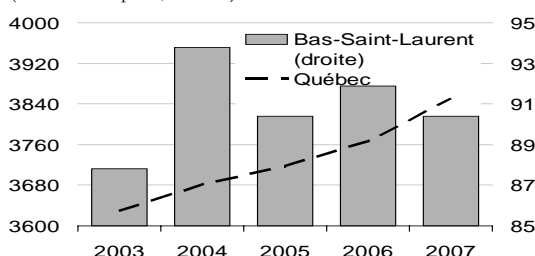
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

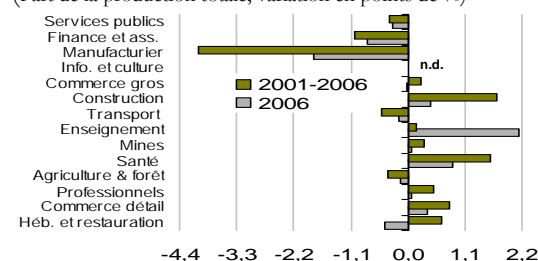
(Niveau d'emplois, milliers)



Source: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

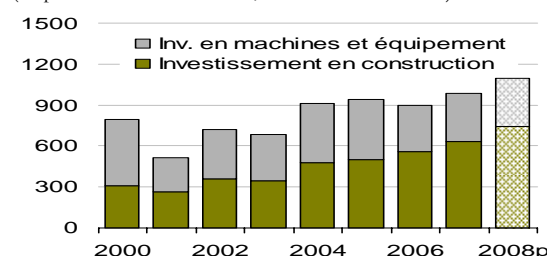
(Part de la production totale, variation en points de %)



Source: ISQ, Statistique Canada et calculs de la FCCQ

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Bilan

Les efforts de diversification économique semblent commencer à se répercuter sur la santé de l'économie du Bas-Saint-Laurent. Les investissements sont en hausse, la recherche et le développement s'y enracinent et les exportations se destinent à de nouveaux marchés. Bien que le taux de chômage n'ait diminué que légèrement, la croissance du PIB a crû pour une seconde année d'affilée. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la faiblesse des investissements privés et la décroissance de la population sont les principaux enjeux de la région.

Croissance économique

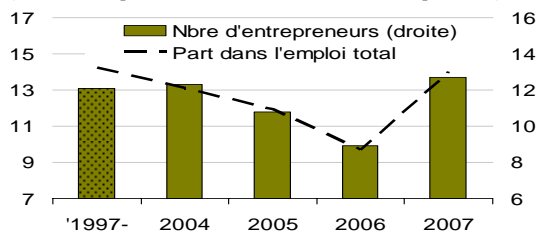
La croissance dans la région du Bas-Saint-Laurent s'est poursuivie en 2007 à un rythme plus rapide que les années précédentes. À vrai dire, il faut reculer huit ans en arrière pour trouver une plus forte croissance économique dans la région. Le PIB a crû de 5,4 % en 2007, un taux de croissance qui reste, cependant, inférieur à celui de l'ensemble du Québec (5,8 %) et des autres régions ressources, exception faite du Saguenay-Lac-Saint-Jean (5,0 %). Entre 2002 et 2007, le taux de croissance annuel moyen a été au Bas-Saint-Laurent de 3,4 %, ce qui place la région en quinzième position devant l'Estrie (3,0 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (2,8 %). La force du dollar canadien, l'effondrement du marché immobilier américain et le ralentissement économique au sud de la frontière continuent d'affecter négativement les entreprises exportatrices

de la région, particulièrement celles de l'industrie forestière et de l'industrie des produits de bois, qui représentent à elles seules près du dixième de l'économie de la région. L'intense activité dans le secteur de la construction atténuée cependant l'effet de la crise forestière. Alors que la valeur des permis de bâtir résidentiels a augmenté de 28,2 % en 2007, les nombreux projets de parcs éoliens accaparent une part croissante des ressources de cette industrie. Par ailleurs, certaines industries manufacturières affichent de belles performances dans le Bas-Saint-Laurent, notamment celles de la fabrication de matériel de transport et de la fabrication de produits métalliques. Enfin, rappelons que l'industrie acéricole a connu l'une de ses pires années au Bas-Saint-Laurent en 2007 avec une diminution des rendements estimée entre 40 et 60 %.

Bas-Saint-Laurent

Graph. 5 : Entrepreneuriat

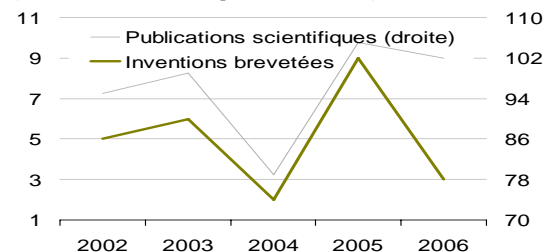
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales chambres de commerce dans la région

- Kamouraska – l'Islet
- Rimouski
- Rivière-du-Loup

Créneaux d'excellence

- Valorisation de la tourbe et des technologies agroenvironnementales
- Ressources, sciences et technologies marines
- Matériel de transport et produits métalliques
- Habitat-construction

Orientation de la structure industrielle

Par rapport à l'ensemble du Québec, l'économie du Bas-Saint-Laurent est davantage orientée vers le secteur primaire, où l'industrie de l'agriculture et de l'élevage occupe une place importante. Le poids du secteur manufacturier dans l'économie du Bas-Saint-Laurent est semblable à celui du Québec. L'économie étant fortement orientée vers le secteur primaire, il n'est pas surprenant de constater que les industries agroalimentaires et de transformation du bois constituent une part importante du secteur manufacturier du Bas-Saint-Laurent. Toutefois, les efforts de diversification du secteur manufacturier semblent porter fruit : la part des industries manufacturières liées aux ressources est relativement faible par rapport aux autres régions ressources. Notons, entre autres, la présence d'industries spécialisées dans la valorisation de la tourbe, l'éolien, les biotechnologies marines, les diamants et la fabrication de wagons. Finalement, le secteur tertiaire (i.e. les services) gagne en importance dans le Bas-Saint-Laurent. L'industrie des technologies de l'information et des communications s'est développée avec l'arrivée de Telus et l'industrie touristique s'y établit de plus en plus.

Main d'œuvre

En 2007, la population du Bas-Saint-Laurent atteignait 201 642 habitants, une légère augmentation par rapport à 2006 (0,1 %) qui s'explique par un nombre de naissances plus élevé que le nombre de départs (i.e. déficit du solde migratoire). Alors que 1 500 emplois avaient été créés en 2006, 1 500 ont été coupés en 2007. Le taux de chômage a diminué légèrement passant de 9,0 % en 2006 à 8,9 % en 2007, au-dessus de la moyenne du Québec (7,2 %).

Facteurs de productivité

Les investissements dans la région du Bas-Saint-Laurent ont fortement augmenté en 2007. Les dépenses en immobilisation ont atteint 983,9 M\$, une augmentation de 9,6 % par rapport à 2006. L'implantation de parcs éoliens a nécessité d'importants investissements et a mené à la création de plusieurs emplois dans le secteur de la construction. Par ailleurs, les gouvernements ont investi beaucoup d'argent dans les infrastructures de la région : la réfection de la route 185, le prolongement de l'autoroute 20 et la rénovation de certains ports. Le projet Gros-Cacouna et les investissements qui y étaient associés ont, cependant, été mis de côté, faute d'avoir trouvé de contrepartie fiable pour l'approvisionnement en gaz naturel.

En 2007, plus de 80 % de l'augmentation des dépenses en investissement était destiné à de nouvelles constructions. C'est plus de 630 M\$ qui ont été investis en construction en 2007 et il est prévu que ce montant augmente de 17,9 % en 2008. Par contre, seul le cinquième des investissements en immobilisation a été utilisé pour acquérir des machines et de l'équipement. D'ailleurs, les investissements en machines et équipement, qui ont augmenté de 4,4 % en 2007, avaient fortement diminué en 2006 (-24,2 %). Cette faiblesse relative est d'autant plus troublante que les investissements en machines et équipement du secteur privé ont diminué de 2,1 % en 2007 après un important recul de 25,4 % en 2006. Rappelons que ce type d'investissement est le principal levier de la productivité. À cet égard, la région devra se pencher sur les causes de la diminution des investissements du secteur privé en machines et équipement.

Bas-Saint-Laurent

Entrepreneuriat

La présence d'entreprises phares (dans l'industrie de la tourbe, en particulier) et de donneurs d'ordres d'envergure mondiale (ex. Bombardier Transport) est un atout important pour l'entrepreneuriat de la région. D'ailleurs, l'entrepreneuriat y est relativement élevé. La proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – i.e. la part des propriétaires d'entreprises et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – est la sixième plus élevée parmi les régions du Québec. De fait, le nombre d'entrepreneurs a augmenté de 3 800 en 2007 dans le Bas-Saint-Laurent. Après la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et les Laurentides, c'est au Bas-Saint-Laurent qu'on trouve la plus grande concentration de micro-entreprises (4 employés et moins).

Innovation

Les dépenses en recherche et développement (R&D) intra-muros industrielles des entreprises du Bas-Saint-Laurent ont totalisé 19,8 M\$ en 2004 (donnée la plus récente). Malgré le peu d'investissements en R&D, la région publie beaucoup d'articles scientifiques par rapport à sa taille : elle se classe en quatrième position parmi les régions en ce qui concerne le nombre de publications scientifiques par 100 000 habitants. Étant donné le grand nombre de centres de recherche et de transferts technologiques dans le domaine maritime et des biotechnologies marines, il n'est pas surprenant de constater que ces publications concernent surtout les domaines de la biologie et de la science de la terre et de l'espace. Enfin, trois entreprises phares effectuent beaucoup de R&D dans la région (Premier Tech, Groupe Berger et Écotech) ce qui fait de la région un chef de file dans la valorisation de la tourbe et des

technologies agroenvironnementales.

Intervention gouvernementale

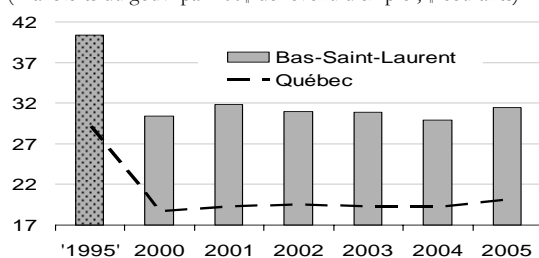
Bien que le rapport de dépendance économique ait diminué au cours des dernières années, le Bas-Saint-Laurent est la région qui reçoit le plus de paiements de transferts gouvernementaux par rapport au revenu d'emploi après la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 31,45 \$ par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi en 2005 comparativement à 20,14 \$ pour l'ensemble du Québec. Le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, est passé de 9,7 % en 2002 à 8,7 % en 2006. La région occupait en 2006 la quatrième position à ce chapitre. Les dépenses en immobilisation du secteur public dans le Bas-Saint-Laurent ont augmenté au cours des dernières années : 31,9 % en 2006 et 14,4 % en 2007. Toutefois, ces investissements ne représentent que 1,9 % de l'ensemble des investissements publics au Québec, alors que la région compte 2,6 % de la population du Québec.

Commerce international

Le Bas-Saint-Laurent a exporté pour 1 G\$ en 2005, soit 1,5 % des exportations québécoises. Bien que les États-Unis demeurent la principale destination des produits de la région, l'Europe gagne en importance. En 2005, 11,3 % de la valeur totale des exportations était envoyée en Europe, alors qu'en 2001 2,2 % y était envoyée. Cette diversification des exportations parviendra à atténuer l'impact négatif qu'auront le ralentissement économique et l'essoufflement du secteur immobilier aux États-Unis.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

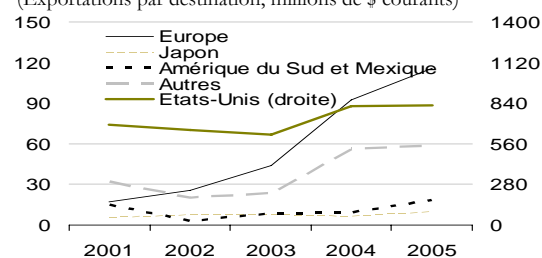
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

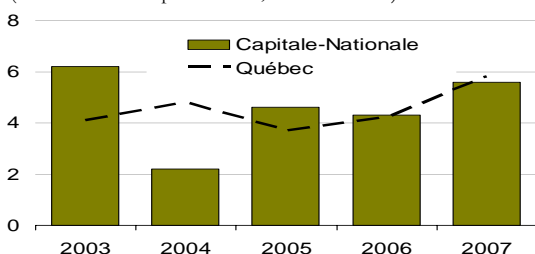


Source: ISQ

Capitale-Nationale

Graph. 1 : Croissance économique

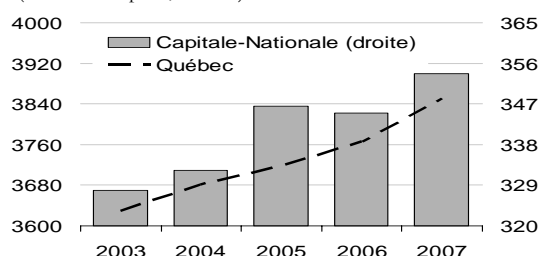
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

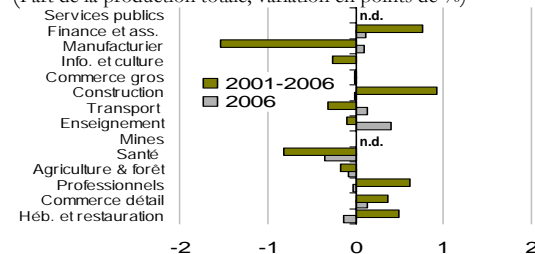
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

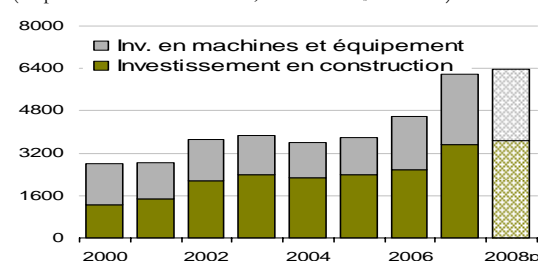
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Bioalimentaire
- Défense et sécurité
- Sciences de la vie
- Technologies de l'information
- Tourisme

Principaux défis

- Diversification économique (due à la forte présence de l'administration publique)
- Population vieillissante
- Attraction et rétention des immigrants

Bilan

Un solde migratoire élevé, une diversification du secteur manufacturier, des investissements élevés, un secteur de la construction fortement sollicité et une hausse marquée du revenu des ménages ont permis à la région de la Capitale-Nationale d'enregistrer en 2007 une hausse de sa production de 5,6 %. Avec le taux de chômage le plus bas du Québec, la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée est un enjeu important dans cette région où l'accroissement naturel de la démographie est faible et la population vieillissante.

Croissance économique

La croissance économique a progressé en 2007 dans la région de la Capitale-Nationale (5,6 %), mais pas suffisamment pour surpasser celle de l'ensemble du Québec (5,8 %). Notons, toutefois, que la région a enregistré en 2007 sa plus forte croissance économique en quatre ans. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 4,6 % entre 2003 et 2007, la région s'est développée au même rythme que l'ensemble de la province (4,5 %). En 2007, le PIB de la Capitale-Nationale atteignait 26,2 G\$, soit 9,4 % du PIB québécois. Avec un taux d'inoccupation se situant sous les 2 % depuis plusieurs années, le secteur de la construction a soutenu l'économie de la région: la croissance annuelle moyenne depuis 2003 de la valeur des permis de bâtir est de 10,3 %. La région mise également sur le développement de créneaux spécialisés, diversifiant ainsi ses activités de

production et ses types de professions. Le revenu personnel disponible par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,9 % entre 1997 et 2006, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne québécoise de 3,7 %. Notons que la région s'est vu décerner en 2006 par le magazine *Canadian Business* le titre de « premier endroit pour implanter et exploiter une entreprise en Amérique du Nord ».

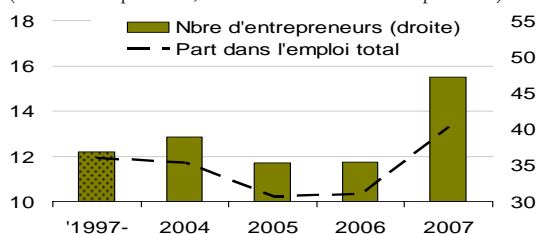
Orientation de la structure industrielle

L'économie de la région de la Capitale-Nationale se base essentiellement sur le secteur des services qui regroupe plus de 85 % des emplois. Une part importante de l'emploi se concentre dans l'administration publique, la santé, l'éducation, le tourisme et le commerce. La bonne performance de la région de la Capitale-Nationale est due en partie

Capitale-Nationale

Graph. 5 : Entrepreneuriat

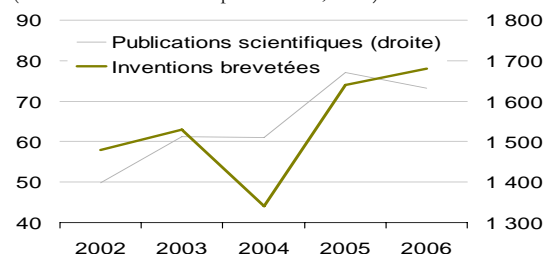
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

**Principales
chambres de
commerce dans la
région**

- Est de Portneuf
- Secteur Ouest de Portneuf
- Québec

**Créneaux
d'excellence**

- Technologies appliquées
- Sciences de la vie
- Aliments santé
- Tourisme
- Assurance
- Métaux et matériaux avancés

aux efforts de diversification économique déployés au cours des dernières années. L'économie de la région, cependant, repose encore largement sur le secteur public. Ceci a un effet stabilisateur vis-à-vis des fluctuations relatives aux cycles économiques, mais rend la région tributaire de la santé financière des gouvernements et l'expose aux compressions budgétaires. Par rapport à l'ensemble du Québec, le secteur primaire occupe une place peu importante dans l'économie de la Capitale-Nationale avec moins de 5 % des emplois. Le secteur manufacturier est également relativement petit et emploie moins de 10% des travailleurs de la région. Les industries manufacturières traditionnelles (i.e. textiles, vêtement, produits du cuir, bois, pâtes et papiers) ont été durement touchées, comme partout ailleurs, par l'envolée du dollar canadien et le ralentissement de l'économie américaine. Les efforts déployés au cours des dernières années dans le développement de créneaux spécialisés, tels que les technologies appliquées, les sciences de la vie, la transformation agroalimentaire et le bioalimentaire devraient contrebalancer, toutefois, le déclin des industries manufacturières traditionnelles et assurer la croissance du secteur manufacturier de la région. Enfin, les nombreux développements résidentiels et les investissements associés aux festivités du 400^e anniversaire de la Ville de Québec ont stimulé le secteur de la construction ces dernières années.

Main-d'œuvre

En 2007, la population de la Capitale-Nationale atteignait 675 450 habitants, soit une augmentation de 3,7 % par rapport à 2001. Cette croissance est due davantage à un solde migratoire positif qu'à une augmentation significative du nombre de naissances. Après une baisse de 0,4 % en 2006, le nombre d'emplois dans la région a augmenté de 2,5 % en

2007 pour s'établir à 353 700. La région détient le taux de chômage le plus bas du Québec: 4,9 %.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont fortement augmenté en 2007 dans la région de la Capitale-Nationale (35,0 %). À cet égard, la part relative des investissements de la Capitale-Nationale dans l'ensemble des investissements au Québec est passée de 6,5 % en 1998 à 10,9 % en 2007. Les dépenses en immobilisation devraient continuer à croître en 2008 avec une hausse anticipée de 3,4 %. Ces investissements seront générés, entre autres, par la revitalisation du centre-ville de Québec, par l'ajout d'édifices à bureaux et par le développement de la station touristique du Massif dans Charlevoix. Les investissements en machines et équipement ont atteint 2,6 G\$ en 2007, dont 1,8 G\$ provenait du secteur privé, soit une augmentation de 32,6 % par rapport à 2006. Le niveau d'investissement en machine et équipement devrait se maintenir en 2008 : une bonne nouvelle pour la productivité de la région.

Plusieurs investissements du secteur public sont prévus : la modernisation d'infrastructures (ex. port, aéroport, routes, bassins de rétention des eaux), la réfection de pavillons universitaires (Université Laval et INRS), la rénovation d'établissements de santé (Enfant-Jésus et Hôtel-Dieu), le projet NeuroCité et l'établissement de centres de recherche en santé (CHUL et Université Laval). Le secteur de la construction résidentielle est également en plein essor et génère depuis 2002 plus d'un milliard de dollars annuellement. De nombreux projets domiciliaires sont en cours de réalisation ou ont été annoncés : les Méandres (350 M\$), le Domaine de la Capitale (200 M\$) et le Domaine du Massif (115 M\$).

Capitale-Nationale

Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat dans la région de la Capitale-Nationale s'est beaucoup développé. La proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total, soit la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs, était de 13,3 % en 2007. La proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total est en forte progression: entre 2003 et 2007, près de 20 000 nouveaux entrepreneurs se sont établis dans la Capitale-Nationale ce qui a fait augmenter la proportion d'entrepreneurs de 4,3 points de pourcentage.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la Capitale-Nationale ont totalisé 178,2 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,3 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel québécois. Les investissements en R&D augmenteront au cours des prochaines années en raison du développement de créneaux à haute valeur technologique dont les sciences de la vie (pharmaceutique et équipement médical), l'optique photonique, les produits électroniques, les technologies de l'information (logiciels et jeux vidéos), la défense et la sécurité et, dans une moindre mesure, la transformation alimentaire. L'ajout de centres de recherche dans ces domaines (Centre de génomique humaine et microbienne, Neurocité, INRS et Technopôle Défense et Sécurité) devrait augmenter le nombre d'inventions brevetées et de publications, qui est déjà élevé, grâce à la présence de l'Université Laval.

Intervention gouvernementale

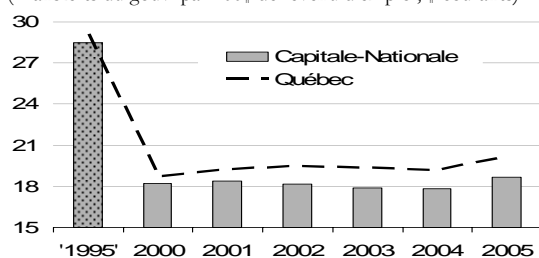
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 28,47 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu, ils n'en percevaient plus que 18,67 \$ en 2005. À cet égard, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006 passant de 7,7 % à 6,3 % et demeure le plus bas au Québec. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du secteur public dans la région de la Capitale-Nationale ont augmenté de plus de 20 % en 2006 et 2007. Ceci devrait encore augmenter avec le plan quinquennal de redressement des infrastructures et les investissements de la Ville de Québec, de Chantiers Canada et de l'Université Laval.

Commerce international

La région de la Capitale-Nationale a exporté pour une valeur totale de 2,0 G\$ en 2005 (donnée la plus récente), soit 2,9 % du total des exportations du Québec. La valeur des exportations a diminué de 7,7 % comparativement à 2004. Plus de 86 % des exportations de la Capitale-Nationale vont au Sud de la frontière, faisant des États-Unis la principale destination des exportations de la région. Le développement de nouveaux créneaux spécialisés devrait aider à relever à long terme le niveau des exportations.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

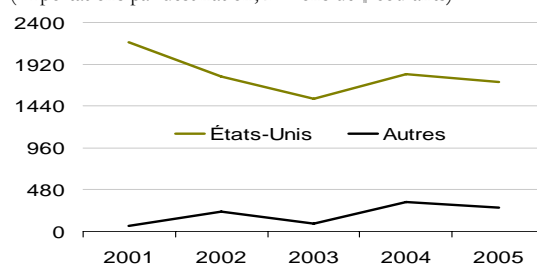
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

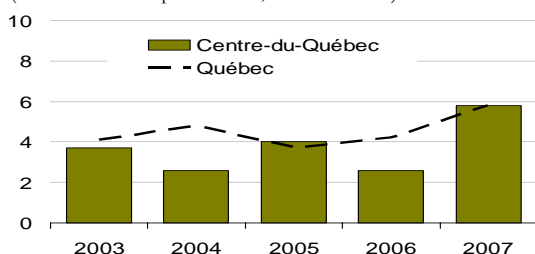


Source: ISQ

Centre-du-Québec

Graph. 1 : Croissance économique

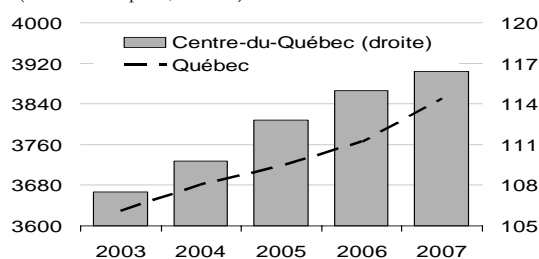
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

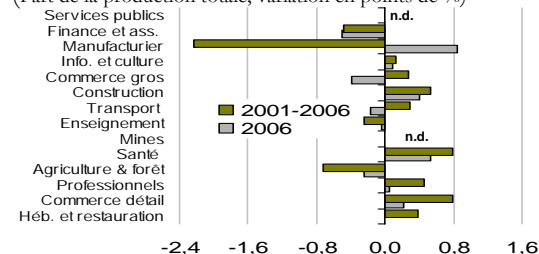
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

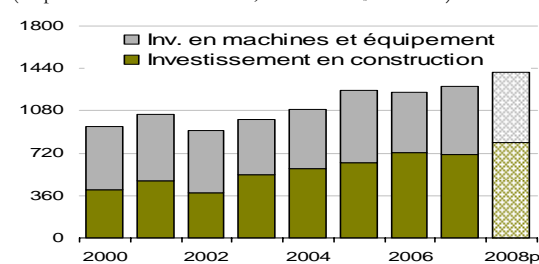
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Pâtes et Papier
- Meubles
- Tourisme

Principaux défis

- Rareté de main-d'œuvre
- Décrochage scolaire
- Baisse du taux d'assistance-sociale
- Baisse de la dépendance économique régionale

Bilan

Malgré les difficultés du secteur manufacturier, la croissance économique s'est accélérée en 2007 dans la région du Centre-du-Québec pour atteindre le même rythme que l'ensemble du Québec. À 6,7 %, le taux de chômage est particulièrement bas dans cette région. Les efforts de diversification et le développement de créneaux spécialisés à forte valeur ajoutée ont permis au secteur manufacturier de la région de se démarquer. La rareté de la main-d'œuvre qualifiée est criante dans la région et limite le potentiel de croissance du Centre-du-Québec.

Croissance économique

En 2007, la croissance économique du Centre-du-Québec a bondi après une croissance relativement faible en 2006. Le PIB du Centre du Québec a crû au même rythme que celui de la province (5,8 %) pour atteindre 7,8 G\$, soit 2,8 % du PIB québécois. Il n'avait augmenté que de 2,6 % en 2006. La région a affiché un taux de croissance annuel moyen de 3,7 % entre 2002 et 2007. Il s'agit d'une belle performance étant donné la forte concentration d'entreprises manufacturières dans cette région. Plusieurs facteurs ont affecté le secteur manufacturier au cours des dernières années: l'appréciation du dollar canadien, la réduction des possibilités de coupes forestières, la concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre et la hausse des coûts de production, notamment énergétiques. Contrairement à d'autres régions du Québec, le

secteur de la construction résidentielle avec une augmentation de la valeur des permis de bâtir de 2,1 % n'a pas été un moteur de croissance économique significatif en 2007. C'est davantage le développement de nouveaux créneaux spécialisés et prometteurs qui ont joué un rôle catalyseur dans la croissance de l'économie du Centre-du-Québec. Le revenu personnel disponible a crû en moyenne de 3,7 % annuellement entre 1997 et 2006, à l'image du Québec dans son ensemble.

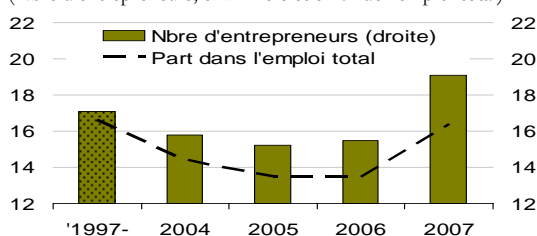
Orientation de la structure industrielle

L'économie de la région du Centre-du-Québec est fortement orientée vers les activités industrielles du secteur manufacturier, responsable de plus du quart des emplois dans la région. À titre de comparaison, 14,1 % des emplois au Québec proviennent du

Centre-du-Québec

Graph. 5 : Entrepreneariat

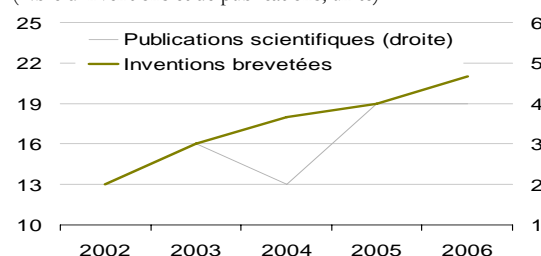
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Bécancour
- Bois-Francs
- Drummondville

Créneaux d'excellence

- Équipements de transports terrestres, véhicules spéciaux et produits récréatifs
- Technologies et système logistiques de récupération et de valorisation des matières résiduelles
- Productions fromagères
- Meubles et bois ouvré
- Textiles techniques
- Papiers spécialisés

secteur manufacturier. L'agriculture est également importante dans cette région avec près de 5,5 % des emplois comparativement à 1,7 % pour l'ensemble du Québec. La région se distingue par la production laitière (vache et chèvre) ainsi que par la culture et la transformation de la canneberge. Tout comme le secteur manufacturier, plusieurs facteurs ont affecté négativement le secteur primaire – l'agriculture en particulier – au cours des dernières années : l'appréciation du dollar, l'imposition de normes environnementales plus sévères, la baisse des revenus causée par l'augmentation des coûts de production, la diminution du nombre d'exploitants et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Quant au secteur de la construction, c'est aux niveaux institutionnel et industriel qu'il s'est développé. Enfin, par rapport à l'ensemble du Québec, le secteur tertiaire représente une part moins importante de l'économie du Centre-du-Québec.

Main-d'œuvre

En 2007, la population du Centre-du-Québec atteignait 228 865 habitants, soit 3,0 % de la population totale du Québec. La population du Centre-du-Québec a crû de 2,4 % entre 2001 et 2007. Un solde migratoire positif (+364 en 2007) et un nombre de naissances plus élevé que les décès expliquent cette croissance. Après une augmentation de 2,0 % en 2006, le nombre d'emplois dans la région du Centre-du-Québec s'établissait à 116 400 en 2007, soit une augmentation de 1,2 %. La région détient un taux de chômage de 6,7 %, ce qui est inférieur au taux de chômage pour l'ensemble du Québec (7,2 %) La rareté de la main-d'œuvre qualifiée est criante dans la région du Centre-du-Québec et limite le potentiel de croissance de la production.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont augmenté d'un faible 3,9 % en 2007 pour se situer à 1,3 G\$. Ce type de dépenses a presque doublé au cours des dix dernières années dans la région du Centre-du-Québec pour atteindre 1,4 G\$. Les investissements en machines et équipement se sont chiffrés à 574 M\$ en 2007, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à l'année précédente.

Les efforts d'innovation et de recherche et de développement pour accroître les activités de deuxième et troisième transformation soutiennent l'investissement dans le secteur manufacturier. En effet, plusieurs PME et filiales de grandes entreprises investissent dans la construction de nouvelles usines et l'amélioration de la productivité : Twin Rivers Technologies (153 M\$), Silicium Bécancour (65 M\$), Fruits d'or (10 M\$) Demtec (7,0 M\$) et Parmalat (5,0 M\$). Le développement de créneaux d'excellence permet également de développer des grappes industrielles dans différents domaines, comme celui des équipements de transports terrestres, des produits récréatifs, des technologies et des systèmes logistiques de récupération et de valorisation des matières résiduelles.

Le secteur des services et l'expansion du pôle urbain de Drummondville favorisent la construction résidentielle. Le secteur public contribue également à la croissance des investissements notamment par la réfection du réseau routier, la revitalisation de centres urbains et la rénovation de la centrale nucléaire Gentilly-2. La découverte de gisements de gaz naturel près de Bécancour par la compagnie Forest Oil marquera également les premiers investissements dans ce domaine dans la région du Centre-du-Québec.

Centre-du-Québec

Entrepreneuriat

L'économie de la région du Centre-du-Québec est très orientée vers le secteur manufacturier et les petites entreprises y sont nombreuses. Pas étonnant d'y retrouver un entrepreneuriat dynamique et valorisé où les partenariats sont nombreux. La région détenait en 2007 la troisième plus grande proportion d'entrepreneurs au Québec : les propriétaires d'entreprise et les travailleurs autonomes constituaient 16,4 % des emplois au Centre-du-Québec.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises du Centre-du-Québec s'élèvent à 49,4 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,2 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielles au Québec. Les dépenses de la région dans ce domaine sont les mêmes qu'en 2003. La région profite maintenant de la présence de centres de formation, de centres de recherche privés (ex. Cascades) et d'entreprises dans des créneaux à forte valeur ajoutée (ex. Kefiplant en biotechnologie). Par conséquent, les dépenses en R-D devraient augmenter dans cette région au cours des prochaines années. Malgré une augmentation notable, le nombre d'inventions brevetées et de publications demeure faible. L'absence d'université et d'un bassin de centres de recherche explique le peu d'inventions et de publications.

Intervention gouvernementale

Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts

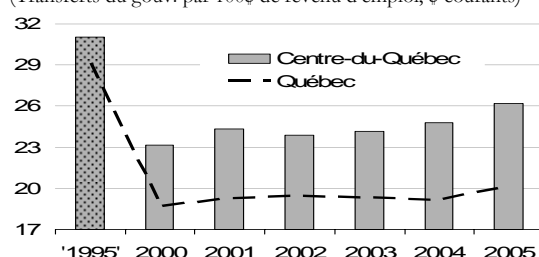
gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 31,06 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu, ils n'en percevaient plus que 26,19 \$ en 2005. Malgré cette amélioration, le rapport de dépendance économique du Centre-du-Québec reste au-dessus de la moyenne québécoise de 20,14 \$. Le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, s'est maintenu autour 7,8 % entre 2002 et 2006. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du gouvernement dans la région du Centre-du-Québec ont diminué de 10,3 % en 2007.

Commerce international

Les exportations de la région du Centre-du-Québec ont augmenté de 15,3 % en 2005 (donnée la plus récente). Le Centre-du-Québec a alors exporté un montant total de 2,1 G\$, soit 3,0 % des exportations de l'ensemble du Québec. Plus de 88 % des exportations de la région vont vers les États-Unis, ce qui en fait la principale destination. Les exportateurs des industries manufacturières du meuble, du textile et des pâtes et papiers ont connu plusieurs années difficiles avec l'appréciation du dollar canadien, l'ouverture plus grande des barrières douanières pour le textile, le conflit du bois d'œuvre, la concurrence des pays émergents, la hausse des coûts de production et la baisse des commandes en provenance des États-Unis. Les industries aux créneaux spécialisés se sont toutefois démarquées, permettant aux exportations de la région de croître malgré les difficultés.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

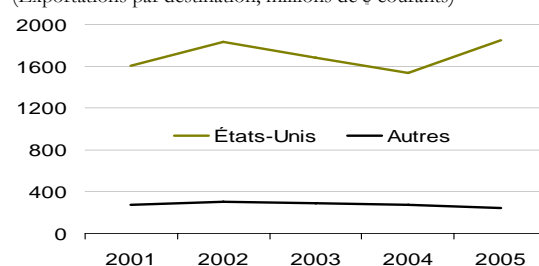
(Transferts du gouv. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

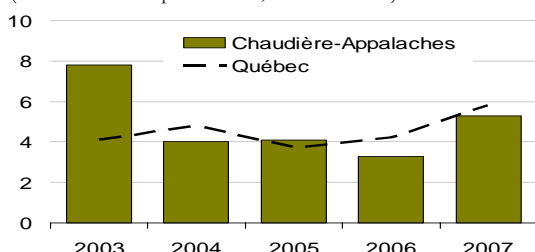


Source: ISQ

Chaudière-Appalaches

Graph. 1 : Croissance économique

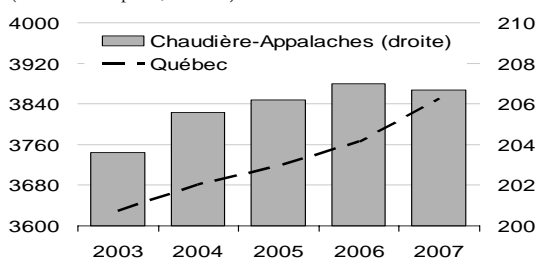
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

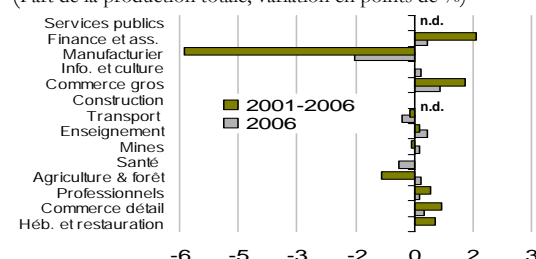
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

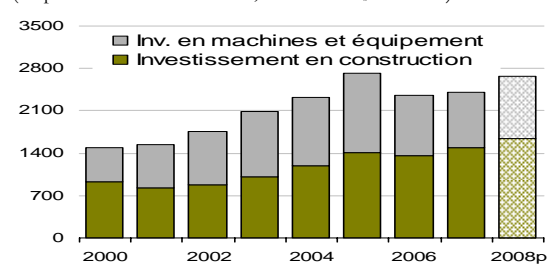
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Machines
- Matériels de transport
- Meubles
- Produits textiles et vêtements

Principaux défis

- Faible croissance démographique
- Pénurie de main-d'œuvre
- Croissance de l'innovation et de la recherche et développement

Bilan

Pour une quatrième fois d'affilée, la croissance économique de la région de Chaudière-Appalaches s'est maintenue sous la moyenne québécoise. Malgré un déclin des exportations, la région est parvenue à pousser sa croissance de 3,3 % en 2006 à 5,3 % en 2007 grâce, notamment, à un fort esprit d'entrepreneuriat, à une hausse du revenu disponible des ménages et un bas taux de chômage. La faible croissance démographique, la pénurie de main-d'œuvre et la nécessité d'accroître les investissements en innovation et en R&D sont les principaux défis de cette région.

Croissance économique

En 2007, pour une quatrième année d'affilée, la croissance économique de la région de Chaudière-Appalaches s'est maintenue sous la moyenne québécoise. Le PIB de la région a augmenté de 5,3 % comparativement à 3,3 % en 2006. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 4,9 % entre 2002 et 2007, le PIB de la région se classe au septième rang à ce chapitre. Il a atteint 12,6 G\$ en 2007, soit 4,5 % du PIB québécois. La région de Chaudière-Appalaches se caractérise par la diversité de son secteur manufacturier, l'ajout progressif de services et la bonne tenue de son secteur de la construction. En effet, stimulé par un taux d'inoccupation sous le seuil d'équilibre de 3 % depuis l'an 2000, le secteur de la construction a soutenu l'économie de la région avec une croissance annuelle moyenne de la valeur des permis de bâtir de 9,7 % entre 2003 à 2007.

Parmi les défis qui attendent la région au cours des prochaines années, notons la faible croissance démographique, la diminution de l'importance du secteur manufacturier et la nécessité d'accroître les efforts consacrés à la modernisation et l'innovation. Par contre, la région dispose d'atouts dont un important esprit entrepreneurial, la proximité des États-Unis, de la région de la Capitale-Nationale et de celle du Centre-du-Québec. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,9 % entre 1997 et 2006, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne québécoise (3,7 %).

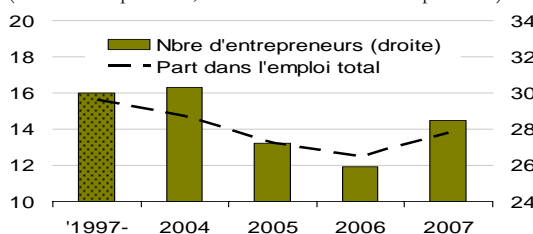
Orientation de la structure industrielle

L'économie de la région de Chaudière-Appalaches est orientée vers des activités agricoles, forestières et manufacturières. Le secteur manufacturier est réparti

Chaudière-Appalaches

Graph. 5 : Entrepreneuriat

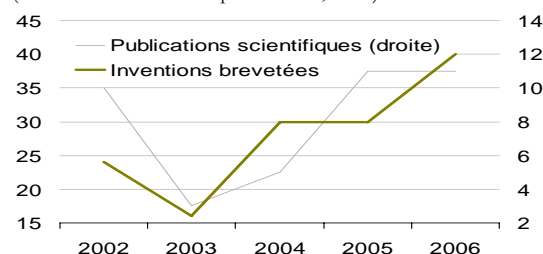
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Amiante
- Lévis
- Saint-Georges

Créneaux d'excellence

- Matériaux composites et plastique
- Produits de revêtement et d'apparence de bois
- Textiles techniques
- Meuble
- Technologie environnementales liées à la production et à la transformation animales

dans les industries manufacturières de la transformation alimentaire, du textile, du vêtement, du bois, du meuble, des produits métalliques, des produits en plastique, de la machinerie et du matériel de transport. Le secteur manufacturier de Chaudière-Appalaches emploie 22,0 % de l'ensemble des travailleurs, classant cette région au deuxième rang des régions manufacturières du Québec. Chaudière-Appalaches fait face à de nombreux défis, dont la hausse des coûts de production, les coûts élevés de l'énergie, la forte concurrence internationale et la suppression subite de certaines barrières tarifaires. Les industries primaires génèrent proportionnellement plus d'emploi (6,0 %) que dans l'ensemble du Québec (2,6 %). L'évolution de ce secteur a été influencée par des gains en productivité (grâce à la concentration d'établissements), par la diminution des possibilités de coupes forestières et par l'évolution incertaine de l'industrie de l'amiante. Le secteur de la construction et le secteur des services ont connu une forte croissance.

Main-d'œuvre

En 2007, la population de la région de Chaudière-Appalaches atteignait 399 563 habitants, soit 5,2 % de la population totale du Québec, et affichait une hausse de 2,2 % par rapport à 2001. Le solde migratoire positif et le nombre de naissances plus élevé que les décès expliquent cette croissance démographique. Après une augmentation de 0,4 % en 2006, le nombre d'emplois dans la région de Chaudière-Appalaches s'établissait à 206 700 en 2007, soit une légère baisse de 0,1 %. La région de Chaudière-Appalaches affiche un des taux de chômage les plus bas du Québec.

Facteurs de productivité

Les investissements ont augmenté de 2,3 % pour atteindre 2,4 G\$ en 2007. Les dépenses en immobilisation ont plus que doublé au cours des dix dernières années dans la région de Chaudière-Appalaches et devraient atteindre 2,7 G\$ en 2008. Les efforts déployés pour accroître l'innovation et la recherche et développement et pour développer les activités de deuxième et de troisième transformation devraient soutenir la croissance des investissements au cours des prochaines années. Les investissements en machines et équipement ont atteint 925 M\$ en 2007, une diminution de 8,0 % par rapport à 2006. Les perspectives pour 2008 laissent toutefois entrevoir une hausse substantielle de ce type d'investissement. Une bonne nouvelle puisque l'investissement en machines et équipement est un levier important de la productivité et de la compétitivité des entreprises. Alors que certaines industries manufacturières diminuent leurs investissements (ex. les industries du vêtement, du textile et des produits métalliques), d'autres réinvestissent (ex. les industries de la transformation alimentaire, des produits en bois et du matériel de transport).

Les investissements en construction ont été le principal moteur de la croissance des dépenses en immobilisation au cours des dernières années, particulièrement dans le secteur de la construction résidentielle. L'arrivée à échéance de plusieurs chantiers laisse cependant entrevoir une baisse de l'activité dans ce secteur. La construction institutionnelle et commerciale devrait toutefois être soutenue avec la revitalisation de certaines agglomérations et centres urbains, la modernisation de commerces et la construction d'infrastructures routières.

Chaudière-Appalaches

Entrepreneuriat

Depuis la fin des années 90, la région de Chaudière-Appalaches performe relativement bien grâce, entre autres, à une conjoncture économique plutôt favorable, mais également à cause d'un sens de l'entrepreneuriat et des PME dynamiques. L'esprit entrepreneurial étant bien développé dans la région de Chaudière-Appalaches, il n'est pas surprenant de constater qu'en 2007 la proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – était à 13,5 %, au-delà de la moyenne québécoise. Notons toutefois que cette proportion est en baisse comparativement à sa moyenne historique de 15,6 % (la troisième plus haute au Québec). L'augmentation de la concentration et de la taille des entreprises dans certaines sphères d'activités, notamment dans l'agriculture, explique en partie cette diminution.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de Chaudière-Appalaches se chiffrent à 48,0 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,1 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielles au Québec. Celles-ci ont augmenté, entre 2000 et 2004, de 29,9 %, comparativement à une hausse de 15,0 % dans l'ensemble du Québec. La hausse, quoique modeste, du nombre de publications scientifiques et d'inventions brevetées témoigne d'une volonté de modernisation. Le milieu de la recherche et de l'innovation continuera d'épauler la conversion technologique des PME manufacturières.

Intervention gouvernementale

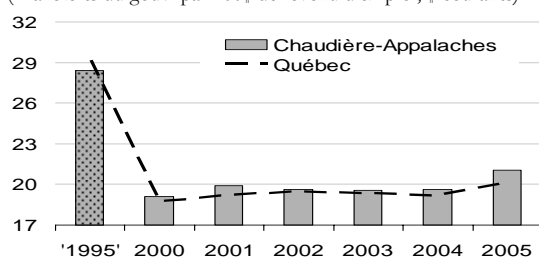
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 28,41 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 21,05 \$ en 2005. De plus, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué entre 2002 et 2006 d'un demi point de pourcentage pour se fixer à 5,0 %. Les dépenses en immobilisations du secteur public ont atteint 460 M\$ en 2007, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 2006. Ces investissements ont progressé de 93,7 % depuis 2004, comparativement à 29,2 % au Québec.

Commerce international

La région de Chaudière-Appalaches a exporté pour 2,6 G\$ de biens en 2005 (donnée la plus récente), une diminution de 1,8 % par rapport à 2004. La région est responsable de 3,7 % des exportations du Québec. Le déclin des exportations s'explique par les difficultés du secteur manufacturier. Près de 92 % des exportations de la région vont aux États-Unis, ce qui en fait de loin la principale destination. Les manufacturiers exportateurs de la région innovent et se modernisent afin de faire face à l'appréciation du dollar canadien, à l'accroissement de la concurrence étrangère et au ralentissement de l'économie américaine.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

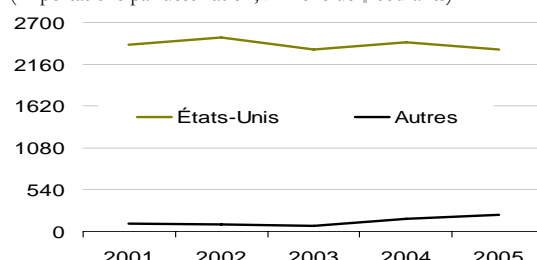
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

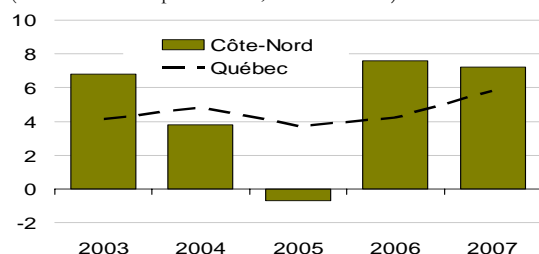


Source: ISQ

Côte-Nord

Graph. 1 : Croissance économique

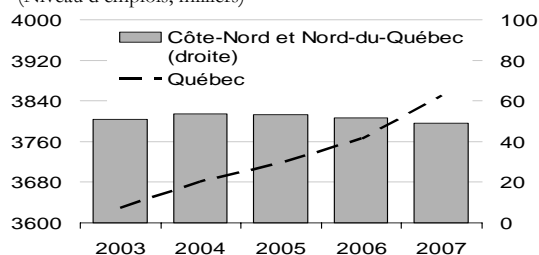
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

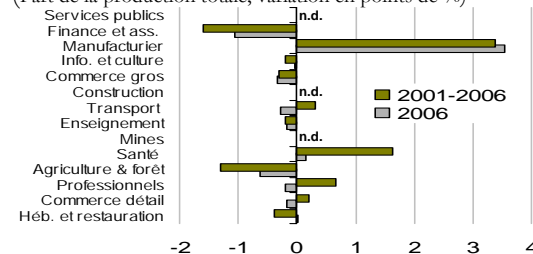
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

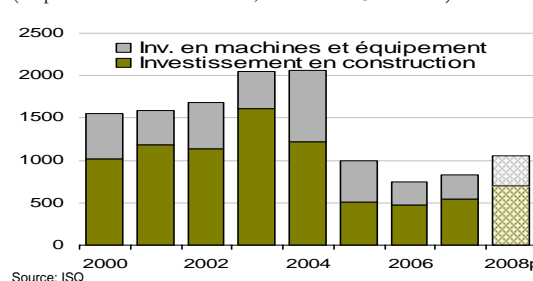
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Minière
- Hydroélectricité
- Première transformation des métaux

Principaux défis

- Déclin démographique
- Pénurie de main-d'œuvre
- Partage de l'utilisation des installations ferroviaires existantes
- Développement des ports de la région

Bilan

Pour une seconde année d'affilée, la Côte-Nord a enregistré une forte croissance en 2007. Bien que la région continue à pâtir des difficultés de l'industrie de l'exploitation forestière, elle profite d'une recrudescence de l'activité minière et du développement du potentiel hydro-électrique québécois. La diversification économique, le déclin démographique, la rareté de la main-d'œuvre, le développement des infrastructures de transports et l'allocation des ressources destinées aux grands projets constituent les défis que la région aura à surmonter au cours des prochaines années.

Croissance économique

Pour une seconde année d'affilée, la Côte-Nord a enregistré une forte croissance économique, supérieure à l'ensemble du Québec. Après une excellente performance de 7,6 % en 2006, le PIB de la région a augmenté de 7,2 % en 2007. La région affiche un taux de croissance annuel moyen de 4,9 % entre 2002 et 2007 et se classe au huitième rang à ce chapitre. En 2007, le PIB de la Côte-Nord a atteint 4,6 G\$, soit 1,7 % du PIB québécois. La région possède une faible proportion de la population du Québec, mais domine en matière énergétique. Elle est, avec le Nord-du-Québec, au cœur du développement et de la mise en valeur de l'hydro-électricité. Étant donné que les questions de sécurité énergétique sont de plus en plus importantes, la Côte-Nord est bien positionnée pour tirer partie de la conjoncture. Certes, la région ne peut compter sur

des secteurs industriels et institutionnels très diversifiés, mais l'abondance de ressources naturelles, particulièrement minières, profite à la région. Le déclin démographique, le ralentissement du marché du travail, la faible progression du revenu des ménages et la période difficile que traversent certains secteurs de l'économie régionale (ex. foresterie et transformation du bois) sont des facteurs qui minent la croissance économique de la Côte-Nord.

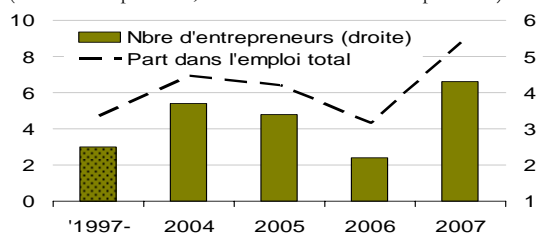
Orientation de la structure industrielle

Par rapport à l'ensemble du Québec, la région de la Côte-Nord dépend fortement du secteur primaire qui occupe 9,0 % des travailleurs de la région. En effet, les industries minière, forestière et de la pêche sont bien établies sur la Côte-Nord du Québec. L'augmentation de la demande de minerais à l'échelle

Côte-Nord

Graph. 5 : Entrepreneuriat

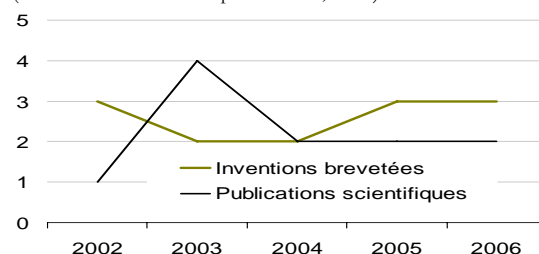
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales chambres de commerce dans la région

- Manicouagan
- Sept-Îles
- Manicouagan

Créneaux d'excellence

- Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques.
- Ressources, sciences et technologies marines
- Utilisation et transformation de la forêt boréale
- Photogénique et production de pommes de terre et petits fruits nordiques
- Production, transport et entreposage d'énergie

mondiale, qui s'est traduite par l'appréciation du prix de plusieurs métaux (ex. fer, or, cuivre, zinc et aluminium), a amené certains joueurs importants à s'intéresser aux réserves inexploitées de la Côte-Nord et à relancer la recherche de nouveaux gisements et à l'ouverture de nouvelles mines. Les incertitudes qui planent, cependant, sur l'industrie de l'exploitation forestière jettent une ombre sur les résultats du secteur primaire. Le contentieux canado-américain sur le bois-d'œuvre, les revendications territoriales des autochtones et la réduction des droits de coupes imposée dans la foulée du rapport Coulombe ont dramatiquement affecté le potentiel de croissance de cette industrie. Par ailleurs, l'industrie des services publics, qui se concentre dans la production, le transport et la distribution d'électricité, est également très importante dans la région. La réalisation et la réfection de complexes hydroélectriques et le développement de nouveaux projets miniers créeront de fortes pressions sur le secteur de la construction de la Côte-Nord au cours des prochaines années.

Main-d'œuvre

En 2007, la population de la Côte-Nord atteignait 95 668 habitants, soit une diminution de 4,1 % par rapport à 2001. La région perd annuellement environ 500 personnes. L'accroissement naturel de la population n'est pas suffisamment important pour compenser les nombreux départs. Cette situation survient au moment où on assiste à un vieillissement de la main-d'œuvre alors que les nouveaux projets miniers et hydro-électriques nécessitent plusieurs travailleurs qualifiés.

Facteurs de productivité

Après deux années de fort déclin de ses investissements, la région de la Côte-Nord a vu le niveau de ses dépenses en immobilisation augmenter de 11,6 % en 2007, pour atteindre 834 M\$. Malgré cette hausse, le niveau des investissements de la région est loin de son record de 2004 (2,1 G\$). Les dépenses en immobilisation devraient s'élever en 2008 à 1,1 G\$, en hausse de 26,6 %. Les investissements en machines et équipement ont atteint 293 M\$ en 2007, un fort recul comparativement au sommet historique de 835 M\$ enregistré en 2004. Selon les intentions d'investissements, le niveau des investissements en machines et équipement devrait augmenter en 2008, ce qui est de bon augure pour la productivité future de la région.

Contrairement à la plupart des régions administratives, les investissements de la Côte-Nord se concentrent essentiellement dans deux industries : l'industrie minière et l'industrie des services publics. La demande mondiale pour le fer stimule l'augmentation de la production des mines déjà existantes et leur rénovation (Québec Cartier, Wabush et IOC) et encourage l'ouverture de nouvelles mines (Consolidated Thomson, New Millennium et Quinto). Plusieurs investissements affluent également dans l'industrie des services publics avec la modernisation et la réfection de centrales hydroélectriques (Outardes, Touloustou et Manic) et la construction du nouveau barrage La Romaine. Des projets d'agrandissement de ports sont également en cours, ce qui permettra d'augmenter la capacité des infrastructures pour le transport de minerais. Par contre, les investissements diminueront vraisemblablement dans les industries de l'exploitation forestière et des pâtes et papiers.

Côte-Nord

Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat dans la région de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec est plutôt faible et stable à travers les années. Les deux régions détenaient en 2007 la troisième plus faible proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total (8,8 %), soit la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs québécois. Notons, toutefois, que cette proportion est en hausse et que le nombre d'entrepreneurs a fortement augmenté en 2007 (+ 2 200 entrepreneurs). La création d'un Fonds d'intervention économique régional (FIER) pour appuyer la diversification de l'économie régionale et le démarrage d'entreprises axées sur la transformation de l'aluminium devraient favoriser l'entrepreneuriat et l'emploi au cours des prochaines années dans cette région.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ont totalisé 11,4 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 0,3 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel québécois. L'économie de la région, axée sur l'exploitation des ressources naturelles, possède très peu d'infrastructures et de personnel qualifié en R-D et en innovation. Le petit nombre de publications scientifiques et d'inventions brevetées reflètent bien cet état de fait.

Intervention gouvernementale

Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu

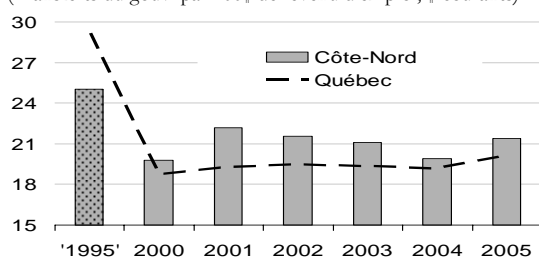
d'emploi, a diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 25,06 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 21,36 \$ en 2005. De plus, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006, passant de 7,3 % à 6,0 %. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du secteur public dans la région de la Côte-Nord ont augmenté de 17,4 % en 2007. Les investissements publics devraient continuer à augmenter avec le plan quinquennal de redressement des infrastructures et les projets routiers de la route 138 et du relais routier jusqu'à Blanc-Sablon.

Commerce international

En ce qui a trait au commerce international, l'appréciation du dollar canadien, la chute du prix du papier journal et la concurrence des pays émergents s'ajoutent aux difficultés de l'éloignement territorial. L'augmentation du prix des métaux a gonflé la valeur nominale des exportations de la région au cours des dernières années. Le développement de nouveaux créneaux spécialisés, dans la deuxième et troisième transformation des métaux par exemple, aidera à relever le niveau des exportations. La crise immobilière et le ralentissement économique aux États-Unis auront, toutefois, un impact négatif sur les exportations et la production de produits de bois. L'agrandissement des ports de la région est un élément crucial au développement du potentiel de commerce international de la région.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

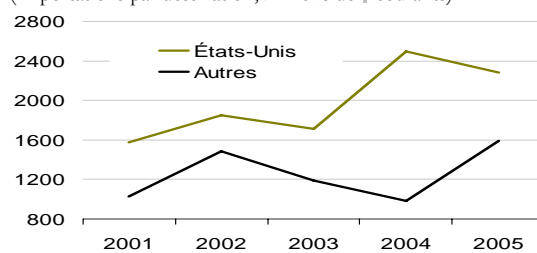
(Transferts du gov. par 100 \$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international*

(Exportations par destination, millions de \$ courants)



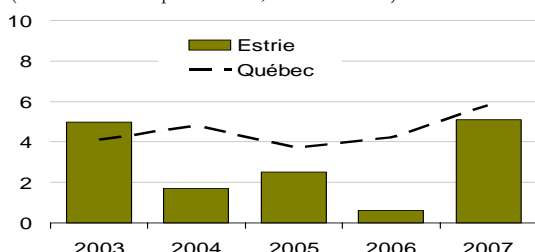
Source: ISQ

* Inclus Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Estrie

Graph. 1 : Croissance économique

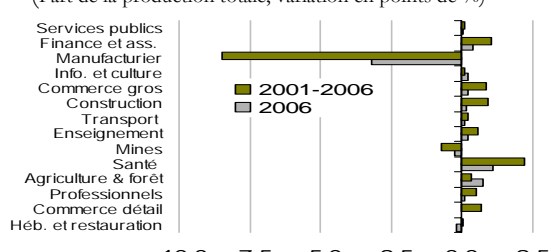
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

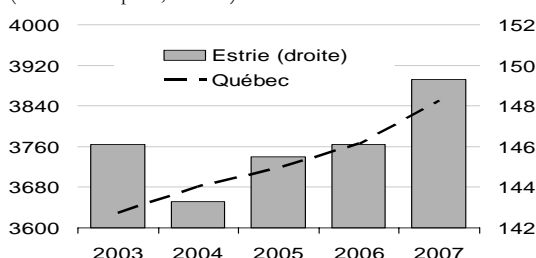
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 3 : Main-d'œuvre

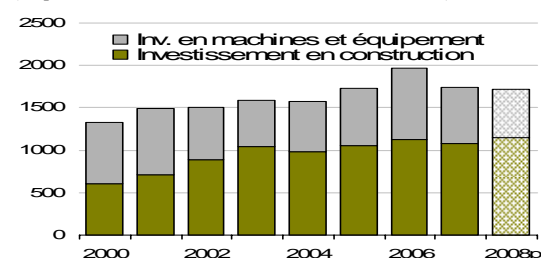
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Pâtes et papiers
- Tourisme

Principaux défis

- Décrochage scolaire
- Rareté de main d'œuvre et faible hausse démographique
- Diversification économique
- Rareté du capital de risque

Bilan

Un secteur manufacturier en déclin, une croissance démographique modeste, une faible augmentation des investissements et une hausse modérée du revenu des ménages caractérisent l'économie de l'Estrie. La région est parvenue malgré tout à enregistrer une hausse de sa production de 5,1 % en 2007. D'ailleurs, l'entrepreneuriat y est très important. La diversification de l'économie, le décrochage scolaire et la rareté du capital de risque sont les enjeux de l'heure dans cette région.

Croissance économique

En 2007, malgré une forte augmentation de la croissance économique, l'Estrie a enregistré une croissance inférieure à la moyenne du Québec, pour une quatrième année consécutive. En effet, le PIB a augmenté de 5,1 % en 2007 comparativement à une hausse de 5,8 % pour l'ensemble du Québec. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 3,0 % entre 2002 et 2007, la région se classe à l'avant-dernier rang à ce chapitre, devant la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Le PIB a atteint 9,2 G\$ en 2007, soit 3,3 % du PIB québécois. Les ajustements du secteur manufacturier résultant de l'appréciation du dollar canadien, de l'entrée de nouveaux concurrents étrangers, de l'augmentation des coûts de production, de l'instabilité de l'industrie de l'exploitation forestière et du ralentissement de l'économie américaine figurent parmi les principaux

défis de la région. Le secteur des services gagne en importance, mais est surtout limité à la région de Sherbrooke. Les hauts et la bas du secteur manufacturier ont provoqué de nombreux chambardements dans l'économie régionale, dont la perte de nombreux emplois. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,5 % entre 1997 et 2006, ce qui est inférieur à la moyenne québécoise de 3,7 %.

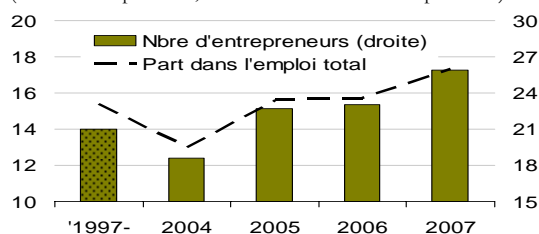
Orientation de la structure industrielle

La structure économique de la région de l'Estrie est très similaire à la structure des autres régions centrales. Elle présente un portrait économique diversifié où le secteur manufacturier occupe une place importante, bien que cette importance ait fortement diminué au cours des dernières années.

Estrie

Graph. 5 : Entrepreneuriat

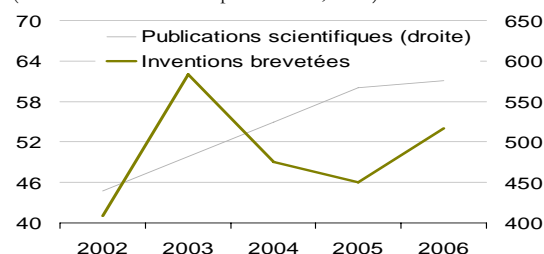
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada.

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ.

Principales

chambres de commerce dans la région

- Fleurimont
- Magog-Orford
- Sherbrooke

Créneaux

d'excellence

- Fabrication de composantes en caoutchouc, en plastique et en matériaux composites destinées à la fabrication et à l'assemblage de matériel de transport
- Transformation du bois d'apparence et composites
- Biotech santé
- Électronique de pointe pour les technologies de l'information
- Bio-industries environnementales

Entre 2001 et 2006, la part relative du secteur manufacturier dans l'ensemble de l'économie estrienne est passée de 34 % à 25 %. Bien que diversifié, le secteur manufacturier de l'Estrie reste encore lié à l'industrie des produits du bois et à l'industrie des pâtes et papiers. Le secteur primaire (i.e. agriculture, foresterie et mines) occupe moins de 4 % des emplois en Estrie. Le secteur des services comporte plus de 65 % des emplois et est en pleine progression. Le secteur de la construction a connu un niveau d'activité élevé ces dernières années, surtout au niveau institutionnel et gouvernemental. La région sherbrookoise, le cœur économique de l'Estrie, réoriente peu à peu son économie. D'une économie fortement dépendante des grandes entreprises manufacturières traditionnelles, elle fait aujourd'hui davantage de place aux centres de recherche et aux PME axées sur la fabrication de biens à plus forte valeur ajoutée.

Main-d'œuvre

En 2007, la population de la région de l'Estrie atteignait 303 730 habitants, soit 3,9 % de la population totale du Québec. Elle a affiché une hausse de 4,2 % en 2007 par rapport à 2001. Le solde migratoire positif de 236 personnes, ainsi qu'un nombre de naissances plus élevé que de décès contribue à cette croissance démographique modérée. Après une augmentation de 0,4 % en 2006, le nombre d'emplois dans la région de l'Estrie s'établissait à 149 300 en 2007, soit une augmentation de 2,2 %. Cette tendance semble continuer en 2008, avec une hausse de 0,7 % de l'emploi après les six premiers mois de l'année. Le taux de décrochage scolaire étant élevé dans la région, des problèmes de main-d'œuvre qualifiée pourraient survenir à plus ou moins longue échéance.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont atteint 1,7 G\$ en 2007, une diminution de 11,7 % par rapport à 2006. L'Estrie occupe le douzième rang provincial, derrière la Mauricie, à ce chapitre. La région connaît une progression soutenue des industries tertiaires (ex. santé, éducation et économie du savoir) qui investissent relativement peu en machines et équipement. Les dépenses dans ce domaine ont chuté de 20,8 % en 2007. Selon les intentions d'investissement, l'Estrie pourrait connaître une seconde diminution consécutive de ce type d'investissement en 2008 (-14,1 %). Pareille diminution des investissements en machines et équipement est de mauvais augure pour la région dont le secteur manufacturier connaît des difficultés suite à la baisse de la demande et au niveau élevé du taux de change du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain.

Les dépenses en construction demeurent élevées, mais ont diminué de 4,9 % en 2007 pour atteindre 1,1 G\$. Le secteur tertiaire continue de prendre de l'expansion, la région profitant des retombées engendrées par l'agrandissement des établissements de santé de l'Hôtel-Dieu (112,2 M\$) et du CHUS de Fleurimont (100 M\$) et par l'expansion du campus de l'Université de Sherbrooke (22,0 M\$). Alors que la présence des milieux de l'enseignement, de la santé, de la recherche, des technologies de pointe et des services financiers donne un avantage certain à l'économie de Sherbrooke, les autres MRC tirent profit de la conversion technologique des entreprises manufacturières, de l'amélioration des infrastructures municipales et de l'augmentation de l'offre de services touristiques.

Estrie

Entrepreneuriat

Après la région des Laurentides, c'est en Estrie qu'on trouve le plus haut niveau d'entrepreneuriat. En effet, la région détenait en 2007 la deuxième plus forte proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – au Québec (17,3 %). Au cours des trois dernières années seulement, plus de 7 300 entrepreneurs se sont établis dans la région. Malgré la multitude de sources de financement disponibles dans la région, l'accès au financement demeure un enjeu et semble être un obstacle à l'entrepreneuriat. Les sources d'investissements devront être plus actives pour accroître les possibilités d'expansion et d'investissements étrangers en Estrie.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de l'Estrie ont totalisé 70,6 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,7 % des dépenses totales de R-D intramuros du secteur industriel du Québec. Sherbrooke a la chance de pouvoir miser sur deux universités, trois collèges et l'Institut provincial de recherche en gériatrie pour attirer des centres d'innovation et de recherche privés. L'avènement du Centre des technologies avancées BRP-Université de Sherbrooke, le Centre de développement des biotechnologies de Sherbrooke, l'expansion du CHUS et l'ouverture d'un centre de test clinique des Laboratoires Charles Rivers sont des exemples concrets de la capacité d'attraction de Sherbrooke en recherche et développement. La présence de centres de recherche et d'universités constitue un atout indéniable pour la région et ses entreprises,

particulièrement du secteur manufacturier. La proximité d'un milieu de recherche et d'un milieu industriel est propice aux transferts technologiques et à la commercialisation des découvertes, deux leviers de l'innovation.

Intervention gouvernementale

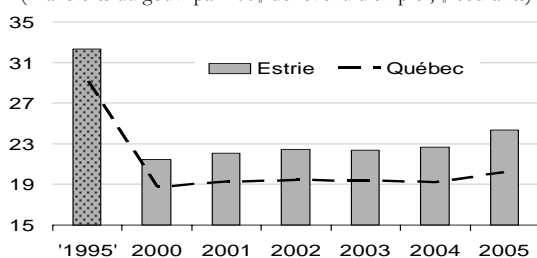
Le rapport de dépendance économique des résidents de l'Estrie, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué entre 1995 et 2005, passant de 32,37 \$ par 100 \$ de revenus d'emploi, à 24,38 \$. Toutefois, le rapport de dépendance économique est plus élevé en Estrie que dans l'ensemble du Québec (20,14 \$). De plus, le taux d'assistance-emploi a diminué légèrement de 8,4 % à 8,1 % entre 2002 et 2006, ce qui est également supérieur à la moyenne québécoise de 7,6 %. Les dépenses en immobilisations du secteur public ont atteint 341 M\$ en 2007, soit une augmentation de 3,8 % par rapport à 2006. Depuis 2004, ces investissements ont augmenté de 10,3 % dans la région comparativement à 29,2 % pour l'ensemble du Québec.

Commerce international

La région de l'Estrie a exporté pour une valeur de 2,7 G\$ en 2005, soit 3,9 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a diminué de 15,0 % en 2005. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région: 87,5 % des exportations de l'Estrie y sont livrées. Notons que depuis 2002 les exportations vers les États-Unis ont diminué significativement suite à l'appréciation du dollar canadien.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

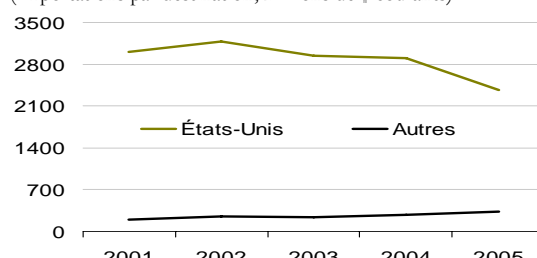
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

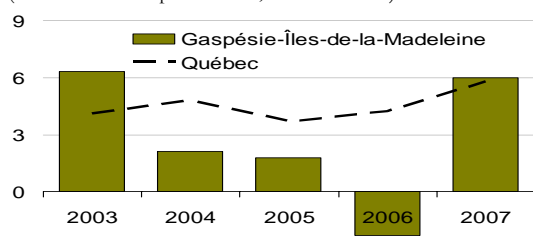


Source: ISQ

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Graph. 1 : Croissance économique

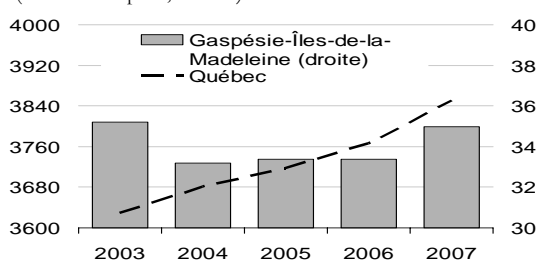
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

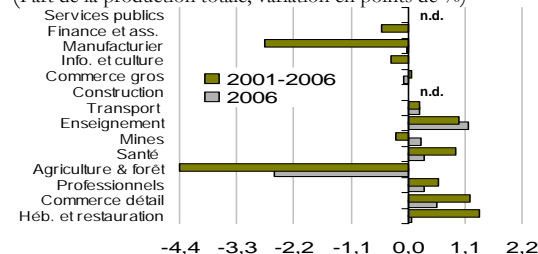
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

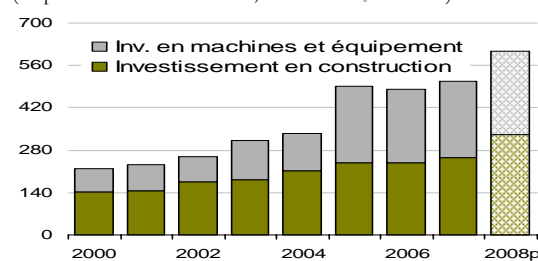
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Éolienne
- Forestière
- Pêcherie
- Tourisme

Principaux défis

- Déclin démographique
- Pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- Économie peu diversifiée

Bilan

Après une année de déclin, l'économie de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a bondi de 6,0 % en 2007. L'économie continue cependant à connaître des difficultés : décroissance de la population, faible augmentation du revenu par habitant, taux de chômage et d'assistance-emploi les plus élevés du Québec, déclin des investissements privés en machines et équipement et faible niveau d'entrepreneuriat. La diversification économique et la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée sont les principaux enjeux de cette région.

Croissance économique

Après une décroissance de 2,3 % en 2006, la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a enregistré une forte croissance de 6,0 % en 2007. Pour une première fois en quatre ans, la croissance du PIB de la région a été plus forte que celle de l'ensemble de la province (5,8 %). Le PIB a atteint 2,1 G\$ en 2007, soit 0,7 % du PIB total québécois. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 2,8 % entre 2002 et 2007 contre 4,5 % pour l'ensemble de la province, la région se classe au dernier rang des provinces à ce chapitre. Étant peu diversifiée économiquement, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a été durement touchée par les difficultés de l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière. La décroissance démographique est importante dans cette région. Entre 1986 et 2007, la population a diminué de 16,7 %, comparativement à une hausse

de 14,7 % pour l'ensemble du Québec. La diversification du secteur manufacturier et du secteur des services doit être accrue pour améliorer l'économie de la région. Le secteur de la construction a soutenu la croissance au cours de la dernière année avec une augmentation de la valeur des permis de bâtir de 15,5 % en 2007. Par ailleurs, la région mise sur le développement de créneaux spécialisés, dont l'éolien, pour diversifier son économie et les possibilités d'emploi. Le revenu personnel disponible par habitant a crû au rythme annuel moyen de 2,1 % entre 1997 et 2006, la plus faible croissance des régions du Québec.

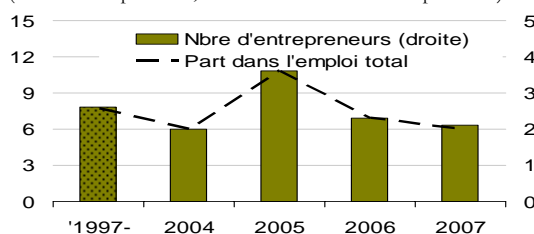
Orientation de la structure industrielle

Malgré le fort poids relatif du secteur des services dans la région (78 % des emplois), les activités du

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Graph. 5 : Entrepreneuriat

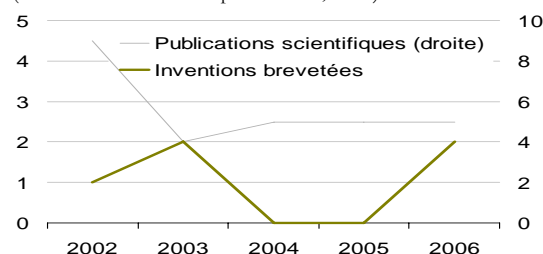
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Chandler
- Gaspé
- Haute-Gaspésie
- Bonaventure

Créneaux d'excellence

- Récréotourisme santé/nature
- Ressources, sciences et technologies marine
- Éolien
- Produits forestiers à valeur ajoutée (sapin baumier et peuplier faux-tremble)

secteur primaire (8 % des emplois) caractérisent l'économie de la région. En effet, les trois piliers économiques de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont la pêche, la forêt et le tourisme. Malheureusement, deux de ces trois industries sont en difficulté. L'imposition d'un moratoire sur la pêche, la réduction des droits de coupes forestières, la chute des prix et de la demande du papier journal, l'accroissement de la concurrence étrangère et la fermeture d'usines de transformation ont ébranlé l'économie de la région et entraîné une décélération des investissements. L'industrie touristique s'ajuste progressivement aux nouveaux besoins des voyageurs et pourrait compter sur la revitalisation de certaines installations récréotouristiques au cours des prochaines années. Alors que l'industrie de l'extraction minière a pratiquement disparu avec la fermeture de la mine de cuivre à Murdochville, l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz pourrait connaître un essor. Quant au secteur de la construction, il devrait progresser au cours des prochaines grâce à des activités de voirie et de génie, dont la construction de parcs d'éoliennes.

Main d'œuvre

Au prise avec un faible taux de fécondité et des soldes migratoires négatifs, la population des Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine connaît un fort déclin depuis vingt ans. La population atteignait 95 461 habitants en 2007, comparativement à 114 617 en 1986. Bien que l'emploi ait augmenté de 4,8 % en 2007, la région détenait toujours le taux de chômage le plus élevé du Québec: 17,3 % comparativement à 7,2 % pour l'ensemble du Québec.

Facteurs de productivité

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a augmenté son niveau d'investissement en 2007 avec une hausse de 5,3 % des dépenses en immobilisations. La mise en fonction de trois nouveaux parcs éoliens, l'amélioration des services touristiques, l'ajout de services spécialisés et l'apport des différents paliers de gouvernement à la diversification de l'économie expliquent la croissance des investissements dans la région. Cette croissance devrait se poursuivre en 2008. Selon les intentions d'investissement, les dépenses en immobilisation devraient bondir de 19,4 % en 2008, pour s'élever à 606,3 G\$. La région comptera, entre autres, sur la construction de nouveaux parcs éoliens, la revitalisation de son secteur résidentiel et le développement de nouveaux services (ex. commerces, hébergement et santé). Les investissements en machines et équipement ont augmenté de 3,5 % en 2007 pour atteindre 253 M\$. De ce montant, seulement 195 M\$ ont été investis par le secteur privé, une diminution de 14,3 % par rapport à 2006. Rappelons que les investissements en machines et équipement sont le principal levier de la croissance de la productivité.

Important moteur économique de la région, le secteur public continuera à investir dans l'économie de la région et sa diversification. Notons, entre autres, le développement de centres de recherche sur les produits marins, la construction de parcs éoliens, l'offre des services sociaux et de santé, la réfection du réseau routier et les programmes d'aide pour la relève entrepreneuriale. L'extraction pétrolière et gazière pourrait voir le jour dans la région avec les efforts de la compagnie Junex.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Entrepreneuriat

Le niveau d'entrepreneuriat dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est le plus faible du Québec. La région détenait en 2007 une proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – de 6,0 %, soit 1,7 point de pourcentage en dessous de la moyenne historique de la région. L'exode des jeunes vers les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale et du Bas-St-Laurent explique, en partie, cette situation. Depuis 2005, la région a perdu 1 500 entrepreneurs.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont totalisé 1,0 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit le plus faible niveau de toutes les régions administratives du Québec. Le nombre de publications scientifiques et d'inventions brevetées est également très faible. Par contre, les investissements en recherche et développement risquent d'augmenter au cours des prochaines années, en raison du développement de créneaux spécialisés et de l'implantation de centres de recherche sur les produits marins. La région compte notamment sur le développement de parcs éoliens et l'établissement de fabricants de pièces d'éoliennes pour développer une expertise dans ce domaine. Cette expertise pourrait être exportée, à la fin des contrats avec Hydro-Québec, vers l'étranger et ainsi assurer le développement de ce créneau dans la région. Le développement gazier et pétrolier entrepris par la compagnie Junex constitue également une opportunité de spécialisation et d'innovation.

Intervention gouvernementale

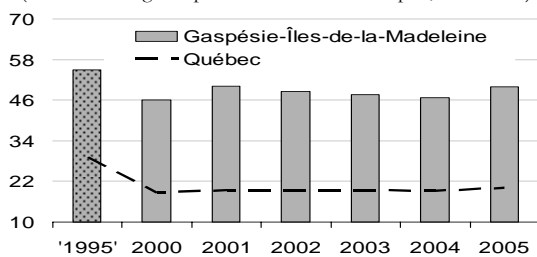
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a faiblement diminué au cours des dix dernières années, mais demeure le plus élevé au Québec dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 54,92 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu, ils en percevaient 49,90 \$ en 2005. Le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a cependant diminué sensiblement entre 2002 et 2006, passant de 13,3 % à 11,8 %. Le taux d'assistance-emploi de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine demeure toutefois le plus élevé du Québec. Par ailleurs, les dépenses en immobilisations du secteur public dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont augmenté de 47,3 % en 2007, et les perspectives de l'ISQ pointent vers une autre augmentation de 53,9 % en 2008.

Commerce international

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a exporté pour 231 M\$ en 2005, une diminution de 58,8 % par rapport à 2004 (données les plus récentes). Plusieurs facteurs expliquent la diminution des exportations, entre autres: l'imposition d'un moratoire sur la pêche, la réduction des droits de coupes forestières, la chute de la demande de papier journal, l'accroissement de la concurrence étrangère et la hausse du dollar canadien.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

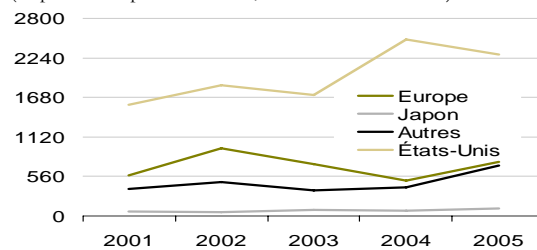
(Transferts du gouv. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international*

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

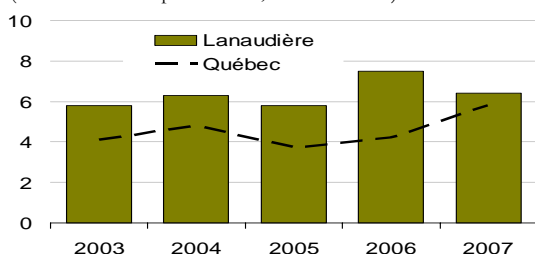


Source: ISQ. * Inklus Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Lanaudière

Graph. 1 : Croissance économique

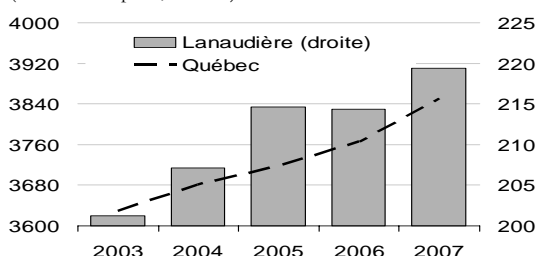
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

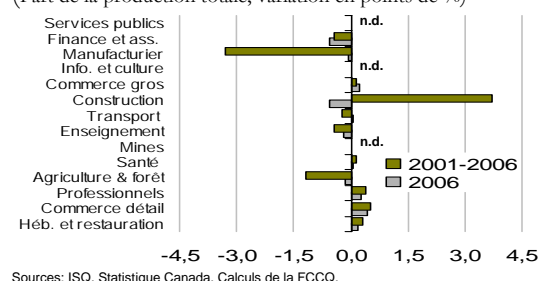
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

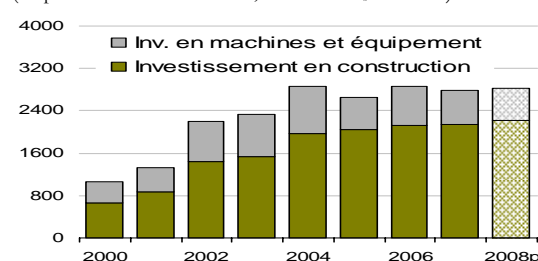
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Métallurgique

Principaux défis

- Pénurie de main d'œuvre
- Attraction et rétention des jeunes et des immigrants
- Faible scolarisation
- Diversification économique
- Gestion de la croissance démographique et de l'étalement urbain

Bilan

En 2007, pour une septième année d'affilée, la région de Lanaudière a connu une croissance de son économie supérieure à l'ensemble du Québec. Cette belle performance s'explique par une démographie croissante, une hausse du niveau d'emplois, un secteur de la construction fortement sollicité et une hausse marquée du revenu des ménages. La rareté de la main-d'œuvre qualifiée, le faible niveau de scolarisation et la diversification de l'économie (au nord de Lanaudière) constituent les principaux défis de cette région.

Croissance économique

En 2007, pour une septième année consécutive, la région de Lanaudière a enregistré une croissance économique supérieure à la moyenne du Québec. Malgré la forte croissance de 7,5 % du PIB en 2006, la région est parvenue à accroître sa production de 6,4 % en 2007, une performance remarquable. Le PIB a atteint 9,8 G\$ en 2007, soit 3,5 % du PIB québécois. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 6,3 % entre 2002 et 2007, la région se classe au deuxième rang à ce chapitre, seulement derrière le Nord-du-Québec (12,7 %) qui vit un boom minier et hydro-électrique. Au cours des dernières années, la forte croissance démographique, la poursuite de l'étalement urbain, l'implantation d'entreprises et d'institutions publiques et la conversion technologique des industries ont soutenu l'économie de Lanaudière. Poussée par un faible taux

d'inoccupation, la construction domiciliaire a été un important facteur de croissance au cours des dernières années. Le revenu personnel disponible par habitant a crû au rythme annuel moyen de 4,0 % entre 1997 et 2006, comparativement à 3,7 % pour l'ensemble du Québec.

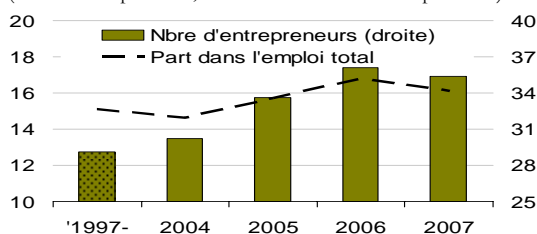
Orientation de la structure industrielle

L'économie de Lanaudière repose essentiellement sur les secteurs de la construction et des services: huit personnes en emploi sur dix travaillent dans ces secteurs. Le secteur manufacturier n'emploie que 15 % des travailleurs de la région alors que le secteur primaire - particulièrement l'industrie forestière dans le nord de la région et l'agriculture dans le sud - est responsable de moins de 5 % des emplois. Alors que l'économie du sud de la région vit à l'heure du

Lanaudière

Graph. 5 : Entrepreneuriat

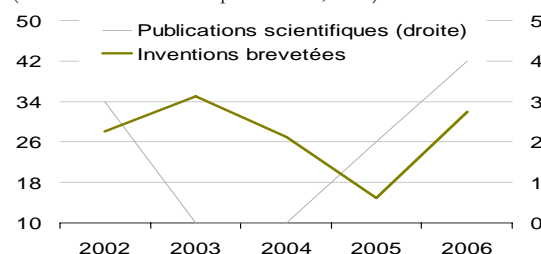
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

**Principales
chambres de
commerce dans la
région**

- Mascouche
- Repentigny
- Terrebonne / Lachenay

**Créneaux
d'excellence**

- Structures complexes et composantes métalliques
- Meuble, 2^{ème} et 3^{ème} transformation
- Transformation agroalimentaire
- Valorisation des plantes et biotechnologie végétale

développement urbain et du boom résidentiel qui en résulte, le nord de la région fait face aux défis de la diminution des droits de coupes et de la baisse de la rentabilité des entreprises forestières. Par ailleurs, nous remarquons une volonté de réorienter la production afin de diminuer la dépendance de la région à l'économie montréalaise. Des créneaux de production spécialisés se développent dans les industries de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, de produits métalliques, de produits informatiques, électroniques et électriques et de produits chimiques. L'industrie de la transformation alimentaire s'établit également dans la région pour desservir les marchés locaux.

Main d'œuvre

La population de la région de Lanaudière a augmenté de 12,4 % entre 2001 et 2007. Elle atteignait 445 188 habitants en 2007, soit 5,8 % de la population totale du Québec. En 2007 seulement, plus de 7 000 personnes se sont nouvellement établies dans la région. Un solde migratoire très élevé et un nombre de naissances supérieur aux décès ont contribué à cette croissance démographique. Après une baisse de 0,1 % en 2006, le nombre d'emplois dans la région de Lanaudière s'établissait à 219 400 en 2007, une hausse de 2,3 %. Cette tendance haussière s'est poursuivie dans la première moitié de 2008 avec une augmentation 0,4 %. Par ailleurs, la rareté de la main-d'œuvre spécialisée deviendra, si ce n'est déjà fait, un problème épineux dans cette région. Souhaitons que l'ajout d'institutions publiques (ex. écoles, garderies et hôpitaux) et de services culturels et de loisirs, ainsi que l'établissement de campus universitaires, parviennent à retenir les jeunes et attirer les immigrants dans la région.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisations se sont chiffrées à 2,8 G\$ en 2007, une diminution de 2,6 % par rapport à 2006. Malgré tout, entre 1998 et 2007, celles-ci ont plus que doublé avec une augmentation de 159,2 % comparativement à 70,1 % pour l'ensemble du Québec. La croissance des investissements devrait se poursuivre en 2008 avec une hausse anticipée de 1,4 %. Les investissements en machines et équipement ont atteint 643 M\$ en 2007, une diminution de 12,9 % par rapport à 2006. Ce déclin des investissements en machines et équipement est une mauvaise nouvelle pour la productivité de la région, particulièrement celle du secteur manufacturier. Ce type d'investissement est, en effet, un levier important de la croissance de la productivité et la compétitivité d'une économie.

La valeur des investissements en construction a atteint un niveau record en 2007 (2,1 G\$), record qui devrait être battu de nouveau en 2008. La région de Lanaudière est caractérisée par de nombreux projets d'investissement relativement petits (< 20 M\$) et peu de projets de grande taille (> 100 M\$). Avec des investissements de 1,7 G\$, le développement résidentiel est vigoureux dans Lanaudière. Notons, entre autres, les projets: Valmont sur parcs, les Villas-Cours de l'étang, l'Orée du Lac et le développement résidentiel Patrick Mattard. La venue de nouvelles familles, le vieillissement de la population, le faible coût des propriétés par rapport à Montréal et les taux d'intérêt hypothécaires avantageux contribuent au développement résidentiel de la région. Avec des investissements de 811,5 M\$ en 2007, la construction dans le secteur commercial est aussi vigoureuse. La croissance démographique nécessite l'ajout de commerces et d'établissements financiers.

Lanaudière

Entrepreneuriat

Étant donné que l'économie de la région de Lanaudière est fortement orientée vers les secteurs des services et de la construction, la région détient une proportion élevée d'entrepreneurs par rapport à l'emploi total. En 2007, les propriétaires d'entreprise et les travailleurs autonomes constituaient 16,1 % de l'ensemble des travailleurs, la quatrième plus forte concentration entrepreneuriale au Québec. Au cours de la dernière décennie, 10 100 nouveaux entrepreneurs se sont établis dans la région de Lanaudière.

Innovation

L'innovation s'est améliorée au cours des dernières années dans la région de Lanaudière. Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de Lanaudière s'élevaient à 24,5 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 0,6 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielles au Québec. Ce type de dépenses a plus que doublé, en augmentant de 113,1 % entre 1997 et 2004, comparativement à 66,2 % pour l'ensemble du Québec. Alors que la région produit davantage d'inventions brevetées que par le passé, le nombre de publications scientifiques qu'elle produit stagne à moins de cinq par année. Un défi de taille pour la région est son niveau de scolarisation, qui demeure relativement bas par rapport aux autres régions. La région de Lanaudière possède un faible bassin de personnes ayant un haut niveau de scolarité. Cette situation rend le recrutement de personnes qualifiées et formées en R-D laborieux. Notons, finalement, l'implantation du Centre d'innovation en transformation des aliments à Joliette, un centre qui devrait aider à accroître l'innovation dans la région.

Intervention gouvernementale

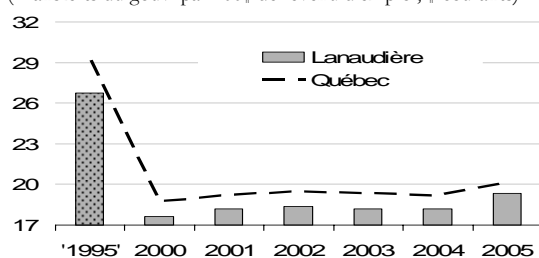
Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 294 M\$ en 2007, soit une augmentation de 18,7 % par rapport à 2006. Ces investissements ont plus que doublé en dix ans (+101,6 %). En ce qui concerne le rapport de dépendance économique, les résidents de la région de Lanaudière dépendent moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu que ceux de l'ensemble du Québec. En 2005, ils ont reçu en moyenne 19,35 \$ en paiements de transfert par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, comparativement à 26,77 \$ en 1995. La région continue à se maintenir sous la moyenne québécoise, qui se situait à 20,14 \$ en 2005. Enfin, le taux d'assistance-emploi a également fortement diminué : de 7,0 % en 2002 à 5,8 % en 2006.

Commerce international

En 2005 (donnée la plus récente), Lanaudière comprenait 2,2 % des établissements exportateurs du Québec et était responsable de 1,7 % des exportations totales de la province. Les contrecoups de l'appréciation de la devise canadienne, de l'intensification de la concurrence étrangère, de la hausse des coûts de production et du ralentissement de l'économie américaine ont durement affecté les exportations de la région, dont 95,2 % sont livrées aux États-Unis. À cet égard, la valeur totale des exportations a diminué au rythme annuel moyen de 1,2 % entre 2001 et 2005.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

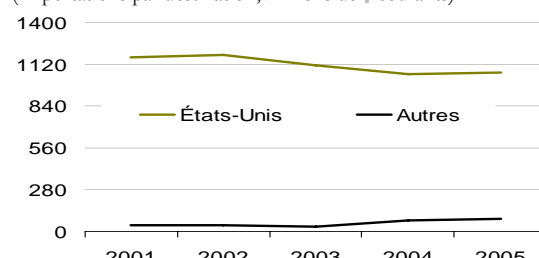
(Transferts du gouv. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Laurentides



Principales industries

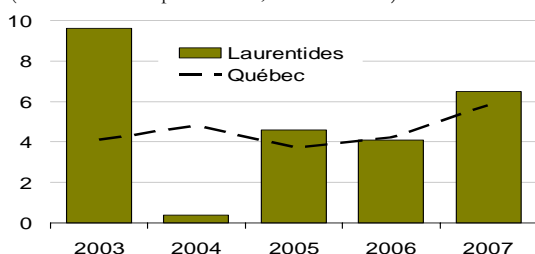
- Aéronautique
- Agroalimentaire
- Forestière
- Tourisme

Principaux défis

- Rareté de main d'œuvre qualifiée
- Déclin de l'activité forestière
- Recherche de nouveaux créneaux
- Innovation, recherche et développement

Graph. 1 : Croissance économique

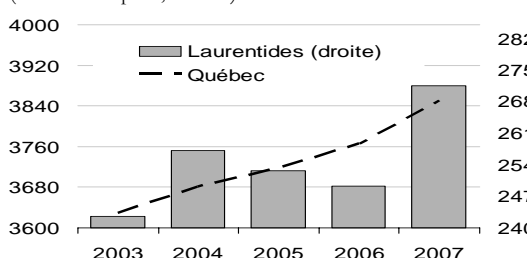
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

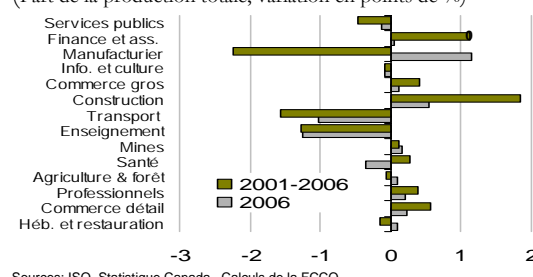
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

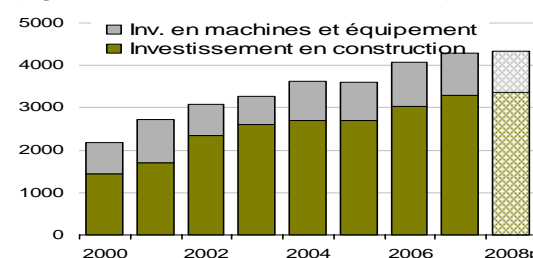
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Bilan

L'économie de la région des Laurentides est en plein essor, ce qui n'est pas étranger à la croissance de sa démographie. Non seulement la production croît plus rapidement dans cette région que dans l'ensemble du Québec, mais la création d'emploi y est importante et les revenus augmentent rapidement. Le secteur de la construction bénéficie des nombreux investissements commerciaux et résidentiels et le secteur manufacturier vit un regain d'activité avec l'effervescence dans l'industrie aéronautique. La disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée est le principal enjeu de la région.

Croissance économique

Après une année où la croissance économique fut plus faible que celle du Québec dans son ensemble, la région des Laurentides a vu sa production croître à un rythme supérieur à la moyenne du Québec. La région a enregistré une croissance de 6,5 % en 2007 alors que l'économie du Québec a crû de 5,8 %. Le PIB a atteint 14,5 G\$, soit 5,2 % du PIB québécois. Les Laurentides affiche un taux de croissance annuel moyen de 5,0 % entre 2002 et 2007, comparativement à 4,5 % pour le Québec. À ce chapitre, les Laurentides se classe en sixième position parmi l'ensemble des régions. Cette performance n'est pas étrangère à la croissance de la population qui fut entre 2001 et 2007 la deuxième plus élevée en termes absolus (56 283) et en croissance (11,9 %). Au cours des dernières années, la poursuite de l'étalement urbain, l'établissement d'unités

industrielles et institutionnelles et la conversion technologique des productions industrielles ont contribué à la croissance économique des secteurs des services et de la construction. L'activité dans la construction résidentielle a été très élevée dans les Laurentides, le taux d'inoccupation étant relativement bas. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant a crû au rythme annuel moyen de 4,3 % entre 1997 et 2006. Les Laurentides occupe, à cet égard, le premier rang parmi les régions. À titre de comparaison, le revenu personnel disponible par habitant a augmenté de 3,7 % au Québec au cours de cette période.

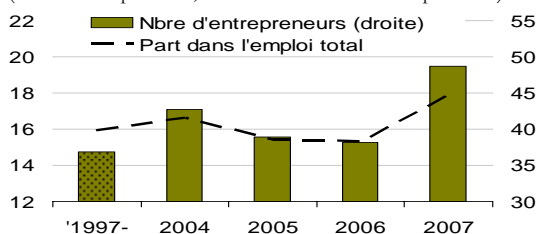
Orientation de la structure industrielle

La structure industrielle de la région des Laurentides ressemble beaucoup à celle du Québec alors que trois

Laurentides

Graph. 5 : Entrepreneuriat

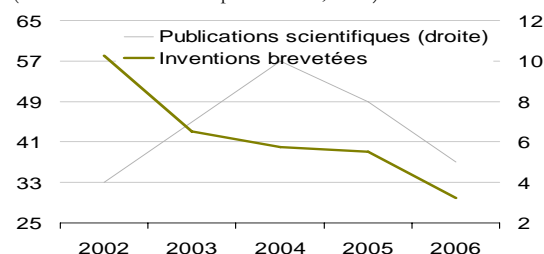
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Mirabel
- Sainte-Agathe-des-Monts
- St-Eustache, Deux-Montagnes, Ste-Marthe-sur-le-Lac
- Thérèse-de-Blainville

Créneaux

d'excellence

- Tourisme de villégiature quatre saisons
- Aliments et mets préparés
- Utilisation et transformation de la forêt mixte: produits à valeur ajoutée
- Transport terrestre avancé

travailleurs sur quatre œuvrent dans le secteur des services, un sur dix dans le secteur manufacturier et moins d'un sur dix dans le secteur de la construction. Avec moins de 3 % de la main-d'œuvre, le secteur primaire est peu présent dans les Laurentides et se concentre surtout dans l'agriculture (au sud du territoire) et l'exploitation forestière (au nord). La conjoncture économique est très propice au secteur de la construction et la croissance démographique des Laurentides favorise les investissements dans la construction résidentielle. Quant au secteur manufacturier, il s'est beaucoup diversifié au cours des dernières années, mais perd malgré tout de son poids économique dans les Laurentides. Les industries manufacturières qui offrent les meilleures perspectives sont celles du matériel de transport, de la fabrication de machine, de produits informatiques et électroniques et de produits métalliques. L'industrie aéronautique est très présente et dynamique dans la région, notamment avec les activités de Bombardier et de Bell Helicopter à Mirabel. Finalement, le secteur tertiaire est en croissance puisqu'il est intimement lié à la croissance démographique et à l'évolution du pouvoir d'achat.

Main-d'œuvre

En 2007, la population de la région des Laurentides atteignait 528 318 habitants et affichait une croissance de 11,9 % par rapport à 2001. Derrière cette belle performance se trouvent un solde migratoire positif (+6 303 en 2007), un nombre de naissances plus élevé que les décès et un faible pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans. Le nombre d'emplois dans la région des Laurentides s'établissait à 271 500 en 2007, en augmentation de 8,9 % par rapport à 2006.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisations ont augmenté dans les Laurentides de 5,4 %, comparativement à 8,8 % pour l'ensemble de la province, et ont atteint 4,3 G\$ en 2007. Les perspectives pour 2008 laissent entrevoir des dépenses totales du même ordre, soit 4,3 G\$.

Les investissements en machines et équipement ont atteint 1 G\$ en 2007, soit une diminution de 51 M\$ par rapport à 2006. Rappelons que les investissements en machines et équipement constituent un levier important de la croissance de la productivité.

Avec des investissements de 2,6 G\$, la construction dans le secteur résidentiel a été responsable d'une part importante des dépenses en immobilisation en 2007. La forte croissance démographique a permis le démarrage de plusieurs chantiers évalués entre 20 et 300 M\$. Notons, entre autres, les projets: Plateaux St-Denis, Delacroix-Ste-Adèle et Boisé du Ruisseau Clair. Le prolongement des projets en cours et le commencement des projets annoncés contribueront à soutenir le niveau d'investissement domiciliaire en 2008. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de ménages et l'accroissement des besoins en éducation et en santé ont nécessité des investissements en construction dans les secteurs commerciaux et institutionnels: nouveaux commerces au détail (ex. Faubourg BoisBriand), expansion du transport en commun, construction de garderies et établissement d'institutions d'enseignement. Les investissements dans l'industrie récréotouristique ont également aidé à développer le potentiel touristique de la région. Notons, entre autres, les projets d'envergure de la Station Mont-Tremblant (1 G\$ sur 10 ans), des Centres de villégiature du Mont-Tremblant (100,0 M\$) et du Stonehaven Country Club (35,0 M\$).

Laurentides

Entrepreneuriat

L'économie de la région des Laurentides étant très orientée vers le secteur des services et de la construction, la région détenait en 2007 la proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total, soit la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des emplois, la plus élevée au Québec (17,9 %). En effet, au cours des dix dernières années, 11 200 nouveaux entrepreneurs se sont établis dans les Laurentides.

Innovation

L'innovation s'est améliorée au cours des dernières années dans la région des Laurentides. Les dépenses en recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la région s'élevèrent à 70,0 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,7 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielles du Québec. Durant la période 2000-2004, ce type de dépenses a augmenté de 26,4 %, comparativement à 66,2 % pour le Québec. De plus, la région produit de moins en moins d'articles scientifiques et d'inventions brevetées. Le niveau de scolarité est toujours relativement faible par rapport aux autres régions et le problème du décrochage scolaire reste bien présent. Cette situation rend le recrutement de main-d'œuvre qualifiée en R-D plus difficile, ce qui pourrait décourager à long terme les entreprises effectuant de la R-D à s'établir dans la région ou à poursuivre leurs activités. Par contre, avec le développement de créneaux d'excellence, la présence de grandes entreprises (ex. Bombardier et Bell Helicopter) et les activités du Centre d'expérimentation des véhicules électriques du Québec, l'innovation devrait continuer à s'améliorer.

Intervention gouvernementale

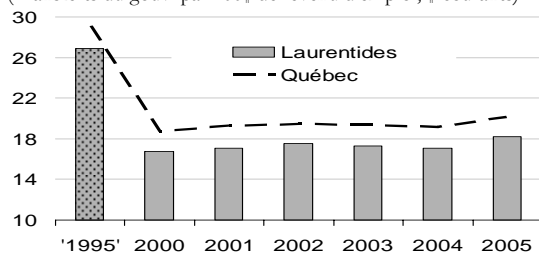
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a diminué quelque peu au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 26,86 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 18,20 \$ en 2005. À cet égard, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006, passant de 6,7 % à 5,6 %. Par ailleurs, les dépenses en immobilisations du gouvernement dans la région des Laurentides ont augmenté substantiellement en 2007 (34,1 %), et ce pour une deuxième années consécutives. Ce type de dépenses devrait encore augmenter avec le plan quinquennal de redressement des infrastructures de 30 G\$ du gouvernement du Québec.

Commerce international

En 2005 (donnée la plus récente), les Laurentides comprenaient 3,7 % des établissements exportateurs du Québec et était responsable de 7,6 % des exportations totales de la province. Bien que la très grande majorité des exportations de la région (92,4 %) soit livrée aux États-Unis, les Laurentides sont parvenus à maintenir une croissance annuelle de leurs exportations de 10,2 % entre 2001 et 2005. La région semble avoir été épargnée par l'appréciation de la devise canadienne, l'intensification de la concurrence étrangère et la hausse des coûts de production.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

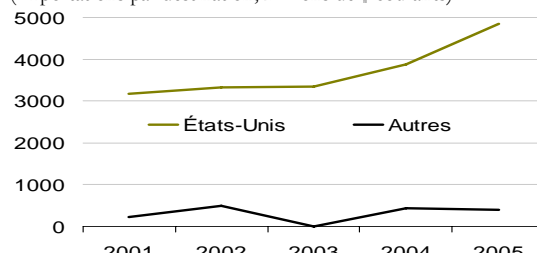
(Transferts du gou. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

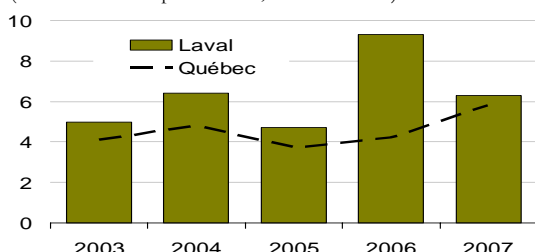


Source: ISQ

Laval

Graph. 1 : Croissance économique

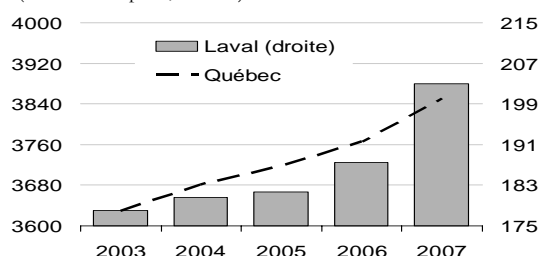
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

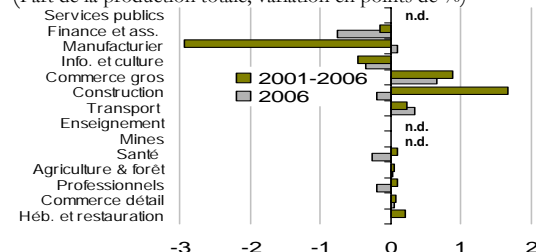
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

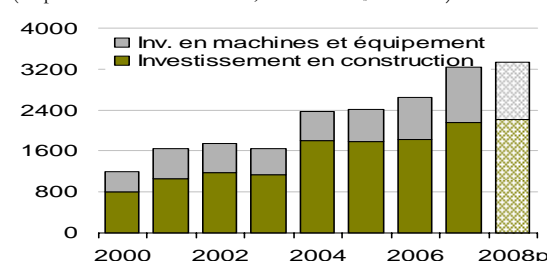
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Biotechnologique
- Pharmaceutique
- Technologie de l'information

Principaux défis

- La disponibilité à long terme d'une main-d'œuvre qualifiée en recherche et développement
- Maintien de la diversité industrielle de la région
- Diminution de la taille du secteur manufacturier

Bilan

Pour une huitième année consécutive, la croissance économique de la région de Laval a surpassé celle du Québec dans son ensemble. Plusieurs facteurs expliquent la belle performance de l'économie lavalloise: la croissance démographique, la création d'emploi, le faible taux de chômage, le taux d'assurance-emploi le plus bas du Québec, le niveau record des dépenses en immobilisation et les investissements importants en innovation, recherche et développement. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée en recherche et développement constitue un défi pour Laval.

Croissance économique

En 2007, pour une huitième année consécutive, la région de Laval a enregistré une croissance économique supérieure à la moyenne du Québec. Bien que la croissance économique ait ralenti après la performance exceptionnelle de 2006 (9,3 %), le PIB de la région a augmenté de 6,3 %, comparativement à 5,8 % pour l'ensemble du Québec. Affichant un taux de croissance annuel moyen de 6,3 % entre 2002 et 2007, la région se classe au troisième rang des régions du Québec à ce chapitre. En 2007, le PIB de Laval a atteint 11,5 G\$, soit 4,1 % du PIB québécois. La performance de la région de Laval repose sur des efforts investis depuis plusieurs années afin de diversifier l'économie et de renforcer le tissu industriel de pointe. La région compte plusieurs facteurs qui contribuent à son développement, entre autres: la croissance

démographique qui ajoute au dynamisme régionale en stimulant le marché immobilier, l'offre étendue de services, la multitude des projets urbains, le nombre important de parcs industriels bien développés, la structure d'accueil importante au plan touristique et la présence de Laval Technopôle. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,4 % entre 1997 et 2006, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne québécoise de 3,7 %.

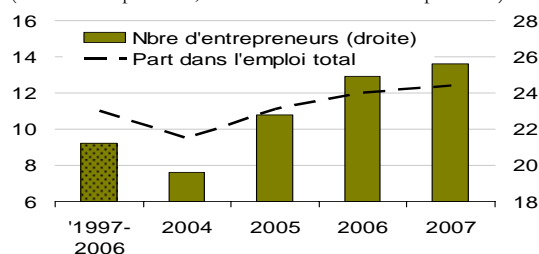
Orientation de la structure industrielle

Le secteur des services procure un emploi à près de 80 % des Lavallois, alors que le secteur manufacturier occupe 15 % et le secteur de la construction moins de 5 % des travailleurs de la région. Bien que le secteur primaire emploie moins

Laval

Graph. 5 : Entrepreneuriat

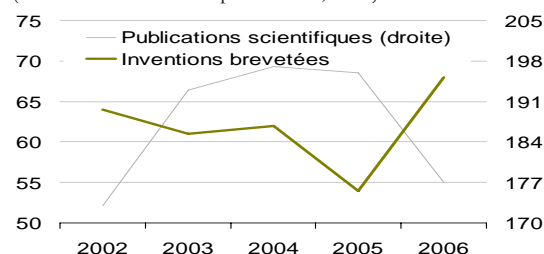
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales
chambres de
commerce dans la
région

- Laval

de 2 % des Lavallois, l'industrie de l'horticulture de la région réalise 40 % de tous les travaux horticoles ornementales au Québec. L'emploi dans le secteur manufacturier de Laval est hautement dépendant de l'activité économique de Montréal. Les efforts pour diversifier l'offre de services et pour renforcer le tissu industriel portent fruit, certains secteurs offrent d'ailleurs de bonnes perspectives. Notons, entre autres, les industries de la fabrication de matériel de transport, de produits informatiques, de machines, d'aliments et de boissons, de produits métalliques et de produits en plastique et caoutchouc. Le secteur des services étant fortement lié à la croissance démographique, ce dernier est en pleine croissance. Les services commerciaux connaissent un essor et les services liés à la production profitent des nombreux projets résidentiels, industriels et institutionnels. Ces projets nécessitent des services d'ingénierie, de services professionnels, de services scientifiques et techniques et de services de soutien administratif. Les services de soins de santé, d'hébergement, de restauration et d'information, la culture et les loisirs profitent également de la croissance de la population.

Main d'œuvre

Depuis 2001, la population lavalloise a crû de 9,1 %. Elle atteignait en 2007 381 651 habitants. Derrière cette croissance démographique se trouvent un solde migratoire positif et un nombre de naissance supérieur au nombre de décès. Au net en 2007, 2 046 personnes ont immigré dans la région de Laval. Après une augmentation de 3,2 % en 2006, l'emploi a augmenté d'un impressionnant 8,3 % pour s'établir à 203 000 emplois en 2007. Le taux de chômage en 2007 était de 5,2 %, nettement inférieur au taux de chômage de l'ensemble du Québec (7,2 %). Enfin, la disponibilité de la main-d'œuvre est également un enjeu important dans cette région.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont atteint un niveau record dans la région de Laval en 2007. Elles ont atteint 3,2 G\$, en hausse de 22,6 % par rapport à 2006. À titre de comparaison, les dépenses en immobilisation ont crû de 8,8 % au Québec en 2007. Cette croissance devrait, toutefois, ralentir en 2008 alors qu'une augmentation de 3,1 % est anticipée. L'excellente tenue de la construction résidentielle, l'expansion du secteur des services et le développement des industries de pointe ont contribué à soutenir la croissance des dépenses en immobilisation en 2007.

Les investissements en machines et équipement ont augmenté de 264 M\$ en 2007 pour atteindre 1,1 G\$. Une hausse de ces investissements est également prévue pour 2008. La croissance des investissements en machines et équipement est de bon augure pour la région puisqu'ils constituent un levier important de la productivité et de la compétitivité des entreprises.

La croissance de la population dans la région de Laval s'accompagne d'une accélération du développement commercial, de l'ajout de services de transport en commun, de l'amélioration du réseau routier et de l'augmentation de l'offre de services (ex. services sociaux, santé, éducation, loisirs et culture). L'industrie touristique gagne également en l'importance dans cette région, où sept voyageurs sur dix y sont pour affaires. Les hôteliers, les restaurateurs et autres fournisseurs de services touristiques investissent pour améliorer leur offre de services. La construction résidentielle connaît également un essor avec le développement de plusieurs projets domiciliaires (ex. Villas-sur-Rives et Domaine des forges).

Laval

Entrepreneuriat

Étant donné que l'économie de Laval est structurée de la même manière que l'économie du Québec, nous y trouvons un niveau d'entrepreneuriat semblable à celui de l'ensemble du Québec. La région détenait en 2007 une proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – i.e. la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – de 12,4 %, près de la moyenne québécoise. La région a gagné 2 700 entrepreneurs au cours des dix dernières années.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la région de Laval se chiffraient à 194,3 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 4,6 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielles au Québec. Entre 2000 et 2004, les dépenses intra-muros de R-D industrielles ont augmenté de 49,7 % à Laval, comparativement à 15 % au Québec. Le positionnement de Laval dans le développement de l'économie du savoir lui permet de diversifier son secteur tertiaire. Plusieurs entreprises et institutions d'enseignement ont transféré ou établi leurs sièges sociaux, leurs laboratoires de recherche et leurs établissements d'enseignement sur le territoire lavallois. Notons, entre autres, le Centre québécois d'innovation en biotechnologie, la Cité du savoir et l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). La présence de Laval Technopôle aide également les entreprises des industries biotechnologique, agroalimentaire et des technologies de l'information à prendre de l'expansion.

Intervention gouvernementale

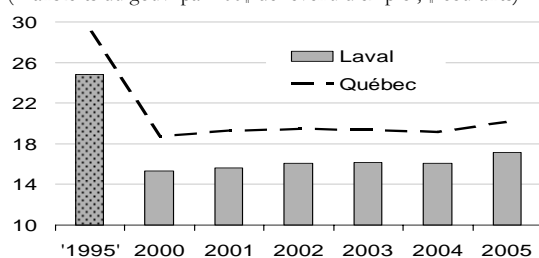
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région de Laval percevaient en 1995 en moyenne 24,85 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 17,16 \$ en 2005. À cet égard, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, est passé de 4,8 % en 2002 à 4,4 % en 2006, tout en demeurant le plus bas au Québec. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du gouvernement dans la région de Laval ont augmenté de 42,6 % en 2007, une seconde année consécutive de forte augmentation.

Commerce international

La région de Laval a exporté une valeur totale de 1,1 G\$ en 2005 (donnée la plus récente), soit 1,5 % des exportations québécoises. Par rapport à 2004, la valeur des exportations avait progressé de 4,2 %. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région de Laval : 88,5 % des exportations lavalloises sont livrées aux États-Unis. Les exportateurs manufacturiers de la région innovent et se modernisent afin d'accroître leur compétitivité malgré l'appréciation du dollar canadien et l'augmentation des coûts de production.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

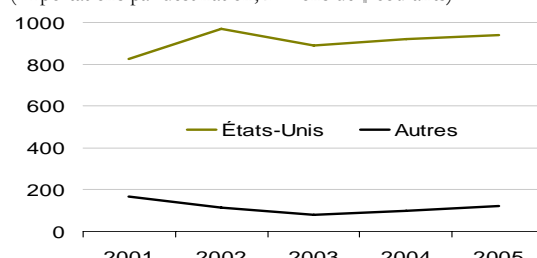
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

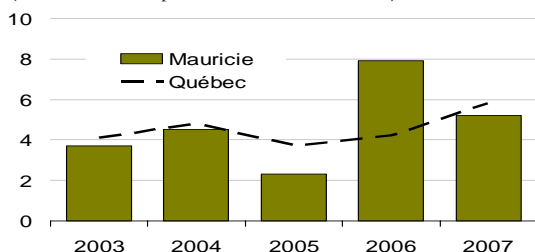


Source: ISQ

Mauricie

Graph. 1 : Croissance économique

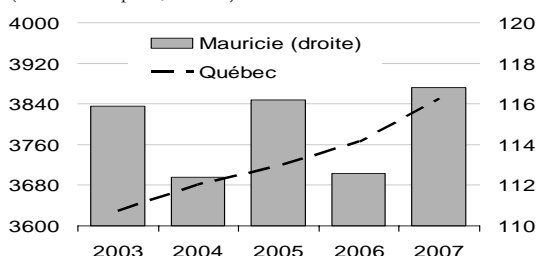
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

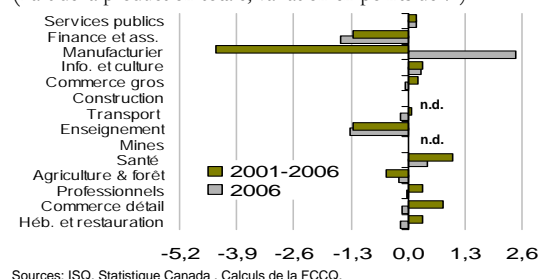
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

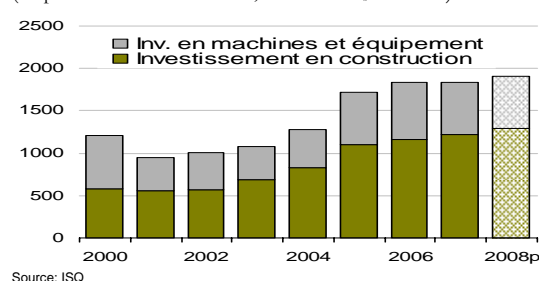
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Papetière
- Transformation des métaux

Principaux défis

- Faible croissance démographique
- Diversification économique
- Développer l'entrepreneuriat

Bilan

La croissance économique de la Mauricie a ralenti en 2007 après une forte augmentation en 2006. Plusieurs facteurs minent l'économie de la région: une croissance nulle de la population, un taux de chômage élevé, un faible niveau d'entrepreneuriat et un rapport de dépendance économique élevé. La région déploie, cependant, des efforts pour diversifier son secteur manufacturier et investit de plus en plus en recherche et développement. La croissance démographique, la diversification économique et le développement de l'entrepreneuriat sont des enjeux importants dans cette région.

Croissance économique

La croissance économique de la Mauricie a ralenti en 2007 après une forte augmentation en 2006. Le PIB de la région a augmenté de 5,2 %, comparativement à une hausse 7,9 % en 2006. Le PIB a atteint 7,9 G\$, soit 2,8 % du PIB québécois en 2007. Entre 2002 et 2007, le taux de croissance annuel moyen a été de 4,7 %, légèrement au-dessus du taux de croissance pour l'ensemble du Québec (4,5 %). L'économie de la Mauricie est présentement en pleine transformation. Les industries de la fabrication de produits en bois, de meubles, de vêtements, d'aluminium et de pâtes et papiers ont longtemps été les piliers de l'économie de la Mauricie, mais ces industries connaissent aujourd'hui des difficultés suite à l'internationalisation et l'intensification de la concurrence des pays en émergence. L'appréciation du dollar canadien, la hausse des coûts de production

et la désuétude de l'équipement ont également miné la compétitivité de ces industries. Par contre, le développement de nouveaux créneaux réussit à atténuer le déclin de ces industries, dites traditionnelles. Par ailleurs, le secteur de la construction résidentielle est en plein essor dans la région de la Mauricie: la valeur des permis de bâtir a augmenté de 12,5 % en 2007, après un forte hausse de 24,4 % en 2006. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,8 % entre 1997 et 2006, très légèrement au-dessus de la moyenne québécoise.

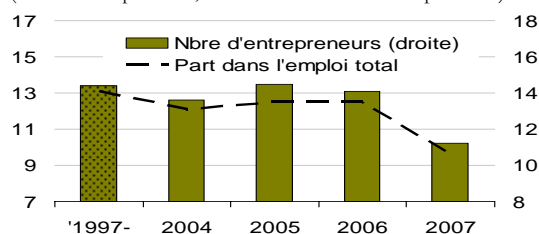
Orientation de la structure industrielle

La région de la Mauricie se distingue de l'ensemble du Québec par une présence manufacturière plus importante. La proportion des emplois dans ce

Mauricie

Graph. 5 : Entrepreneuriat

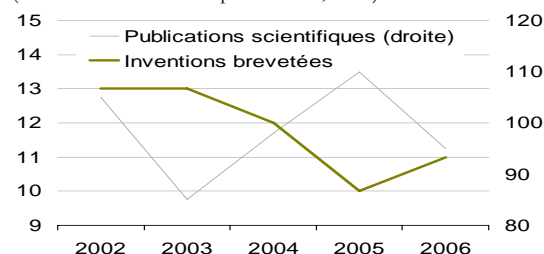
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Haut-St-Maurice
- Maskinongé
- Trois-Rivières

Créneaux

d'excellence

- Papier à valeur ajoutée et technologie associées
- Technologies de transformation des métaux (magnésium et titane)
- Hydrogène et électrotechnologies
- Meuble
- Bioprocédés industriels

secteur a atteint 18,7 % en 2007. Le secteur manufacturier de la Mauricie a longtemps été concentré dans les industries traditionnelles, mais les efforts de diversification des dernières années commencent à porter fruit. Les industries liées à l'exploitation et à la transformation des ressources naturelles restent, toutefois, très importantes dans l'économie de la région. Les secteurs économiques se répartissent de manière inégale sur le territoire de la Mauricie. Le secteur des services occupe une part plus importante de l'économie à Shawinigan et Trois-Rivières, alors que le secteur primaire est beaucoup plus important dans les MRC des Chenaux et de Maskinongé pour l'agriculture et dans la région de La Tuque pour la foresterie. Avec une diminution de 16,0 % des possibilités de coupes forestières et une concurrence étrangère de plus en plus exacerbée, l'industrie de l'exploitation forestière a investi des sommes importantes dans la modernisation des équipements et la mécanisation des tâches. Dans le secteur manufacturier, certaines industries traversent une période difficile : par exemple, les industries manufacturières du vêtements, du bois, des pâtes et papiers et des meubles. Cependant, l'établissement de nouvelles entreprises dont les activités sont liées à l'industrie aérospatiale apporte une plus grande diversification et une meilleure stabilité économique à la région de la Mauricie.

Main d'œuvre

Entre 2001 et 2007, la population de la Mauricie a crû de 0,4 % pour atteindre 261 149 habitants. Cette stagnation démographique s'explique par un faible solde migratoire, une population vieillissante et un nombre de décès supérieur au nombre de naissances. Suite à une diminution de 3,1 %, l'emploi a crû de 3,7 % en 2007, pour s'établir à 116 800 emplois.

Facteurs de productivité

La région de la Mauricie a généré des dépenses en immobilisation de 1,8 G\$ en 2007, légèrement en hausse par rapport à 2006 (0,5 %). Les investissements devraient, cependant, augmenter davantage en 2008 avec une hausse anticipée de 3,2 %. La région compte sur les PME pour assurer la relève des grandes entreprises dans le secteur manufacturier et sur la présence de centres de recherche pour stimuler le secteur tertiaire. Les investissements en machines et équipement se sont chiffrés à 623 M\$ en 2007, soit une diminution de 7,3 % par rapport à l'année précédente. Par contre, entre 2002 et 2007, ces investissements ont progressé de 40,1 % comparativement à 18,4 % pour l'ensemble du Québec. Selon les intentions d'investissement, les dépenses d'immobilisation en machines et équipement devraient diminuer de nouveau en 2008 (-1,7 %). Cette diminution est une mauvaise nouvelle pour la Mauricie puisque ces investissements constituent un levier important de la productivité et de la compétitivité des entreprises.

Les investissements en construction ont augmenté significativement au cours de la dernière décennie (131,2 %). Ils ont atteint 1,2 G\$ en 2007. Une large part de ce montant est allée à la construction résidentielle. Notons, entre autres, le projet de l'immeuble résidentiel Jardins du Campanile (15 M\$). D'autres projets vont également soutenir les investissements en construction au cours des prochaines années. Notons, le développement récréo-touristique Cité de l'Émerillon (300 M\$), les projets hydro-électriques de Chute-Allard et de Rapide-des-Cœurs (700 M\$) et la rénovation de barrages par d'Hydro-Québec (179 M\$).

Mauricie

Entrepreneuriat

La présence de grandes entreprises manufacturières a toujours eu une influence négative sur le niveau d'entrepreneuriat de la Mauricie. En effet, la région détenait en 2007 la cinquième plus faible proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – i.e. la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – parmi les régions du Québec. Seuls la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue ont un plus faible niveau d'entrepreneuriat. La Mauricie a perdu au cours de la dernière année plus de 2 900 entrepreneurs.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la Mauricie se chiffraient à 78,5 M\$ en 2004 (la donnée la plus récente), soit 1,9 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Celles-ci ont crû de 133,7 % entre 2000 et 2004, une croissance beaucoup plus élevée que celle de l'ensemble du Québec (18,3 %). Le nombre d'inventions brevetées et de publications scientifiques progresse en Mauricie. La présence d'un nouveau pavillon de la santé, d'un centre intégré en pâtes et papiers à l'Université du Québec à Trois-Rivières et d'une Technopôle dans la Vallée-du-Saint-Maurice stimule l'innovation et la recherche et développement dans la région de la Mauricie.

Intervention gouvernementale

Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix

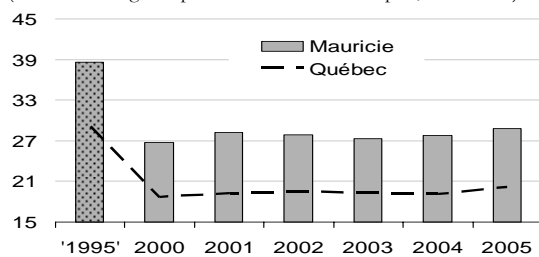
dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 38,63 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 28,82 \$ en 2005. Par contre, le rapport de dépendance économique de la Mauricie demeure le troisième plus élevé au Québec, après ceux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Bas-St-Laurent. Le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006, passant de 12,2 % à 11,3 %. Le taux d'assistance-emploi demeure, cependant, le deuxième plus élevé au Québec. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du gouvernement dans la région de la Mauricie ont augmenté légèrement en 2007 (+2,4 %). Notons que les investissements du gouvernement avaient augmenté de 80,1 % en 2005; par conséquent, le niveau actuel des dépenses en immobilisation du gouvernement demeure historiquement élevé.

Commerce international

La région de la Mauricie a exporté des biens pour une valeur totale de 1,9 G\$ en 2005 (donnée la plus récente), soit 2,7 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a progressé de 6,9 % en 2005. Presque la totalité des exportations de la région vont aux États-Unis (98,6 %). Malgré l'appréciation du dollar canadien et la concurrence des pays en émergence, la région est parvenue à augmenter le niveau de ses exportations entre 2003 et 2005. Cependant, avec l'actuel ralentissement économique aux États-Unis, il est fort probable que les exportations de la région diminueront en 2008.

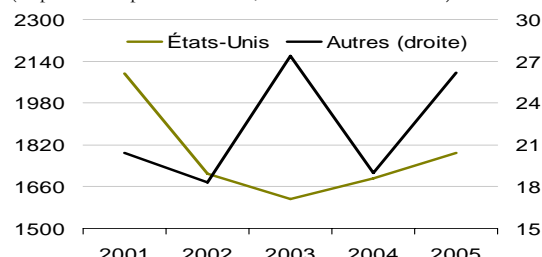
Graph. 7 : Intervention gouvernementale

(Transferts du gouv. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Graph. 8 : Commerce international

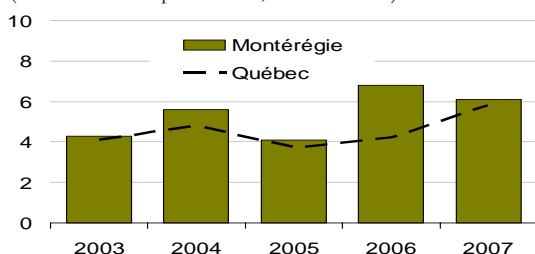
(Exportations par destination, millions de \$ courants)



Montérégie

Graph. 1 : Croissance économique

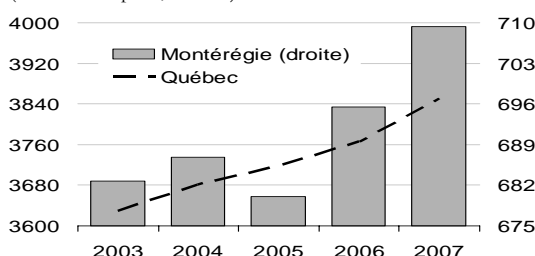
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

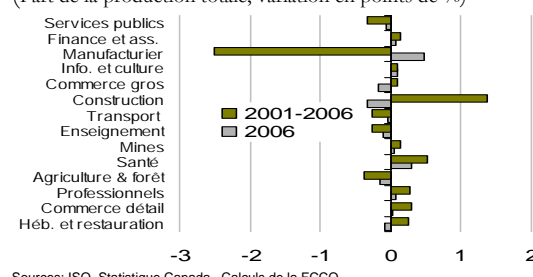
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

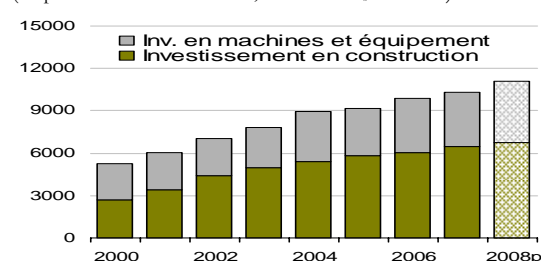
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Agroalimentaire
- Aéronautique
- Bioalimentaire

Principaux défis

- Relève entrepreneuriale, particulièrement en agriculture
- Accroître l'autonomie de la région vis-à-vis Montréal
- Diversification économique
- Gestion de la croissance démographique et de l'étalement urbain

Bilan

Pour une septième année d'affilée, l'économie de la Montérégie a progressé plus rapidement que celle du Québec dans son ensemble. Plusieurs facteurs expliquent le dynamisme de la région : une croissance démographique soutenue, un bas taux de chômage, la création de plusieurs emplois, un bassin d'entreprises de haute technologie et de nombreux centres de recherche. La relève entrepreneuriale, particulièrement dans l'industrie agricole, et l'autonomie de la région vis-à-vis Montréal font partie des principaux enjeux de la région.

Croissance économique

Pour une septième année consécutive, l'économie de la Montérégie a progressé plus rapidement que celle du Québec. Bien que la croissance du PIB de la Montérégie ait ralenti de 6,8 % en 2006 à 6,1 % en 2007, celle-ci reste supérieure à la croissance du Québec (5,8 % en 2007). La région affiche d'ailleurs un taux de croissance annuel moyen de 5,4 % entre 2002 et 2007, ce qui la classe au quatrième rang des régions à ce chapitre. Le PIB a atteint 43,2 G\$ en 2007, soit 15,5 % du PIB québécois. Le dynamisme de la région est alimenté par différents facteurs, entre autres : la proximité de Montréal, l'arrivée de nouveaux immigrants, l'exode des Montréalais vers les banlieues, la présence de plusieurs entreprises de haute technologie et le développement du potentiel récréotouristique de la région. L'étalement urbain, la multiplication des parcs industriels sur l'ensemble du

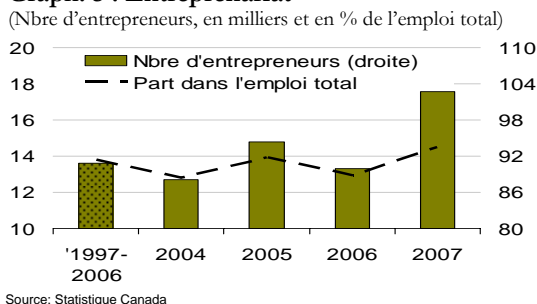
territoire et la croissance démographique ont également contribué à la croissance économique de la Montérégie. Étant donné le faible taux d'inoccupation, la construction résidentielle a été vigoureuse sur la Rive-Sud de Montréal. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,9 % entre 1997 et 2006, légèrement au-dessus de la moyenne québécoise (3,7 %).

Orientation de la structure industrielle

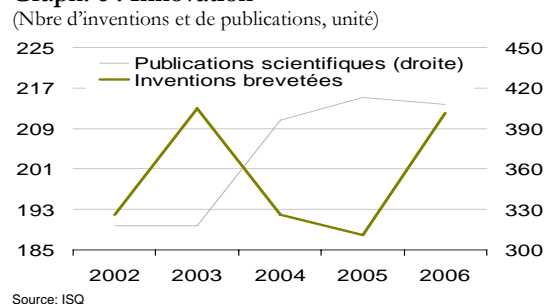
La répartition des travailleurs de la Montérégie en fonction des secteurs économiques est semblable à celle du Québec dans son ensemble. L'économie de la région de la Montérégie s'oriente autour de l'industrie agricole et d'un secteur manufacturier relativement diversifié. Au cours des prochaines années, l'importance du secteur primaire devrait

Montérégie

Graph. 5 : Entrepreneuriat



Graph. 6 : Innovation



Principales

chambres de commerce dans la région

- Haut Richelieu
- Maskoutains
- Rive-Sud

Créneaux

d'excellence

- Bioalimentaire
- Transformation des métaux ferreux et nouveaux matériaux associés
- Fabrication à haute valeur ajoutée en aéronautique
- Technologies avancées de matériel de transport terrestre
- Cinéma
- Fabrication à haute valeur ajoutée de composantes microélectronique

décroître. La Montérégie est un acteur important de l'industrie agricole. On y trouve le quart des emplois en agriculture au Québec. Les principales activités agricoles dans la région sont l'élevage porcin, l'élevage de volailles, les fermes laitières et les grandes cultures végétales.

Le secteur manufacturier, quant à lui, occupe près d'un travailleur sur cinq. Les industries manufacturières les plus prometteuses sont celles de la fabrication d'avions, de produits informatiques et électroniques et de produits métalliques. On observe une tendance à la baisse dans les industries manufacturières traditionnelles et un déplacement de la production vers les industries à plus forte valeur ajoutée, telle celle de l'aéronautique.

Enfin, la croissance démographique a des répercussions favorables sur le secteur de la construction résidentielle et celui des services aux particuliers.

Main-d'œuvre

Entre 2001 et 2007, la population de la Montérégie a crû de 6,9 %. Elle atteignait 1 403 360 habitants en 2007, soit 18,2 % de la population totale du Québec. La croissance de la population s'explique par un solde migratoire positif et un nombre plus élevé de naissances que de décès. En 2007, 6 516 personnes se sont nouvellement établies dans la région.

Près de 14 000 emplois ont été créés dans la région en 2007, une augmentation de 2,0 % par rapport à 2006. Le taux de chômage est passé de 7,3 % en 2006 à 6,1 % en 2007. À titre de comparaison, le taux de chômage du Québec est passé de 8,0 % à 7,2 %.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont progressé de 3,9 % en 2007, après une hausse de 7,7 % en 2006, pour atteindre 10,2 G\$. La proportion des investissements québécois effectués dans la région de la Montérégie a augmenté au cours des dernières années. Alors qu'elle n'était que de 14,6 % en 1997, les investissements dans la région de la Montérégie représentaient 18,3 % du total des investissements au Québec en 2007. La Montérégie se classe ainsi au deuxième rang, après Montréal, au chapitre des investissements en 2007.

Les investissements en machines et équipement se sont chiffrés à 3,8 G\$ en 2007, soit une diminution de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Selon les intentions d'investissement, ce type d'investissement devrait augmenter de 13,9 % en 2008. L'implantation et la modernisation d'usines de 2^{ème} et de 3^{ème} transformation accéléreront les investissements en machines et équipement dans le secteur manufacturier.

Les investissements en construction sont également en forte croissance. En 2007, ils ont augmenté de 6,9 % pour atteindre 6,4 G\$. Cette hausse devrait se poursuivre en 2008. Le marché résidentiel demeure vigoureux avec la construction de maisons unifamiliales, de copropriétés et d'unités locatives. Notons, entre autres, les projets de Brossard sur le Golf, les Domaines de la Rive-Sud et le Cercle des Cantons. L'étalement urbain entraînera une hausse des investissements dans les infrastructures routières (ex. 135 M\$ sur l'Autoroute 30 et 115 M\$ pour le réaménagement de l'échangeur Taschereau et de l'Autoroute 10).

Montérégie

Entrepreneuriat

La relève entrepreneuriale est un enjeu important dans la région de la Montérégie, où la population vieillit également. Près de 18 % des propriétaires d'entreprises en Montérégie sont âgés de plus de 55 et la relève entrepreneuriale serait parmi les plus faibles au Québec. La région de la Montérégie détenait en 2007 une proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – de 14,5 %, ce qui est supérieur à la proportion dans l'ensemble de la province. La région de la Montérégie se caractérise par un grand nombre de travailleurs autonomes. On y trouve 18,7 % de l'ensemble des travailleurs autonomes au Québec.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la Montérégie se chiffraient à 657,9 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 15,7 % de l'ensemble des dépenses de R-D industrielles au Québec. Celles-ci ont augmenté de 37,8 % entre 2000 et 2004, comparativement à une hausse de 18,3 % dans l'ensemble du Québec. L'innovation s'enracine de plus en plus dans la région de la Montérégie avec un nombre croissant d'inventions brevetées et de publications scientifiques. La région compte de nombreux établissements de recherche et détient une réputation mondiale en agroalimentaire. Notons, entre autres, l'Institut de technologie agroalimentaire, la Faculté de médecine vétérinaire, plusieurs centres de recherche privés et la présence du Conseil national de recherche du Canada (CNRC) et de l'Institut national de recherche scientifique (INRS).

Intervention gouvernementale

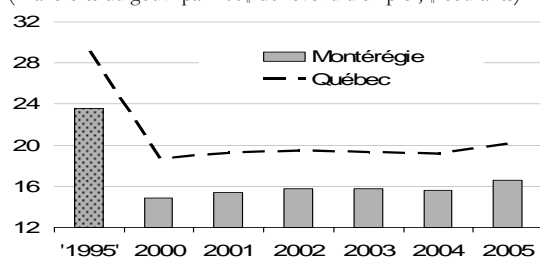
Le rapport de dépendance économique a considérablement diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 23,55 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 16,62 \$ en 2005 (donnée la plus récente). Le taux d'assistance-emploi a également diminué entre 2002 et 2006, passant de 6,1 % à 5,4 %. Par ailleurs, les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 1,5 G\$ en 2007, soit une augmentation de 7,8 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements ont augmenté de 40,0 % depuis 2002, comparativement à 49,3 % dans l'ensemble du Québec.

Commerce international

En 2005 (donnée la plus récente), la Montérégie détenait 15,8 % des entreprises exportatrices québécoises et était responsable de 18,3 % de l'ensemble des exportations de la province. Après Montréal, c'est la région qui exporte le plus au Québec. La Montérégie est moins dépendante au marché américain que plusieurs autres régions : elle livre aux États-Unis 80,5 % de ses exportations. Malgré l'appréciation du dollar canadien et la concurrence des pays émergents, la région est parvenue à accroître la valeur de ses exportations de 15,4 % en 2004 et 5,9 % en 2005. Le nombre d'entreprises exportatrices dans la région a diminué de 6,2 % entre 2001 et 2005, ce qui laisse suggérer qu'il y a eu des consolidations au sein des entreprises exportatrices de la région.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

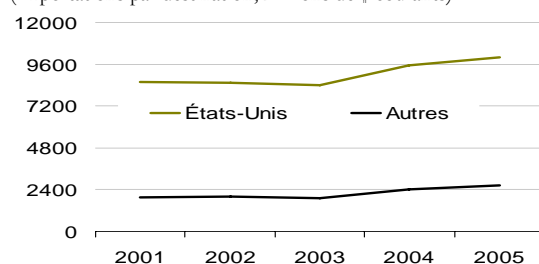
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

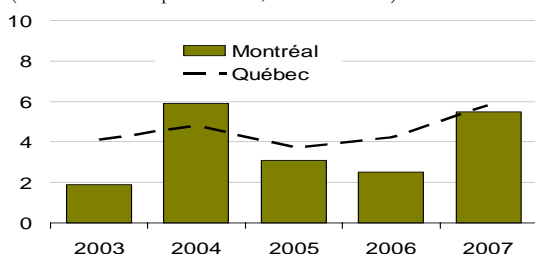


Source: ISQ

Montréal

Graph. 1 : Croissance économique

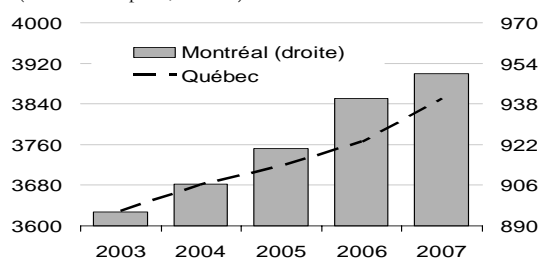
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

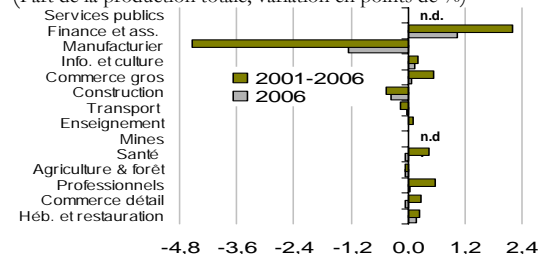
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

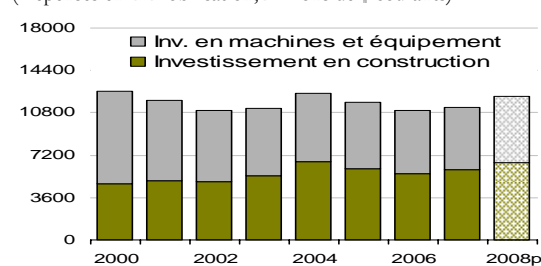
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Aérospatiale
- Transformation avancée des métaux
- Chimique
- Pharmaceutique
- Technologies en informatique et en télécommunication
- Tourisme

Principaux défis

- Hausse des dépenses en immobilisations en machines et équipement
- Déclin du poids démographique et économique
- Difficultés du secteur manufacturier

Bilan

Bien qu'elle soit la plus importante région du Québec, Montréal a vu son poids économique s'affaiblir au cours des dernières années. Pour une troisième année consécutive, Montréal a enregistré une croissance inférieure à celle de l'ensemble du Québec. La croissance de la population est faible, l'augmentation des investissements en machines et équipement est décevante et le déclin des exportations semble se poursuivre. Répondre aux difficultés du secteur manufacturier et freiner l'émigration des Montréalais constituent deux défis pour Montréal.

Croissance économique

La région de Montréal a enregistré une croissance légèrement inférieure à celle de l'ensemble du Québec en 2007. Après une décevante croissance de 2,5 % en 2006, le PIB montréalais a crû de 5,5 % en 2007. La région de Montréal a produit pour un montant total de 98,3 G\$ en 2007, soit 35,2 % du PIB québécois. Entre 2002 et 2007, elle a atteint un taux de croissance annuel moyen de 3,8 %, ce qui la classe au treizième rang des régions à ce chapitre. L'économie de Montréal et son secteur manufacturier continuent à subir les contrecoups de l'appréciation du dollar canadien, de la concurrence des pays à faibles coûts de main-d'œuvre, de la hausse des coûts de production et du ralentissement de l'économie américaine. La croissance dans le secteur des services, notamment les industries de la

finance et des assurances, du commerce et des services professionnels, a contrebalancé les difficultés du secteur manufacturier et a permis à la région d'enregistrer une croissance au cours des dernières années. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 3,2 % entre 1997 et 2006, ce qui est inférieur à la moyenne québécoise de 3,7 %.

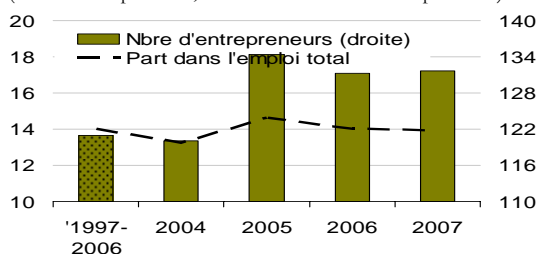
Orientation de la structure industrielle

Montréal est la région la plus importante pour l'économie du Québec avec 20 % des dépenses en immobilisation, 25 % des emplois et 36 % du PIB. L'économie de la région de Montréal est principalement orientée vers les services. En 2007, le secteur tertiaire (i.e. les services) employait 84 % des

Montréal

Graph. 5 : Entrepreneuriat

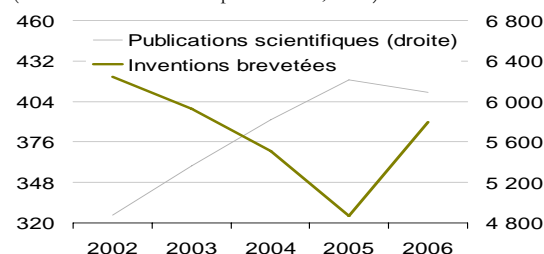
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales chambres de commerce dans la région

- Est de l'Île de Montréal
- Montréal Métropolitain
- Montréal-Nord
- Ouest de l'Île
- Saint-Laurent
- Sud-Ouest de l'Île de Montréal

travailleurs de la région, le secteur manufacturier 13 % et le secteur de la construction 3 %. Un nombre élevé de grandes entreprises caractérise la région de Montréal. On y trouve en effet 41 % de tous les établissements québécois de 200 employés et plus et 33,3 % de tous les établissements québécois employant entre 50 et 199 employés. Le développement de nouveaux créneaux spécialisés dans certaines industries manufacturières à forte valeur ajoutée devrait dynamiser le secteur manufacturier de Montréal. Parmi ces créneaux, notons : l'industrie aérospatiale, la nanotechnologie, la transformation avancée des métaux, les produits chimiques, la pharmaceutique et les technologies informatiques et de télécommunication.

Main-d'œuvre

Entre 2001 et 2007, la population de Montréal a augmenté faiblement de 1,1 %. En 2007, la population de Montréal atteignait 1 871 846 habitants, soit 24,3 % de la population du Québec. Le départ des Montréalais vers les régions limitrophes – i.e. les banlieues – diminue la progression de la population montréalaise. Au net, en 2007, 23 827 habitants ont quitté Montréal. Après une augmentation de 2,2 % en 2006, le nombre d'emplois dans la région de Montréal a diminué de 1,0% en 2007 pour s'établir à 950 000. Au cours des prochaines années, les nombreux projets d'ingénierie – ex. le CHUM, le CUSM, l'Hôpital Ste-Justine et la réfection du réseau routier – créeront des pressions sur le marché de l'emploi des ingénieurs et des gens de la construction, et donc une situation de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisations se sont chiffrées à 11,3 G\$ en 2007, soit une augmentation de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2007, ces investissements ont augmenté de 2,9 % à Montréal, comparativement à une hausse de 38,3 % au Québec. Une solide croissance des dépenses en immobilisation de 8,1 % est toutefois prévue en 2008 dans la région.

Les investissements en machines et équipement ont diminué de 45 M\$ en 2007 pour atteindre 5,3 G\$ en 2007. En dix ans, ces investissements ont fondu de 28,2 % dans la région de Montréal. Une croissance de 5,4 % est prévue pour 2008, mais celle-ci demeure nettement insuffisante pour compenser le sous-investissement chronique des dernières années. Rappelons que les investissements en machines et équipement sont un levier important de la productivité et de la compétitivité des entreprises.

À 6,0 G\$, les investissements en construction ont atteint un niveau record dans la région de Montréal. Celle-ci comptait en 2007, 18 chantiers de plus de 100 M\$, soit 22 % de tous les chantiers de cette importance au Québec. Plusieurs projets d'investissement sont en cours ou en voie d'exécution. Notons, entre autres, les projets des centres hospitaliers, le prolongement de l'autoroute 25, l'agrandissement des installations du Port de Montréal, les projets de transport en commun et les nombreux développements résidentiels (ex. le Faubourg-des-Prairies, les Jardins Windsor et le Quartier Parisien).

Montréal

Entrepreneuriat

L'activité entrepreneuriale de la région de Montréal est légèrement supérieure à la moyenne québécoise. En 2007, Montréal détenait une proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – de 13,9 %, comparativement à la moyenne québécoise de 12,9 %. En 2007, 500 nouveaux entrepreneurs se sont installés à Montréal, augmentant le nombre total d'entrepreneurs à 131 700 personnes.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la région de Montréal représentaient 2,6 G\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 62,5 % des dépenses totales de R-D intra-muros industrielles de la province. La région produit davantage d'articles scientifiques et maintient, année après année, un nombre élevé d'inventions brevetées. La présence de quatre universités, de plusieurs écoles spécialisées et de centres de recherche est un facteur déterminant pour l'innovation de Montréal, qui est d'ailleurs la région où se concentre la R-D au Québec. Montréal possède un large bassin de personnes ayant un haut niveau de scolarité, ce qui y rend le recrutement de main-d'œuvre qualifiée en R-D plus facile. Au cours des prochaines années, le développement de la Technopôle Ville-Marie au côté du CHUM - dont le but est d'aider à la commercialisation des découvertes faites au CHUM – et le développement de chaires de recherche en santé à l'Université de Montréal devraient accroître la diffusion et la commercialisation des innovations à Montréal.

Intervention gouvernementale

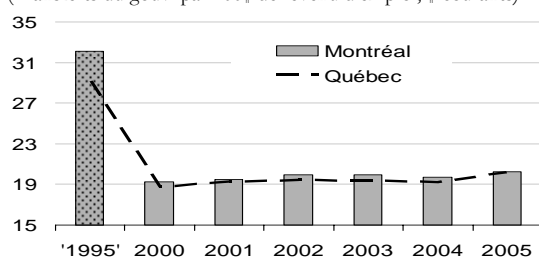
Le rapport de dépendance économique a fortement diminué au cours des dix dernières années, passant de 32,09 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi en 1995 à 20,24 \$ en 2005. Par contre, le rapport de dépendance économique demeure supérieur à la moyenne québécoise dans la région de Montréal. Le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a également diminué entre 2002 et 2006, passant de 11,3 % à 10,3 %. Par ailleurs, les dépenses en immobilisations du gouvernement dans la région de Montréal ont fortement augmenté de 18,0 % en 2007. Les investissements publics devraient continuer à augmenter à Montréal avec le plan quinquennal de redressement des infrastructures du gouvernement du Québec et les nombreux projets d'envergure annoncés dans la région.

Commerce international

Avec 34,9 % des entreprises exportatrices du Québec sur son territoire, la région de Montréal est responsable de 34,0 % des exportations du Québec en 2005 (donnée la plus récente). Montréal est moins dépendante que les autres régions du Québec au marché américain : 79,1 % de ses exportations sont livrées aux États-Unis. Néanmoins, la valeur des exportations de la région a diminué de 27,2 % entre 2001 et 2005, soit une décroissance annuelle moyenne des exportations de 7,6 %. Parmi l'ensemble des régions du Québec, seule l'Outaouais a vu ses exportations décroître plus rapidement que celles de Montréal au cours de cette période où le dollar canadien s'est fortement apprécié.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

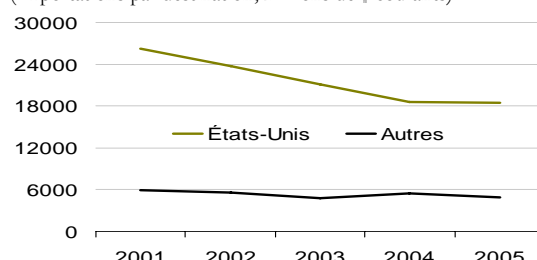
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

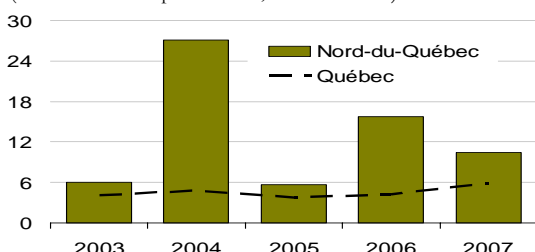


Source: ISQ

Nord-du-Québec

Graph. 1 : Croissance économique

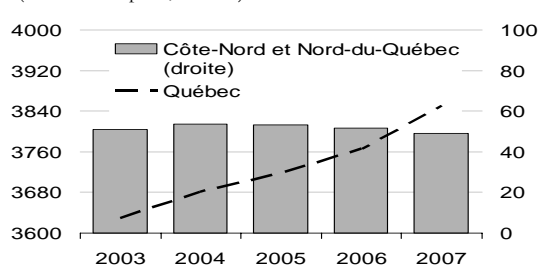
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

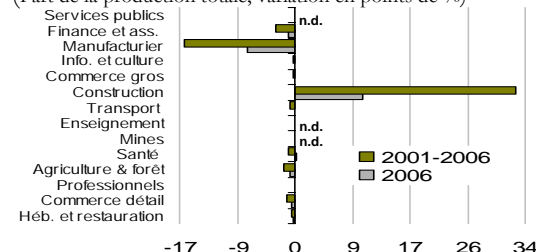
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

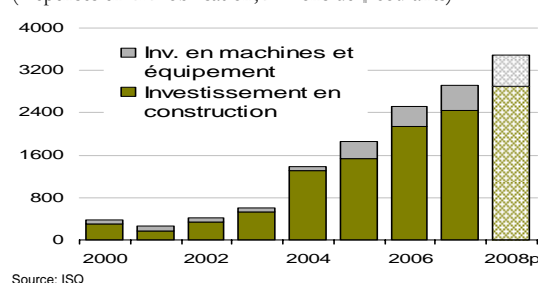
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Forestière
- Minière
- Hydroélectricité
- Transport

Principaux défis

- Solde migratoire négatif
- Distance et problème de transport
- Faible entrepreneuriat
- Gestion des grands chantiers de construction

Bilan

La région du Nord-du-Québec connaît présentement une période de forte croissance. Elle a d'ailleurs enregistré en 2007 la plus forte croissance économique parmi les régions du Québec. La région profite d'une reprise des activités d'exploration et d'exploitation minière et d'investissements publics importants dans les infrastructures hydroélectriques. Le solde migratoire négatif, le faible niveau d'entrepreneuriat et la gestion des nombreux projets miniers et hydroélectriques constituent les principaux défis du Nord-du-Québec.

Croissance économique

Pour une seconde année consécutive, la région du Nord-du-Québec a connu en 2007 la plus forte croissance économique parmi l'ensemble des régions du Québec. Le PIB a crû de 10,4 %, une performance remarquable puisqu'il avait déjà augmenté de 15,8 % l'année précédente. Sans l'ombre d'un doute, la région connaît une période de forte croissance. D'ailleurs, sur la période 2002-2007, elle se classe au premier rang des régions avec un taux de croissance annuel moyen de 12,7 %, presque trois fois plus élevé que celui de l'ensemble du Québec. La région profite de l'abondance de ressources naturelles sur son territoire et d'investissements importants dans les infrastructures hydroélectriques. L'appréciation du prix des métaux relance la réouverture des anciennes mines ainsi que la recherche et le développement de nouveaux

gisements. Ce boum minier et énergétique propulse les dépenses en immobilisation et la création d'emploi dans la région. La progression du revenu des ménages est plutôt faible, mais la multiplication d'emplois bien rémunérés dans le secteur minier devrait augmenter le revenu des ménages au cours des prochaines années.

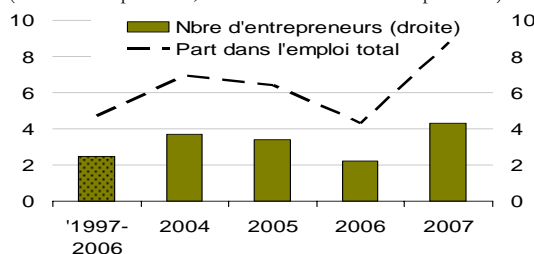
Orientation de la structure industrielle

La région du Nord-du-Québec dépend principalement de deux secteurs. Le premier est le secteur primaire, qui occupe 9,0 % des travailleurs de la région et qui se concentre dans l'industrie minière, l'industrie de l'exploitation forestière et celle de la pêche. L'augmentation de la demande de minerais à l'échelle mondiale, qui pousse le prix des métaux (ex. fer, or, cuivre, zinc et aluminium) à la hausse, a

Nord-du-Québec

Graph. 5 : Entrepreneuriat

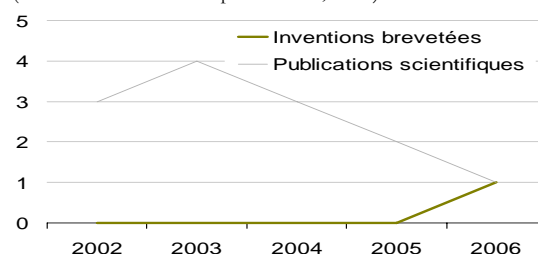
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Chibougamau
- Radisson

Créneaux d'excellence

- Cogénération, valorisation des résidus et première transformation du bois
- Tourisme nordique: diversité culturelle et d'aventure
- Consolidation et diversification de l'exploration et de l'exploitation minières en milieu nordique

entraîné un regain des dépenses en immobilisation et a relancé l'industrie minière dans la région du Nord-du-Québec. Les investissements ont fortement augmenté au cours des dernières années afin de relancer des mines fermées, de moderniser d'autres dont le rendement avait diminué, de trouver et développer de nouveaux gisements et de former une main-d'œuvre qualifiée pour l'industrie minière. Par contre, les incertitudes qui planent sur l'industrie de l'exploitation forestière jettent une ombre sur les résultats du secteur primaire. En effet, le contentieux canado-américain sur le bois d'œuvre, les revendications territoriales des autochtones et la réduction des droits de coupes imposée à la suite du rapport Coulombe ont fortement affecté le potentiel de croissance de l'industrie de l'exploitation forestière dans le Nord-du-Québec.

Le secteur des services publics, qui est constitué en grande partie de la production, du transport et de la distribution d'électricité, connaît également un regain dans la région du Nord-du-Québec. La réalisation et la réfection de complexes hydroélectriques (ex. Eastmain 1-A et La Sarcelle) entraînent des retombées importantes sur le secteur de la construction et l'économie entière du Nord-du-Québec.

Main-d'œuvre

Entre 2001 et 2007, la population du Nord-du-Québec a crû de 3,8 %, pour atteindre 40 913 habitants en 2007. Les nombreuses naissances ont contrebalancé le solde migratoire négatif. La région connaît présentement un boum minier et énergétique qui nécessite un nombre croissant de travailleurs. Cette situation risque de se traduire par une pénurie de main-d'œuvre importante. Il apparaît nécessaire

pour la région de se doter de mécanismes afin de veiller au bon développement des projets et d'allouer efficacement les ressources requises à ces projets afin d'éviter tout retard. Malgré les belles perspectives du marché du travail dans le Nord-du-Québec, le niveau d'emploi a diminué et le taux de chômage reste élevé sur le territoire combiné du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord.

Facteurs de productivité

La région du Nord-du-Québec a vu le niveau d'investissement réalisé sur son territoire augmenter de manière impressionnante au cours des dernières années. Le secteur public et le secteur privé ont tous deux augmenté leurs dépenses d'immobilisation : le secteur public dans les projets hydroélectriques et le secteur privé dans les projets miniers. Les investissements dans le Nord-du-Québec, qui ont atteint 2,9 G\$ en 2007, ont été multipliés par onze au cours des dix dernières années. La part des investissements de la région dans l'ensemble des investissements au Québec est passée de 0,8 % en 1998 à 5,2 % en 2007.

Les investissements de type construction constituent la majeure partie des nouvelles dépenses en immobilisation effectuées dans le Nord-du-Québec. La région profitera des retombées associées à la construction des nouveaux barrages hydroélectriques Eastmain 1-A et La Sarcelle et aux nombreux travaux d'exploration et d'exploitation minière, notamment Éléonore et Raglan. Les difficultés dans l'industrie forestière devraient atténuer la progression des investissements. Celles-ci devraient se poursuivre avec, entre autres, la fermeture de Domtar à Label-sur-Quévillon.

Nord-du-Québec

Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat sur le territoire combiné de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec est relativement faible et varie peu. Les deux régions détenaient en 2007 la troisième plus faible proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – i.e. la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – au Québec. Notons, toutefois, que plus de 2 200 nouveaux entrepreneurs se sont installés dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec en 2007. Les hauts salaires dans l'industrie minière et l'éloignement constituent deux facteurs qui découragent l'entrepreneuriat dans ces régions.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ont totalisé 11,4 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 0,3 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel québécois. L'économie de ces régions, étant axée sur l'exploitation des ressources naturelles, possède peu d'infrastructures et de main-d'œuvre qualifiée pour effectuer de la R-D et stimuler l'innovation. Le petit nombre de publications scientifiques et d'inventions brevetées reflète bien cet état de fait.

Intervention gouvernementale (axe 6)

On note une amélioration au niveau de la dépendance de la région par rapport aux transferts gouvernementaux. En effet, le rapport de

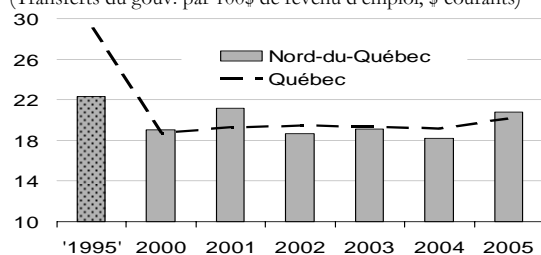
dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a diminué au cours des dix dernières années et est passé de 22,35 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi en 1995 à 20,79 \$ en 2005. De plus, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006, passant de 6,3 % à 5,3 %. Les dépenses en immobilisations du secteur public dans la région de la Côte-Nord ont augmenté de 12,1 % en 2007 et devraient augmenter de 12,7 % en 2008.

Commerce international

Au cours des dernières années, en plus de l'éloignement territorial, les exportateurs de la région du Nord-du-Québec ont dû conjuguer avec l'appréciation du dollar canadien, la diminution des droits de coupes forestières et la chute du prix du papier journal. L'augmentation du prix des métaux a gonflé, cependant, la valeur nominale des exportations de la région. Le développement de nouveaux créneaux spécialisés, dans la deuxième et troisième transformation des métaux par exemple, permettrait à la région de diversifier ses exportations et d'accroître son potentiel de croissance. Par ailleurs, la crise immobilière et le ralentissement économique aux États-Unis auront un impact négatif sur les exportations de produits de bois dans la région.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

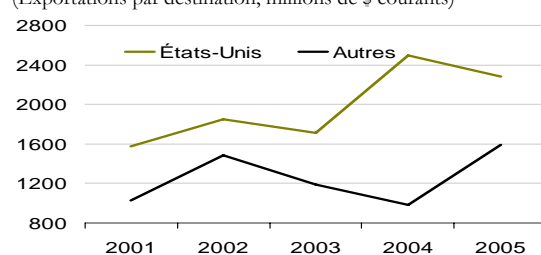
(Transferts du gouv. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international*

(Exportations par destination, millions de \$ courants)



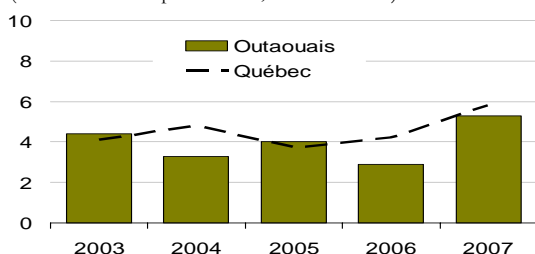
Source: ISQ

* Inclus Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Outaouais

Graph. 1 : Croissance économique

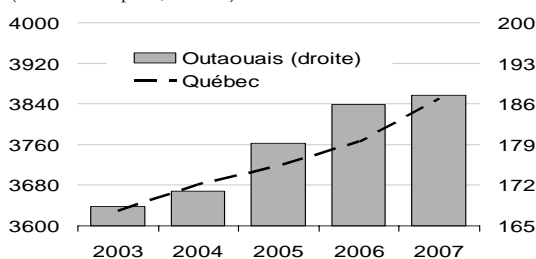
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

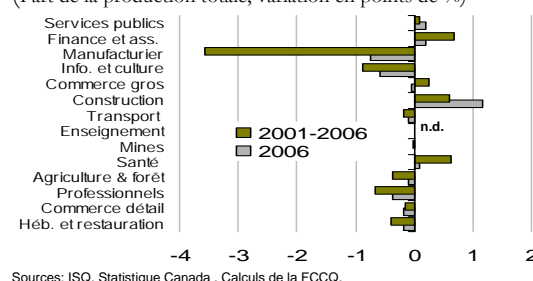
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

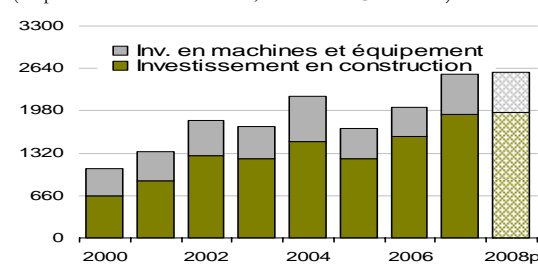
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Sources: ISQ

Principales industries

- Administration publique
- Forestière
- Pâtes et Papier
- Tourisme
- Technologie de l'information

Principaux défis

- Rareté de main d'œuvre qualifiée
- Conversion technologique des procédés de fabrication
- Diversification économique
- Rareté du capital de risque

Bilan

Une croissance démographique soutenue, des investissements publics et privés importants, un secteur de la construction fortement sollicité et une hausse marquée du revenu des ménages ont permis à la région de l'Outaouais de poursuivre sa croissance et d'enregistrer en 2007 une hausse de sa production de 5,3 %. La diversification de l'économie, la rareté de la main-d'œuvre qualifiée, le manque de capital de risque et la modernisation des entreprises manufacturières sont les principaux enjeux de la région de l'Outaouais.

Croissance économique

En 2007, pour une seconde année consécutive, la croissance économique de l'Outaouais a progressé plus lentement que dans l'ensemble du Québec. L'Outaouais a enregistré une hausse de 5,3 % en 2007 comparativement à 5,8 % pour le Québec. Le PIB n'a augmenté que de 2,9 % en 2006. Le taux de croissance annuel moyen entre 2002 et 2007 a été de 4,0 %. À ce chapitre, l'Outaouais se classe au douzième rang des régions. Le PIB de l'Outaouais a atteint 9,4 G\$ en 2007, soit 3,4 % du PIB québécois. L'Outaouais est interdépendante de l'activité socioéconomique de la région d'Ottawa et jouit depuis une décennie d'une bonne croissance démographique. La présence de la fonction publique fédérale constitue un élément de stabilité dans cette région, ce qui lui permet d'affronter plus facilement les aléas de la conjoncture économique que les autres

régions du Québec. Alors que la reprise de l'industrie des technologies a contribué à l'activité économique de la région, les difficultés dans l'industrie forestière ont limité la croissance économique. La vigueur du secteur de la construction résidentielle a également contribué à la croissance. La valeur des permis de bâtir a augmenté de 22,7 % en 2006 et de 15,6 % en 2007. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 4,3 % entre 1997 et 2006, ce qui est supérieur à la moyenne québécoise de 3,7 %.

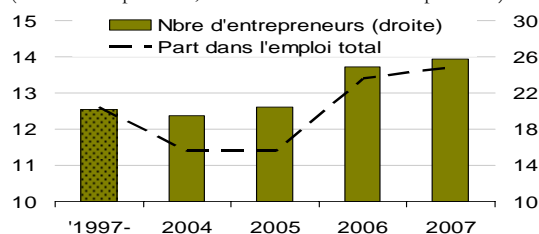
Orientation de la structure industrielle

L'économie de l'Outaouais est d'abord et avant tout de type tertiaire. La région de l'Outaouais est souvent considérée comme l'amalgame de deux entités, soit la ville de Gatineau et le reste du territoire. L'analyse de

Outaouais

Graph. 5 : Entrepreneuriat

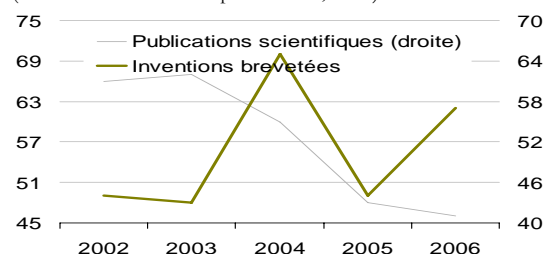
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales chambres de commerce dans la région

- Gatineau
- Maniwaki

Créneaux d'excellence

- Production et transformation du bois de type feuillu
- Technologies langagières
- Intégration des technologies et des processus d'affaires
- Développement de logiciels

son économie porte très souvent sur la performance de la fonction publique - activité économique marquante sur le plan de l'emploi - et sur l'ensemble des activités associées à l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière.

Le secteur primaire est assez marginal. Il compte moins de 2 % de l'emploi total et se concentre dans l'industrie de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Quant au secteur manufacturier, il est peu diversifié et se concentre dans les industries liées à la transformation des ressources de la forêt, comme les industries du bois et des pâtes et papiers. Parmi les autres industries manufacturières sur le territoire de l'Outaouais, celles de la transformation alimentaire et des technologies de l'information offrent des perspectives intéressantes. Par ailleurs, le secteur de la construction occupe également une place de plus en plus grande dans l'économie de la région. En général, on observe dans la structure de l'économie de l'Outaouais un déplacement de l'activité économique des secteurs à haute valeur ajoutée vers les secteurs à plus faible valeur ajoutée, le secteur des services notamment.

Main-d'œuvre

Entre 2001 et 2007, la population de l'Outaouais a crû de 8,2 %. La région comptait 349 377 habitants en 2007. Cette croissance démographique s'explique, entre autres, par un solde migratoire positif et par un nombre de naissances supérieur au nombre de décès. Après avoir augmenté de 3,7 % en 2006, l'emploi a faiblement crû en 2007 (0,9 %) pour s'établir à 187 500 travailleurs. Le taux de chômage est passé de 6,0% en 2006 à 6,3 % en 2007. À titre de comparaison, le taux de chômage est passé de 8,0 % à 7,2 % au Québec.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisations ont progressé de 25,6 % en 2007, après un accroissement de 19,8 % en 2006. À l'image des dix dernières années, les industries tertiaires et du logement (96,2 % des investissements totaux) sont en grande partie responsable de cette croissance. Le lancement de projets résidentiels, l'augmentation des investissements publics et le développement du secteur des services financiers, d'assurances et immobiliers ont stimulé cette croissance. En 2008, les investissements dans la région de l'Outaouais devraient avoir augmenté faiblement de 0,7 % et atteindre 2,6 G\$.

Les investissements en machines et équipement se sont chiffrés à 632 M\$ en 2007, soit une augmentation de 37,9 % par rapport à 2006. Cette belle performance est une bonne nouvelle pour la région puisque ce type d'investissement est un levier important de la productivité et de la compétitivité des entreprises.

Les investissements en construction ont plus que triplés au cours des dix dernières années et ont atteint un niveau record de 2 G\$ en 2007. Plusieurs projets d'investissement sont en cours ou en voie d'exécution dans le secteur résidentiel. Notons, entre autres, les projets à Gatineau de L'escarpement de Limbour (500 M\$) et de Brigil Construction (350 M\$). De nombreux projets d'ingénierie sont également en cours, dont le prolongement de l'autoroute 50 (322,5 M\$), le développement d'un cinquième pont entre Ottawa et Gatineau et divers projets de centres commerciaux (ex. SmartCentres (50,0 M\$)).

Outaouais

Entrepreneuriat

Étant donné que l'économie de l'Outaouais est structurée de la même manière que l'économie du Québec, nous y trouvons un niveau d'entrepreneuriat semblable à celui du Québec dans son ensemble. La région détenait en 2007 une proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – de 13,7 %, près de la moyenne québécoise. Au cours des 10 dernières années, 8 000 nouveaux entrepreneurs se sont installés dans la région.

Depuis l'éclatement de la bulle technologique, le capital de risque se fait rare en Outaouais, d'autant plus que la Caisse de dépôt et de placement du Québec, la Société de diversification économique de l'Outaouais et le Fond de Solidarité de la FTQ se sont retirés de ce type d'investissement. Par conséquent, beaucoup d'entreprises restent à l'état embryonnaire, faute d'avoir trouvé du financement.

Innovation

Les dépenses de recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises de l'Outaouais représentaient 37,7 M \$ en 2004 (donnée la plus récente), soient 0,9 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel de la province. Ces dépenses ont diminué de 29,2 % entre 2001 et 2004. Les chercheurs disposent de peu de financement pour sortir des centres de recherche universitaires et commercialiser leurs découvertes. Le besoin de soutien à l'innovation passe par une plus grande collaboration entre les entreprises et intervenants du milieu de la recherche.

Intervention gouvernementale

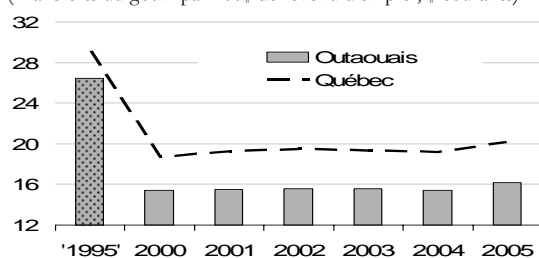
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix dernières années. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 26,48 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu, ils n'en percevaient plus que 16,17 \$ en 2005. De plus, le taux d'assistance-emploi, soit la proportion d'adultes prestataires de l'assurance-emploi sur l'ensemble de la population âgée de 18 à 64 ans, a diminué sensiblement entre 2002 et 2006 passant de 7,6 % à 7,0 %. Par ailleurs, les dépenses en immobilisations du gouvernement dans la région de l'Outaouais ont augmenté substantiellement en 2007 (+50,0 %), et ce pour une seconde année consécutive.

Commerce international

La région de l'Outaouais a exporté des biens pour une valeur totale de 673,8 M\$ en 2005 (donnée la plus récente), soit 1,0 % des exportations québécoises. La valeur des exportations a augmenté de 5,7 % en 2005. Cependant, entre 2001 et 2005, les exportations ont chuté à une rythme annuel moyen de 10,4 %. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de l'Outaouais : 94,8 % des exportations de la région y sont livrées. La concurrence des pays en émergence, l'effondrement du marché immobilier américain, la diminution des droits de coupe forestière, l'appréciation du dollar canadien et la diminution du prix et de la demande de papier journal ont fortement affecté les exportations de la région.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

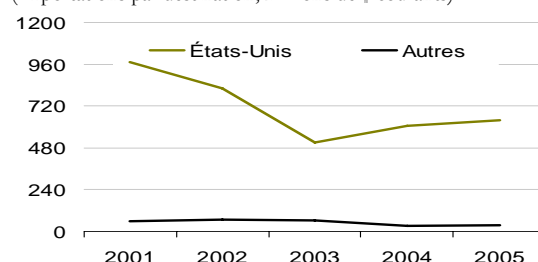
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)

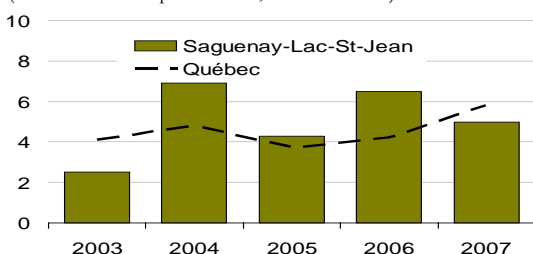


Source: ISQ

Saguenay-Lac-St-Jean

Graph. 1 : Croissance économique

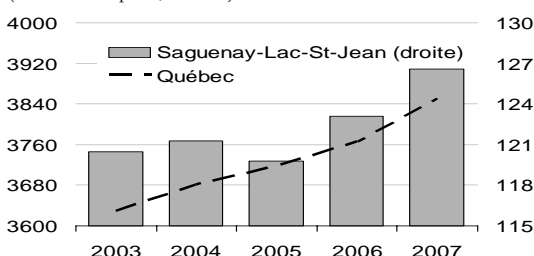
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Sources: ISQ

Graph. 3 : Main-d'œuvre

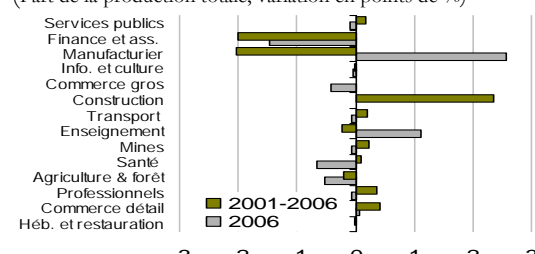
(Niveau d'emplois, milliers)



Sources: ISQ

Graph. 2 : Orientation de la structure industrielle

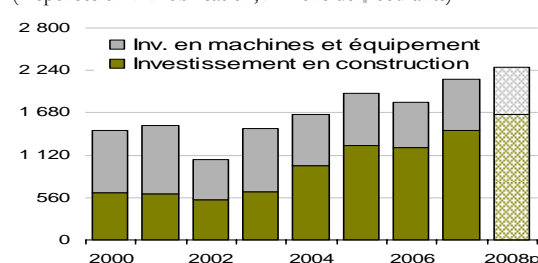
(Part de la production totale, variation en points de %)



Sources: ISQ, Statistique Canada, Calculs de la FCCQ.

Graph. 4 : Facteurs de productivité

(Dépenses en immobilisation, millions de \$ courants)



Source: ISQ

Principales industries

- Produits en bois
- Forestière
- Pâtes et papiers
- Première transformation des métaux

Principaux défis

- Pénurie de main-d'œuvre
- Déclin démographique
- Attraction et rétention des jeunes et des immigrants
- Diversification économique

Bilan

Malgré le déclin de la population, la forte concentration du secteur manufacturier dans quelques industries, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la diminution des exportations, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est parvenue à maintenir une croissance soutenue en 2007, bien qu'elle soit, pour une première fois en quatre ans, inférieure à celle du Québec. La diversification de l'économie, la rareté de la main-d'œuvre qualifiée et le déclin démographique sont les principaux enjeux de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Croissance économique

Après une belle performance en 2006 (6,5 %), l'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean a ralenti son rythme de croissance pour atteindre 5,0 % en 2007. Pour une première fois en quatre ans, le PIB a crû moins rapidement au Saguenay-Lac-Saint-Jean que dans l'ensemble du Québec. Entre 2002 et 2007, le taux de croissance annuel moyen de la région a été de 5,0 %, la cinquième meilleure performance parmi les régions du Québec. Le PIB a atteint 9,1 G\$ en 2007, soit 3,3 % du PIB québécois. L'arrivée à échéance de grands chantiers à la fin des années 90 (ex. l'aluminerie Alcoa, les centrales hydroélectriques et reconstruction urbaine) et le conflit canado-américain sur le bois d'œuvre ont durement affecté la croissance économique de la région. Cependant, la construction de nouveaux barrages hydroélectriques dans le Nord-du-Québec, l'élargissement de la route

175 et l'ajout de nouvelles installations chez Alcan soutiendront l'économie de la région au cours des prochaines années. Par ailleurs, le secteur de la construction a fortement contribué à la croissance de l'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean au cours des dernières années, avec une croissance annuelle moyenne de la valeur des permis de bâtir de 7,6 % entre 2003 et 2007. Le revenu personnel par habitant a crû au rythme annuel moyen de 4,1 % entre 1997 et 2006, ce qui est supérieur à la moyenne québécoise de 3,7 %.

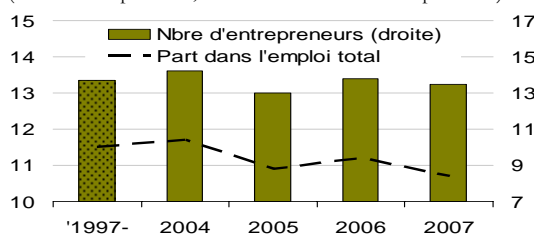
Orientation de la structure industrielle

L'économie de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est principalement orientée vers l'exploitation et la transformation des ressources naturelles. Les principales industries de la région sont la fabrication

Saguenay-Lac-St-Jean

Graph. 5 : Entrepreneuriat

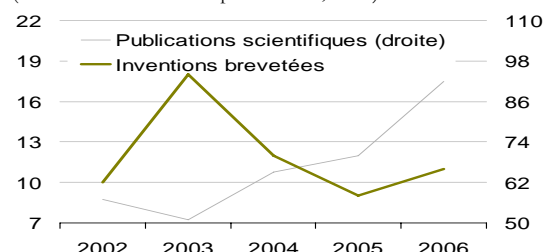
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers et en % de l'emploi total)



Source: Statistique Canada

Graph. 6 : Innovation

(Nbre d'inventions et de publications, unité)



Source: ISQ

Principales

chambres de commerce dans la région

- Chicoutimi
- Lac St-Jean-Est
- Roberval

Créneaux d'excellence

- Transformation de l'aluminium
- Tourisme d'aventure et écotourisme
- Valorisation des innovations génomiques et biomédicales
- Minéraux industriels
- Agriculture nordique
- Produits à valeur ajoutée, 2^{ème} et 3^{ème} transformation du bois des essences de la forêt boréale

de produits en bois, l'aluminium, l'agroalimentaire et le tourisme.

Le secteur primaire est proportionnellement plus important au Saguenay-Lac-Saint-Jean que dans l'ensemble du Québec et se concentre dans l'industrie de l'exploitation forestière et l'industrie agricole. Étant donné la forte concentration des emplois dans l'industrie de l'exploitation forestière, les répercussions de la réduction du potentiel de coupes forestières suite aux recommandations du rapport Coulombe ont été très difficiles pour la région. Le secteur manufacturier est peu diversifié et se concentre fortement autour des industries de la fabrication de produits en bois, des pâtes et papiers et de la première transformation des métaux (i.e. aluminium). Les projets de développement dans la deuxième et troisième transformation, principalement dans l'industrie de l'aluminium, permettront de soutenir la création d'emploi et le développement de nouveaux créneaux à forte valeur ajoutée au cours des prochaines années.

Main d'œuvre

En 2007, la population de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean atteignait 273 434 habitants, soit 3,6 % de la population totale du Québec. Entre 2001 et 2007, la population a diminué de 3,6 %, soit le deuxième plus important déclin démographique au Québec après la Côte-Nord. C'est le vieillissement de la population ainsi qu'un solde migratoire négatif qui expliquent ce recul démographique. Après deux hausses consécutives de 2,8 % en 2006 et 2007, le nombre d'emplois dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'établissait à 126 600. Le taux de chômage est passé de 10,6 % en 2006 à 9,1 % en 2007. Il était de 7,2 % au Québec en 2007.

Facteurs de productivité

Les dépenses en immobilisation ont crû de 17,0 % en 2007 et ont atteint 2,1 G\$ dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Les investissements devraient atteindre près de 2,3 G\$ dans la région en 2008, soit une hausse de 7,4 % par rapport à 2007. Plusieurs projets d'envergure tels des projets hydroélectriques, des projets routiers et des projets de modernisation d'usines sont en cours de réalisation. La région profitera, par exemple, des projets majeurs de modernisation chez Rio Tinto Alcan, des travaux d'élargissement de l'autoroute des Laurentides et de la construction de barrages hydroélectriques dans le Nord-du-Québec.

Les investissements en machines et équipement ont connu une forte croissance en 2007. Après une chute de 14,9 % en 2006, ils ont bondi de 15,6 % en 2007. Les investissements en construction ont crû de 17,6 % en 2007 pour atteindre 1,4 G\$. Cette belle performance s'explique, entre autres, par la construction d'une usine de traitement des brasques à Jonquière (250 M\$) et par le développement de nombreux projets d'ingénierie dans la région.

Le secteur public investira également dans la modernisation des installations militaires de Bagotville, dans la réfection du port d'escale de La Baie et dans la revitalisation des centres urbains de Saguenay, Alma et Dolbeau-Mistassini. Le secteur privé, de son côté, investira dans l'industrie de l'aluminium afin de développer des créneaux à plus forte valeur ajoutée (Alcan, SKL Aluminium et Mecfor) et dans l'industrie touristique, particulièrement au Village Val-Jalbert et au Centre touristique Vauvert.

Saguenay-Lac-St-Jean

Entrepreneuriat

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean compte proportionnellement un peu moins de micro-entreprises (de 1 à 4 employés) que l'ensemble du Québec. La proportion de petites entreprises (entre 5 et 49 employés) dans cette région est, toutefois, supérieure à celle de l'ensemble du Québec. La présence de plusieurs moyennes et grandes entreprises (plus de 50 employés) dans les industries de fabrication de produits en bois, de pâtes et papiers et d'aluminium explique, en partie, pourquoi l'entrepreneuriat est relativement faible dans cette région. En effet, la région détenait en 2007 une proportion d'entrepreneurs dans l'emploi total – la part des propriétaires d'entreprise et des travailleurs autonomes dans l'ensemble des travailleurs – de 10,7 %, une proportion inférieure à la plupart des régions du Québec. La région compte sensiblement le même nombre d'entrepreneurs qu'il y a dix ans.

Innovation

Les dépenses en recherche et développement (R-D) intra-muros industrielles des entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean se sont chiffrées à 64,6 M\$ en 2004 (donnée la plus récente), soit 1,5 % des dépenses totales de R-D intra-muros du secteur industriel du Québec. Les dépenses intra-muros de R-D industrielles du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont augmenté de 63,6 % entre 1997 et 2004, ce qui est légèrement inférieur à la hausse enregistrée dans l'ensemble du Québec (66,2 %). Le nombre de publications scientifiques est en hausse, mais celui des inventions brevetées a diminué au cours des années.

Intervention gouvernementale

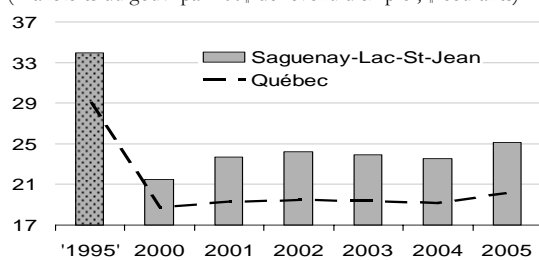
Le rapport de dépendance économique, soit le montant des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, a fortement diminué au cours des dix dernières années, mais demeure supérieur à la moyenne québécoise. Alors que les habitants de la région percevaient en 1995 en moyenne 33,94 \$ en paiements de transferts par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi, ils n'en percevaient plus que 25,10 \$ en 2005. À titre de comparaison, le rapport de dépendance économique pour l'ensemble du Québec était de 20,14 \$ en 2005. Dans la même veine, le taux d'assistance-emploi a diminué de 0,9 point de pourcentage entre 2002 et 2006, passant de 9,2 % à 8,3 %. Les dépenses en immobilisation du secteur public se sont chiffrées à 925 M\$ en 2007, une augmentation de 5,6 % par rapport à l'année précédente. Les investissements publics ont augmenté de plus de 155,0 % depuis 2004 dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. À titre de comparaison, ils n'ont augmenté que de 30,0 % depuis 2004 dans l'ensemble de la province.

Commerce international

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean a exporté pour une valeur totale de 2,6 G\$ en 2005 (donnée la plus récente), soit 3,7 % de la valeur totale des exportations québécoises. Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la région: 95,4 % des exportations du Saguenay-Lac-Saint-Jean y sont livrées. La valeur des exportations a crû fortement depuis 2001 étant donné l'augmentation du prix et de la demande des métaux de base, dont l'aluminium que produit la région.

Graph. 7 : Intervention gouvernementale

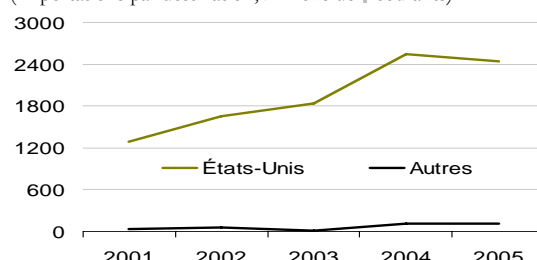
(Transferts du gov. par 100\$ de revenu d'emploi, \$ courants)



Source: ISQ, MDEIE

Graph. 8 : Commerce international

(Exportations par destination, millions de \$ courants)



Source: ISQ



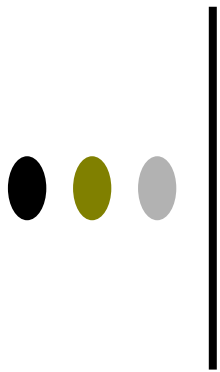
Autres considérations

L'*Indicateur FCCQ* est une publication annuelle offrant une analyse courante de la performance économique du Québec et de ses régions administratives.

Toutes les données proviennent de sources officielles: l'Institut de la Statistique du Québec, Statistique Canada, Industrie Canada et Ressources naturelles Canada. Aucune donnée n'a été compilée par la FCCQ.

L'analyse contenue dans l'*Indicateur FCCQ – Édition 2008*, a été rédigée par Jean Laneville et Gabriel Bruneau, consultant économiste et candidat au Ph. D. à l'Université de Montréal.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à Jean Laneville, économiste principal à la FCCQ, au 514-844-9571 #3244 ou à jean.laneville@fccq.ca.



La Fédération des chambres de commerce du Québec

555, boul. René-Lévesque Ouest, 19^e étage

Montréal (Québec) H2Z 1B1

Tél. (514) 844-9571 Fax. (514) 844-0226

fccq.ca

